

AFRIQUE

Soudan : appels à de nouvelles manifestations antigouvernementales

11 janvier 2019

Les organisateurs des manifestations qui secouent le Soudan depuis le 19 décembre ont appelé à de nouveaux rassemblements antigouvernementaux vendredi et la semaine prochaine, faisant monter la pression sur le régime du président Omar el-Béchir.

"Nous allons lancer une semaine de soulèvement avec des manifestations dans toutes les villes et villages", a annoncé vendredi l'Association des professionnels soudanais qui regroupe entre autres des médecins, des professeurs et des ingénieurs.

Dans son appel diffusé sur les réseaux sociaux, l'association a notamment appelé à un grand rassemblement dimanche dans le nord de Khartoum et à plusieurs manifestations à travers la capitale jeudi prochain.

En plein marasme économique, le Soudan est en proie depuis le 19 décembre à des manifestations provoquées par la décision du gouvernement de tripler le prix du pain, mais qui se sont rapidement transformées en un mouvement contre le président Omar el-Béchir, qui tient le pays d'une main de fer depuis un coup d'Etat en 1989.

Un total de 22 personnes sont mortes dans ces manifestations antigouvernementales, selon un bilan officiel. Les ONG de défense des droits humains Human Rights Watch et Amnesty International ont elles donné un bilan d'au moins 40 morts.

Les manifestations actuelles représentent le plus grand défi auquel M. Béchir a été confronté en près de 30 ans de pouvoir, selon les experts.

Mais ils restent sceptiques sur la capacité des organisateurs à mobiliser en masse.

Le mouvement de contestation a été déclenché par la hausse du prix du pain à la mi-décembre mais le Soudan est en proie à une crise économique qui s'est aggravée au cours de l'année écoulée, avec notamment une forte pénurie de devises étrangères.

Des pénuries d'aliments et de carburant ont été régulièrement signalées dans plusieurs villes y compris Khartoum, tandis que le prix de la nourriture et des médicaments a plus que doublé. Depuis l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, le Soudan a été amputé des trois quarts de ses réserves de pétrole et est aujourd'hui confronté à une forte inflation.

Les responsables soudanais continuent d'attribuer à Washington la responsabilité des maux économiques du Soudan. Pour ses détracteurs, le régime du président est le responsable de la crise économique, pour sa mauvaise gestion et pour avoir consacré le gros du budget aux forces de sécurité face aux conflits qui ont éclaté ces dernières années dans plusieurs provinces.

Ces guerres, ainsi que l'incapacité à doper une agriculture dans un pays un temps nommé comme le grenier à blé de l'Afrique, ont conduit à une situation économique désastreuse, alors que la levée par les Etats-Unis de leur embargo commercial en 2017 n'a pas eu les bénéfices espérés, estiment des analystes.

Mercredi, le président Béchir a toutefois affiché sa fermeté lors d'un rassemblement de soutien organisé autour de sa personne à Khartoum. Un millier de personnes ont été arrêtées en trois

semaines de manifestations au Soudan, selon des groupes de défense des droits de l'Homme, notamment des militants, des leaders de l'opposition et des journalistes.

La Grande-Bretagne, la Norvège, les Etats-Unis et le Canada ont dit leur inquiétude face à la mort de manifestants et aux arrestations et prévenu que les actions de Khartoum "auront un impact" sur leurs relations.

Source : AFP

Fayulu va contester en justice le résultat de la présidentielle en RDC

11 janvier 2019

Martin Fayulu, candidat de la coalition d'opposition Lamuka arrivé officiellement deuxième de l'élection présidentielle du 30 décembre en République démocratique du Congo (RDC), a annoncé vendredi qu'il allait déposer une plainte pour fraude devant la Cour constitutionnelle.

Son équipe de campagne affirme qu'il a recueilli 61,51% des voix, contre seulement 18,86% pour le vainqueur proclamé, Félix Tshisekedi, un autre opposant, candidat de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) - que les résultats provisoires de la commission électorale créditent de 38,57% des voix.

Le candidat soutenu par le président sortant Joseph Kabila, l'ancien ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadary, est arrivé en troisième position avec 18,49%, a précisé Fidèle Babala, responsable de la campagne de Fayulu.

"Nous savons bien que la Cour constitutionnelle est composée de partisans de (Joseph) Kabila mais nous ne voulons pas qu'ils disent que nous n'avons pas suivi la loi. Nous voulons faire tout ce que nous pouvons pour avoir un résultat juste et clair", a déclaré Martin Fayulu à la BBC.

Dans un entretien accordé la veille à Radio France Internationale (RFI), Fayulu, donné largement favori par les sondages avant le scrutin, avait déjà dénoncé un "putsch électoral" et "des résultats qui n'ont rien à voir avec la vérité des urnes".

La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco), qui avait déployé 40.000 scrutateurs le jour du scrutin, a déclaré que le vainqueur annoncé par la Commission électorale nationale (Céni) ne correspondait pas à celui issu de son propre décompte.

La Cenco n'a pas donné le nom de celui qu'elle considère comme le vainqueur mais il s'agirait bien de Martin Fayulu.

La France et la Belgique ont exprimé des doutes sur les résultats officiellement annoncés.

La suspicion régnait avant même la proclamation de ces résultats, des observateurs ayant signalé des irrégularités et des rumeurs faisant état de négociations entre Joseph Kabila et Félix Tshisekedi en vue d'un partage du pouvoir. La tension est palpable. A Goma, une ville de l'Est, la police a affronté vendredi des manifestants. Les affrontements ont fait au moins un mort.

La RDC, plus grand pays d'Afrique sub-saharienne, vit une double situation historique. C'est la première fois qu'un opposant est proclamé vainqueur d'une élection présidentielle. C'est aussi

la première fois que le président sortant accepte de se retirer, conformément à la Constitution, qui interdisait à Joseph Kabila de briguer un troisième mandat d'affilée.

Mais ce scrutin à un tour, reporté trois fois depuis 2016, n'efface pas non plus le souvenir de sa réélection en 2011 entachée de violences et de fraudes.

Le Conseil de sécurité des Nations unies doit se réunir vendredi pour discuter de la situation en RDC.

Sources : Reuters, AFP

Plus de 16.000 réfugiés au Congo-Brazzaville pour fuir des violences interethniques en RDC

4 janvier 2019

Des milliers de réfugiés fuient un conflit interethnique en République démocratique du Congo (RDC) a signalé le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR).

« Le HCR apporte son appui aux autorités locales au Congo Brazzaville pour fournir une aide humanitaire aux réfugiés », a déclaré Andrej Mahecic, porte-parole du HCR.

Ces récents mouvements des plus de 16.000 personnes sont le résultat d'affrontements meurtriers qui ont éclaté fin décembre 2018 entre les Banunus et Batendeà Yumbi, dans la province de Mai-Ndombe à l'ouest de la RDC.

Une rivalité de longue date entre ces deux communautés a été ravivée, menant à de nouveaux affrontements interethniques qui auraient causé des dizaines de morts et environ 150 blessés. Certaines craignaient une escalade du conflit.

Il s'agit de l'afflux de réfugiés le plus important en provenance de la RDC vers le Congo Brazzaville depuis près d'une décennie. En 2009, environ 130.000 personnes avaient été contraintes d'y chercher refuge en raison d'affrontements ethniques perpétrés dans l'ancienne province d'Équateur en RDC.

Les autorités du Congo Brazzaville ont officiellement demandé l'assistance du HCR et d'autres organisations humanitaires.

« Nous coordonnons les efforts de secours pour aider le gouvernement à venir en aide aux réfugiés », a ajouté le porte-parole du HCR.

Cependant, les réfugiés continuent de vivre dans des conditions difficiles.

Ils sont hébergés dans des régions reculées où les communautés ont déjà du mal à accéder à l'eau, à la nourriture et aux soins de santé.

Les organisations humanitaires sont également confrontées à des défis logistiques, certaines localités n'étant accessibles que par le fleuve. La saison des pluies et les inondations dans la région ont exposé les nouveaux arrivants au paludisme et aux maladies d'origine hydrique.

A noter que le Congo Brazzaville accueille actuellement environ 60.000 réfugiés.

Source : ONU

RDC : des milliers d'enfants à Kinshasa considérés comme des sorciers (UNICEF)

2 janvier 2019

Plus de 13 000 enfants à Kinshasa, en République démocratique du Congo (RDC), seraient considérés comme des sorciers ou 'ndoki', explique le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Ces enfants sont qualifiés de 'sorciers' et tenus responsables des maux de familles vulnérables par des faux prophètes et pasteurs, et finissent souvent à la rue.

« A la mort de ma grand-mère, nous sommes allés à l'église de mon grand-père pour le deuil. Le pasteur m'a désigné. Il a dit que j'avais mangé ma grand-mère. Ils m'ont gardé enfermé à l'église avec des cordes aux pieds et aux mains... J'ai fui pour retrouver ma famille. Ils m'ont battu pour que j'avoue. J'ai fui dans la rue », témoigne Exaucé, un Kinois âgé de 13 ans.

Selon l'UNICEF, de multiples facteurs économiques, politiques et sociaux contribuent à ce phénomène, dont l'ignorance, la pauvreté, le manque de moyens pour subvenir aux frais de scolarité des enfants ou les dégâts de la guerre qui augmentent le nombre d'orphelins.

Faire pipi au lit, avoir un sommeil agité, le ventre ballonné, et le handicap sont considérés comme étant des « preuves » que l'enfant est un sorcier.

Les enfants soi-disant coupables de la pauvreté, de la mort d'un membre de la famille, du manque de réussite sont déposés dans des églises dirigées par des « faux prophètes et pasteurs ».

Les églises peuvent demander entre 5.000 et 50.000 francs congolais [soit entre 3 et 30 euros] pour une séance d'exorcisme, précise l'UNICEF.

Certaines estiment par exemple que la soi-disant substance sorcière se loge dans l'abdomen de l'enfant-sorcier.

Le médecin praticien traditionnel « soigne » alors la condition en découpant le ventre de l'enfant avec un couteau non stérilisé et amputant un petit morceau de son intestin, symbolisant la sorcellerie.

« On faisait le jeûne pendant trois jours. Puis, je prenais la purge : un litre d'huile de palme à avaler. On nous mettait dans les yeux une eau qui nous faisait pleurer. J'ai dit que je n'étais pas sorcier et que je ne comprenais rien de tout cela. Mais on voulait que je fasse la délivrance. On me versait la bougie fondue sur les pieds et le front », raconte Exaucé.

Lorsque les soi-disant remèdes n'apportent pas de solution au sommeil agité, au ventre ballonné ou à la pauvreté familiale, les enfants sont abandonnés par leur entourage et se retrouvent dans la rue, exposés aux violences physiques et sexuelles, ajoute l'UNICEF. « Les enfants ne vivent plus, mais ils survivent en travaillant, les filles se prostituent dès 6 ou 7 ans ».

L'UNICEF appelle à approfondir les connaissances sur ce phénomène afin de sensibiliser les populations et de lutter contre ces pratiques. L'agence souligne les droits fondamentaux de chaque enfant, prescrits tant dans la Déclaration universelle que par la loi congolaise.

Source : ONU

République centrafricaine : 430,7 millions de dollars requis pour la réponse humanitaire en 2019

7 janvier 2019

Afin de répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables en République centrafricaine (RCA), le gouvernement centrafricain et les Nations Unies ont procédé lundi au lancement officiel du Plan de réponse humanitaire 2019. En 2018, 253,9 millions de dollars ont été mobilisés grâce à la générosité des bailleurs, ce qui a permis d'aider plus de 900.000 personnes.

D'un montant de 430,7 millions de dollars, le plan 2019 ambitionne d'attendre 1,7 million de Centrafricains et Centrafricaines en extrême vulnérabilité, a précisé le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

« La République centrafricaine continue de traverser une crise humanitaire complexe et profonde. Un Centrafricain sur quatre est soit déplacé interne soit réfugié. Le nombre de personnes ayant besoin d'aide et de protection est passé de 2,5 millions à 2,9 millions, dont 1,9 million ont besoin d'une assistance aiguë et immédiate », a souligné OCHA.

La situation en RCA est marquée par une détérioration de la situation sécuritaire, avec une hausse d'attaques contre les civils et les travailleurs humanitaires. Plus de 1.000 incidents de protection par mois ont été répertoriés en 2018 et le nombre d'incidents contre des acteurs humanitaires a augmenté de manière alarmante de 337 en 2017 à 396 incidents en 2018.

Source : ONU

La justice française ordonne la remise à la CPI d'un patron du football centrafricain et ex-milicien

31 décembre 2018

La cour d'appel de Paris a donné lundi son feu vert à la remise à la Cour pénale internationale, basée à La Haye, de Patrice-Edouard Ngaïssona, un ex-chef de milice centrafricaine et figure des autorités du football africain.

Visé par un mandat d'arrêt de la CPI, M. Ngaïssona, 51 ans, est soupçonné d'avoir commis ou aidé à commettre des crimes de guerre et crimes contre l'humanité dans l'ouest de la République centrafricaine entre septembre 2013 et décembre 2014.

Il avait été interpellé en France le 12 décembre et écroué dans la prison de Fleury-Mérogis (Essonne). C'est le deuxième suspect à être arrêté dans le cadre de l'enquête de la CPI en Centrafrique.

Malgré un lourd passif dans son pays à la tête des milices antibalaka, M. Ngaïssona, qui fut un éphémère ministre des Sports en 2013, avait été élu en février 2018 au comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF). Il est aussi président de la Fédération centrafricaine de football.

Son nom est régulièrement cité dans les rapports de l'ONU et dans les notes d'enquête de la justice centrafricaine comme l'un des chefs des milices antibalaka qui ont semé la terreur dans le pays.

Créées en 2013 après la prise du pouvoir à Bangui par les rebelles de la coalition de la Séléka, ces milices peu structurées ont pris les armes en prétendant défendre les intérêts des chrétiens et en représailles aux exactions des groupes armés musulmans.

Source : AFP

Violences au nord-est du Nigéria : l'ONU alerte sur la « tragédie humanitaire »

9 janvier 2019

Les Nations Unies ont exprimé mercredi leur profonde préoccupation face à la recrudescence des violences dans le nord-est du Nigeria qui a contraint des dizaines de milliers de civils à fuir leurs foyers.

Les affrontements du 26 décembre entre les forces gouvernementales nigériennes et des groupes armés non étatiques à Baga, sur les rives du lac Tchad, à environ 200 kilomètres au nord de Maiduguri, la capitale de l'État de Borno, ont provoqué des déplacements massifs de populations.

La plupart des femmes, hommes et enfants fuyant les combats convergeaient vers des camps ou sites pour personnes déplacées déjà surchargés à Maiduguri ou à Monguno (63 kilomètres au sud de Baga). Une autre tentative d'attaque contre Monguno, le 28 décembre, a aggravé la situation, provoquant de nouveaux déplacements en raison de l'incertitude.

« L'impact des récents combats sur des civils innocents est dévastateur et a créé une tragédie humanitaire », a déclaré Edward Kallon, le Coordonnateur humanitaire au Nigéria. Des dizaines de milliers de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, notamment d'abris, de nourriture, d'eau et d'installations sanitaires.

Les violences qui frappent le nord-est du Nigéria ont entravé l'acheminement de l'aide humanitaire à des centaines de milliers de personnes dans le besoin. Depuis novembre, environ 260 travailleurs humanitaires ont été retirés de trois zones administratives (Monguno, Kala/Balge et Kukawa) touchées par le conflit.

Il s'agit du plus important retrait de travailleurs humanitaires depuis que la réponse humanitaire internationale dans le nord-est du Nigéria a été renforcée en 2016.

Si des travailleurs humanitaires ont commencé à retourner dans certaines régions, l'absence de sécurité empêche le retour à la normale des activités de secours, souligne OCHA.

Source : ONU

Près de 300 combattants de Boko Haram "neutralisés" au Niger

3 janvier 2019

Près de 300 combattants du groupe djihadiste Boko Haram ont été "neutralisés" au Niger lors de raids terrestres et aériens menés par l'armée depuis vendredi dernier, selon le gouvernement de Niamey.

Initialement implanté dans le nord-est du Nigeria, où il a lancé une insurrection armée en 2009, le groupe Boko Haram a étendu son rayon d'action ces dernières années aux pays voisins, Niger, Tchad et Cameroun.

L'état-major français a annoncé que la force française Barkhane et l'armée nigérienne avaient tué une quinzaine de djihadistes dans le sud-ouest du Niger, près de la frontière avec le Mali, lors d'une action conjointe dans la nuit du 27 décembre.

Source : Reuters

Mali : un village peul attaqué, 37 morts

2 janvier 2019

Le Mali a entamé l'année 2019 avec une attaque meurtrière dans le centre, où 37 habitants d'un village peul ont été tués mardi dans une attaque de chasseurs traditionnels, alors que les autorités ont engagé un dialogue intercommunautaire pour renforcer la paix et la sécurité dans la région. Des "hommes armés habillés en tenue de chasseurs traditionnels dozos" ont mené cette attaque.

Les chasseurs traditionnels, dits "dozos", reconnaissables à leur tenue et à leurs fétiches, prétendent protéger les Dogons contre les Peuls, alors que le conflit entre les deux communautés s'est exacerbé, dans le contexte de la lutte contre les jihadistes.

D'après le gouvernement, cette attaque survient "alors que les plus hautes autorités du Mali ont entrepris de créer les conditions d'un dialogue intercommunautaire fécond, dans le but d'instaurer durablement la cohésion et la paix" dans la région.

Depuis l'apparition il y a quatre ans dans le centre du Mali du groupe jihadiste du prédicateur peul Amadou Koufa, les violences se multiplient entre les Peuls, traditionnellement éleveurs, et les ethnies bambara et dogon, pratiquant majoritairement l'agriculture.

Ces violences intercommunautaires ont fait plus de 500 morts civils en 2018, selon l'ONU. Les Peuls dénoncent des exactions de la part de groupes de chasseurs, tolérées voire encouragées selon eux au nom de la lutte contre les jihadistes, par les autorités ou l'armée, ce que dément le gouvernement.

Amadou Koufa a été tué fin novembre dans une opération militaire française soutenue par l'armée malienne, selon Paris et Bamako.

Les violences jihadistes se sont propagées du nord vers le centre et le sud du Mali, puis au Burkina Faso et au Niger voisins, se mêlant souvent à des conflits intercommunautaires.

Source : AFP

Mali : en descendant le fleuve Niger, vers les sources de la violence

27 décembre 2018

Au Mali, rejoindre Tombouctou en bateau permet d'éviter les mauvaises rencontres d'un trajet par la route. Mais les riverains du fleuve Niger, exposés eux aussi à la menace des bandits ou des jihadistes, dénoncent des conditions de vie précaires.

"Sur la route, les bandits et hommes armés nous retirent tous nos objets : téléphones, or, habits et argent", soupire une passagère, Fatalmoudou Baba.

Tombouctou, dans le nord-ouest, a connu en 2012 le joug des groupes jihadistes liés à Al-Qaïda, jusqu'à l'intervention militaire internationale lancée par la France en janvier 2013.

La ville est aujourd'hui une "prison à ciel ouvert", estime Diadié Hamadoun Maïga, membre du "Comité des sages" chargé de la gestion de Tombouctou sous le contrôle jihadiste. "Les gens se plaignaient de l'insécurité, mais on a l'impression que cette période valait mieux qu'aujourd'hui", dit-il, en dénonçant une armée malienne "casernée".

Certains se tournent d'ailleurs localement vers des personnalités de cette époque, comme l'ancien juge Houka Ag Alfousseyni, dont la libération en 2014 après quelques mois de détention avait suscité l'indignation d'organisations des droits de l'homme lui reprochant d'avoir dirigé "un tribunal islamique qui a ordonné, entre autres, des amputations, lapidations...".

"Ce sont les populations qui le sollicitent avec des affaires de recel, des litiges fonciers, des vols de motos ou de bétail", a indiqué à l'AFP le gouverneur de la région, Koïna Ag Ahmadou.

"Je l'ai envoyé chez le procureur, qui ne voit aucun problème avec ce qu'il fait. C'est pour cela qu'il continue mais nous lui avons dit qu'il y a des limites", a ajouté le représentant de l'Etat.

Aux abords de Tombouctou, la sécurité est non pas du ressort de l'armée, mais des groupes armés signataires de l'accord de paix de 2015, issus soit de l'ex-rébellion à dominante touareg soit des formations pro-Bamako.

Mais ce ne sont que des "braquages à longueur de journée" lorsqu'on veut se rendre dans les foires des environs, affirme Touré Fadimata Tandina, de la Coalition des organisations féminines de Tombouctou.

Face à cette insécurité persistante, certains haussent le ton. "Nous ne voulons pas la guerre, mais nous n'allons plus nous asseoir et regarder nos voleurs partir", prévient Kalifa Barou Dicko, au nom des "groupes d'autodéfense" représentant les populations sédentaires de la région.

Le Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga a promis lors d'une récente visite à Tombouctou le déploiement dans la région de 350 membres supplémentaires des forces de sécurité, qui devrait intervenir en 2019.

Source : AFP

Période de troubles au Gabon en l'absence du président Bongo

8 janvier 2019

"Il fallait s'y attendre" : Gaston a l'air sûr de lui, lundi midi, quelques heures après une tentative de coup d'Etat à Libreville, capitale d'un pays dont le président est absent depuis plus de deux mois et où le gouvernement n'assure plus que les affaires courantes.

Ali "Bongo (Ondimba) n'est plus là et le gouvernement a remis sa démission : qui tient les manettes?", demande-t-il, faisant écho à des dizaines de Librevillois circonspects devant une

situation politique inédite dans ce petit pays pétrolier d'Afrique centrale de 1,8 million d'habitants.

Lundi matin, un groupe d'une dizaine de militaires a appelé sur les ondes de la Radio-télévision gabonaise (RTG) au soulèvement populaire, disant vouloir sauver le pays du "chaos".

Las, le putsch a échoué dans la journée. L'armée a été déployée dans Libreville, deux militaires ont été abattus par les forces de sécurité, leur chef arrêté et l'internet a été coupé dans le pays.

Cette tentative de coup d'Etat intervient après plusieurs semaines d'interrogation et rumeurs au Gabon, depuis l'hospitalisation en Arabie saoudite le 24 octobre du président Bongo, victime d'un AVC.

Début novembre, un journal d'opposition - interdit depuis pour cette "une" - avait titré : "Le Gabon en (très dangereux) pilotage automatique". Début décembre, un autre : "Les militaires vont-ils prendre le pouvoir?"

Profitant du vide, les partis d'opposition ont eu plusieurs fois répété leur désapprobation quant à la gestion de l'absence du président, appelant la Cour constitutionnelle à constater une vacance du pouvoir.

Source : AFP

Burkina Faso : le chef de l'ONU condamne les attaques contre des civils à Barsalogo

5 janvier 2019

Le Secrétaire général des Nations Unies a condamné les attaques à l'encontre de civils dans la commune de Barsalogo, au nord du Burkina Faso. António Guterres s'est dit préoccupé par la détérioration de la situation sécuritaire dans certaines provinces du pays où les autorités ont déclaré l'état d'urgence, ainsi que par la violence intercommunautaire.

Selon la presse, des individus armés non identifiés ont attaqué le village de Yirgou, dans la commune de Barsalogo, dans le centre-nord du Burkina Faso, dans la nuit du 31 décembre au 1^{er} janvier, tuant sept personnes dont le chef du village. L'attaque a été suivie de représailles intercommunautaires provoquant la mort d'au moins 46 civils.

Source : ONU

Égypte : 15 ans de prison pour une figure de la révolution

9 janvier 2019

Une cour pénale du Caire a condamné mercredi à 15 ans de prison une célèbre figure de la révolution égyptienne de 2011, Ahmed Douma.

Les parties peuvent interjeter appel.

En prison depuis 2013, M. Douma était accusé d'avoir participé à des violences dans le sillage de la révolution, qui avait provoqué la chute du président Hosni Moubarak lors du Printemps arabe.

Il a été condamné pour "rassemblement, possession d'armes blanches et de (cocktail) Molotov et agression sur des membres des forces armées et de la police", selon la source judiciaire. Les juges lui ont également reproché d'avoir dégradé des bâtiments publics.

Depuis la destitution par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi, en 2013, le régime de l'actuel chef de l'Etat Abdel Fattah al-Sissi est accusé de mener une répression acharnée contre les Frères musulmans mais également contre les militants laïques et prodémocratie tels que M. Douma.

Si plusieurs figures de la révolution de 2011 sont derrière les barreaux, la plupart des hommes forts du régime de M. Moubarak, un temps inquiétés par la justice, ont progressivement été libérés et acquittés.

En 2011, des centaines de milliers de manifestants étaient descendus dans les rues d'Egypte pour réclamer "pain, liberté et justice sociale" face à un régime considéré comme dictatorial et corrompu.

Près de huit ans après la révolution, la grande majorité des experts estime que le régime de M. Sissi est le plus répressif de toute l'histoire de l'Egypte moderne. Les autorités nient systématiquement les allégations de violations des droits de l'Homme.

Source : AFP

Égypte : peine de deux ans confirmée en appel pour une militante

31 décembre 2018

Une militante égyptienne des droits de l'homme, qui avait accusé les autorités dans une vidéo de ne pas protéger les femmes du harcèlement sexuel, a été condamnée dimanche à deux ans de prison en appel, a annoncé son mari quelques jours après sa libération dans une autre affaire.

La militante avait été arrêtée en mai dernier, quelques jours après avoir posté sur Facebook une vidéo de 12 minutes dans laquelle elle exprimait plusieurs sujets de mécontentement. Elle y évoquait notamment le harcèlement sexuel dont elle disait avoir été victime de la part d'un chauffeur de taxi et une dégradation des conditions de vie en Egypte.

Accusée de diffusion de fausses informations, d'atteinte à la sécurité nationale et de publication d'une vidéo indécente, Amal Fathy avait été condamnée en septembre à une peine de deux ans d'emprisonnement et à une amende de 10.000 livres égyptiennes (500 euros environ). Sa condamnation avait été suspendue dans l'attente d'un appel.

Amnesty International a qualifié la peine de prison en appel d'"injustice scandaleuse". Amal Fathy, mère d'un enfant de trois ans, est membre du Mouvement de la jeunesse du 6 avril, désormais interdit, qui a participé aux manifestations de masse qui ont contraint le président Hosni Moubarak à quitter ses fonctions.

Source : Reuters

Inauguration des plus grandes mosquée et église d'Egypte

7 janvier 2019

Le président égyptien Abdel Fattah al Sissi a inauguré dimanche, à la veille du Noël orthodoxe, la plus grande église et la plus grande mosquée d'Égypte dans la future capitale administrative. Les coptes, la plus grande minorité chrétienne du Proche-Orient, ont été invités à participer en fin de journée à une messe de minuit dans la cathédrale de la Nativité tout juste sortie du sable.

Régulièrement cibles des djihadistes, les coptes se disent souvent discriminés par les lois égyptiennes qui favorisent les musulmans et rendent notamment très difficile la construction et la rénovation d'églises. Ils dénoncent aussi l'impunité dont bénéficient trop souvent leurs agresseurs.

Arrivé au pouvoir après avoir renversé le président Mohamed Morsi, issu des Frères musulmans, Abdel Fattah al Sissi, très critiqué par les défenseurs des droits de l'homme pour sa répression tous azimuts, a voulu faire de l'inauguration de la nouvelle église un symbole de tolérance.

Le président Sissi a annoncé en 2015 la construction d'une ville entièrement nouvelle en plein désert, à une cinquantaine de kilomètres du Caire, pour soulager la capitale actuelle, totalement saturée. La ville devrait commencer à accueillir cette année les ministères et les principales administrations.

Source : Reuters

Égypte : vers un possible maintien de Sissi au pouvoir après 2022

1^{er} janvier 2019

Les soutiens du président égyptien Abdel Fattah al-Sissi, réélu avec plus de 97% des voix en mars 2018, ont commencé à donner de la voix pour le maintenir au pouvoir au-delà de son second mandat en 2022.

Les partisans du président souhaitent voir le Parlement revenir dès 2019 sur la limitation de la fonction présidentielle à deux mandats consécutifs de quatre ans, ou commencer à envisager le maintien de M. Sissi à un autre poste lui laissant les clés du pouvoir.

Dans un éditorial paru dimanche, le quotidien gouvernemental Al-Akhbar a donné le ton. Yasser Rizk, directeur du conseil d'administration de ce journal proche du régime, estime que l'amendement de la Constitution doit être voté par le Parlement au cours de sa prochaine session, avant la fin de l'été 2019.

Élu président une première fois en 2014, un an après la destitution par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi, M. Sissi a remporté un deuxième mandat en 2018 et est à la tête d'un régime considéré comme autoritaire et ultra répressif par ses opposants et les défenseurs des droits humains.

L'Égypte de M. Sissi doit notamment faire face à une insurrection du groupe Etat islamique basé au Sinaï (est).

Sur le plan économique, le pays se remet lentement d'une crise profonde, qui a nécessité depuis 2016 des réformes drastiques.

Au sujet de la modification de la Constitution, sur les réseaux sociaux, les contempteurs du régime ont réagi entre sarcasmes et critiques virulentes face à cette proposition. Le défenseur des droits humains Bahey Eldin Hassan a notamment parlé sur Twitter d'un "nouveau coup d'Etat de Sissi".

Le prix Nobel de la paix Mohamed El Baradei, a regretté, sur Twitter également, que, contrairement aux démocraties, la Constitution égyptienne soit utilisée pour "consolider un régime autoritaire fondé sur la répression et la peur".

Source : AFP

Quarante "terroristes" tués en Egypte après une attaque contre des touristes

29 décembre 2018

Les forces de sécurité ont tué 40 jihadistes présumés dans des raids en Egypte, au lendemain d'un attentat meurtrier contre des touristes vietnamiens, le premier depuis plus d'un an dans un pays qui a fait de la lutte "antiterroriste" sa priorité absolue.

Trois touristes vietnamiens ont été tués ainsi que leur guide égyptien dans l'explosion d'une bombe artisanale au passage de leur bus près du site des pyramides de Guizeh, en périphérie de la capitale égyptienne.

Le ministère de l'Intérieur égyptien a en conséquence annoncé des raids dans la région de Guizeh et dans le Nord-Sinaï (est), où est implanté le groupe jihadiste Etat islamique (EI). "Quarante terroristes ont été tués". "Ils planifiaient une série d'agressions contre les institutions de l'Etat", dont le secteur du tourisme, des lieux de culte chrétiens et les forces de sécurité.

Depuis février dernier, les forces de sécurité mènent une offensive contre l'EI, notamment dans la région du Nord-Sinaï, où environ 500 jihadistes ont été tués, selon l'armée. Les attaques se sont multipliées en Egypte depuis la destitution par l'armée du président islamiste Mohamed Morsi en 2013, en particulier contre les forces de sécurité et la minorité chrétienne copte.

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a décrété l'Etat d'urgence après des attaques contre des églises en avril 2017, une mesure sans cesse renouvelée depuis.

L'attentat de vendredi est le premier contre des touristes depuis juillet 2017. Le secteur crucial du tourisme a souffert de l'instabilité politique et des attentats de groupes extrémistes.

"L'attaque sape le message très déterminé du gouvernement égyptien selon lequel le pays est sûr pour les touristes", a déclaré à l'AFP Zack Gold, spécialiste des questions de sécurité au Moyen-Orient et analyste au centre de recherches CNA, basé aux Etats-Unis.

La plus importante attaque récente contre des touristes, qui a porté le coup le plus dur au secteur du tourisme, remonte au 31 octobre 2015. L'EI avait revendiqué un attentat à la bombe ayant coûté la vie aux 224 occupants d'un avion russe transportant des touristes russes, après son décollage de la station balnéaire de Charm el-Cheikh dans le Sinaï.

L'Egypte avait enregistré récemment un regain dans le secteur du tourisme, avec 8,2 millions de visiteurs en 2017, selon les chiffres officiels. Mais le pays est encore loin des 14,7 millions de touristes de 2010.

Source : AFP

En Libye, la menace jihadiste se nourrit toujours du chaos et des divisions persistants

26 décembre 2018

Deux ans après la perte de son fief de Syrte, le groupe Etat islamique (EI) continue de perpétrer des attaques en Libye, jusqu'au cœur de la capitale, profitant de la faiblesse du gouvernement internationalement reconnu et plus largement du chaos persistant.

La dernière en date, revendiquée par le groupe ultra-radical, a visé mardi le ministère des Affaires étrangères à Tripoli, faisant trois morts et provoquant d'importants dégâts à un bâtiment censé être parmi les plus sécurisés de Tripoli.

"L'EI a prouvé qu'il était capable de (...) frapper fort, deux ans après la perte de son fief à Syrte et sa traque dans le désert libyen par des groupes armés libyens mais aussi par l'armée américaine, qui a mené plusieurs frappes dans le sud", déclare à l'AFP l'analyste libyen Jalal al-Fitouri.

Selon M. Fitouri, l'EI bénéficie toujours autant "des divisions" qui minent le pays depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Il y a à Tripoli le gouvernement d'union nationale (GNA) soutenu par la communauté internationale, et dans l'Est, un cabinet parallèle appuyé par l'Armée nationale libyenne (ANL) autoproclamée par le maréchal Khalifa Haftar.

Ce chaos politique et sécuritaire a favorisé l'émergence de groupes jihadistes qui ont commis de nombreuses attaques --encore plus d'une vingtaine en 2018--, contre des institutions liées au GNA dans l'ouest et contre les forces de Haftar dans l'est et le sud.

En l'absence d'un "monopole de la force" dans le pays, l'EI peut de nouveau "se renforcer", prévient Mohamad al-Agouri, professeur à l'université de Benghazi (est).

Malgré les efforts diplomatiques internationaux, aucune solution politique n'est en vue -la dernière tentative française d'obtenir l'organisation d'élections en décembre a fait long feu.

L'attentat de mardi a exposé au grand jour la faiblesse chronique du GNA qui, depuis sa délicate prise de fonctions début 2016, a échoué à imposer son autorité sur les milices, qui font la loi à Tripoli, malgré l'annonce de réformes de sécurité sous l'égide de l'ONU.

A ce sujet, le GNA a renouvelé mardi son appel à l'ONU pour une "levée partielle" de l'embargo imposé au pays depuis 2011, plaidant la nécessité d'"assurer la sécurité" et de "combattre le terrorisme".

Des analystes écartent toutefois cette option, face au risque de voir les armes tomber aux mains des milices ou de groupes radicaux. "En aucun cas, la communauté internationale ne permettra à la Libye d'importer des armes, parce que le gouvernement est faible face aux milices", résume Fayrouz al-Dali, professeure en sciences politiques à Tripoli.

Source : AFP

Découverte d'un charnier de l'Etat islamique en Libye

24 décembre 2018

Les corps de 34 chrétiens d'Ethiopie exécutés en Libye par le groupe Etat islamique (EI) en 2015 ont été exhumés dimanche d'une fosse commune près de Syrte, rapportent les autorités. Une vidéo postée sur les réseaux sociaux en avril 2015 montrait des Ethiopiens habillés de combinaisons orange abattus et décapités sur une plage par des membres de l'EI.

Des milliers d'habitants d'Afrique subsaharienne ont tenté ces dernières années de gagner l'Europe en traversant la Libye.

La branche libyenne de l'EI a contrôlé la ville de Syrte entre 2015 et 2016.

Source : Reuters

Maroc : à Marrakech, précarité et terreau salafiste dans un quartier déshérité

22 décembre 2018

Avec ses marchands ambulants, son urbanisation anarchique et ses jeunes désœuvrés, Al-Azzouzia tranche avec les beaux quartiers de Marrakech, joyau du tourisme marocain : c'est dans cette banlieue déshéritée qu'a été interpellé dès lundi Abderrahim Khayali, un des meurtriers présumés de deux touristes scandinaves.

Cette banlieue du nord-ouest de Marrakech est à la fois si proche, géographiquement, et si loin, socialement et économiquement, du cœur de la ville ocre, destination phare du royaume. Le contraste avec les hôtels de luxe et les belles avenues bordées de palmiers y est saisissant.

Premier mis en cause dans ce double meurtre pour lequel le caractère "terroriste" est désormais attesté par les autorités, Abderrahim Khayali est apparu jeudi dans une vidéo aux côtés des trois autres principaux suspects arrêtés trois jours après lui. Ils y prêtent allégeance à Abou Bakr al-Baghdadi, le chef du groupe Etat islamique (EI).

Selon ses proches, Abderrahim Khayali s'est converti il y a trois ans au salafisme, branche ultraconservatrice de l'islam sunnite, qui prolifère dans certains quartiers populaires du royaume à contre-courant de l'"islam du juste milieu" prôné par les autorités.

Les habitants interrogés ne font pas état d'une présence notoire de prédicateurs salafistes dans le quartier. Mais, selon Hassan Khayali, acteur associatif et cousin du premier suspect arrêté, le quartier est "une bombe à retardement à cause de la drogue, de la pauvreté, du chômage et de la prostitution. Toutes les causes des dérives sont réunies", avance-t-il.

Cette précarité, on la retrouve aussi dans la commune rurale de Harbil, à une vingtaine de km de Marrakech, dans laquelle vivaient les deux autres principaux suspects, Rachid Afatti, 33 ans, et Abdessamad Ejjoud, 25 ans, tous deux marchands ambulants.

Outre ces quatre suspects, neuf autres personnes ont été arrêtées jeudi et vendredi pour leurs liens présumés avec ce double homicide qui ébranle le Maroc, épargné jusqu'ici par les attentats de l'EI mais déjà meurtri par le passé par des attaques.

Source : AFP

La Somalie a jeté les bases pour réaliser des progrès importants en 2019, selon l'envoyé de l'ONU

3 janvier 2019

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Somalie, Nicholas Haysom, a estimé jeudi que ce pays était bien préparé pour réaliser en 2019 de nouveaux progrès vers une paix durable. « La gestion des prochaines élections régionales en 2019 et des processus politiques restants, déterminera si la Somalie fera de nouveaux progrès ou non ».

Nicholas Haysom a noté que la Somalie a maintenu « une trajectoire positive » mais que les turbulences politiques persistantes pourraient tout faire dérailler. Le Représentant spécial a rappelé que le groupe Al-Shabaab, qui a revendiqué l'attaque contre le complexe de l'ONU à Mogadiscio il y a deux jours, restait la plus grande source d'insécurité en Somalie.

« Malgré les opérations en cours visant à affaiblir ce groupe terroriste, celui-ci a toujours la capacité de mener des attaques aveugles contre les citoyens somaliens et de cibler les délégués électoraux, les forces de sécurité somaliennes et l'AMISOM (la Mission de l'Union africaine en Somalie) ».

Quant à la crise humanitaire, il a rappelé que les affrontements armés et la violence généralisée, ainsi que les chocs climatiques récurrents, perpétuent les besoins. Alors que la situation humanitaire s'est améliorée par rapport à l'année dernière en raison de pluies supérieures à la moyenne, les besoins restent importants, surtout pour 4,2 millions de personnes.

Source : ONU

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Pompeo arrivé à Bahreïn, première étape d'une tournée dans le Golfe

11 janvier 2019

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo est arrivé vendredi à Bahreïn, première étape d'une tournée dans les pétromonarchies du Golfe, a constaté un journaliste de l'AFP. Bahreïn est le siège de la Ve Flotte des Etats-Unis.

Selon un porte-parole du département d'Etat, les partenariats avec ces pays arabes sont essentiels pour la protection de l'approvisionnement énergétique mondial, la lutte contre "le terrorisme islamique radical" et le recul de "l'agression iranienne". Bahreïn est "un ardent soutien" pour lutter contre "les efforts malveillants de l'Iran" dans la région.

Juste avant l'arrivée du chef de la diplomatie américaine, les autorités de Bahreïn ont rejeté un appel de l'ONU à libérer un défenseur des droits de l'Homme et opposant, Nabil Rajab, condamné pour des tweets dénonçant la guerre au Yémen et des cas présumés de torture dans des prisons bahreïnies.

Après Bahreïn, il ira aux Emirats arabes unis, au Qatar, en Arabie saoudite, à Oman et au Koweït, qui font tous partie du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Avant le Golfe, le chef de la diplomatie américaine s'est rendu en Jordanie, en Irak et en Egypte.

"Un CCG uni est l'épine dorsale" de la sécurité régionale et est "essentiel pour contrer la plus grande menace" à la stabilité régionale : "le régime iranien", a déclaré un porte-parole américain alors que les Etats-Unis ne cessent de désigner l'Iran comme l'ennemi commun.

L'Iran est le grand rival régional de l'Arabie saoudite, proche allié des Etats-Unis.

Créé en 1981, le CCG est sérieusement ébranlé depuis 2017 par une grave crise diplomatique interne.

Trois de ses membres --l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et Bahreïn-- ont rompu leurs relations diplomatiques avec le Qatar et lui ont imposé un embargo en l'accusant de soutenir des groupes extrémistes et de se rapprocher de l'Iran.

Pour rassurer les alliés régionaux, Israël en tête, qui ont comme ennemi commun l'Iran, Washington cherche à promouvoir le concept d'un Otan arabe pour contrer l'influence de l'Iran dans la région.

Source : AFP

Pompeo confirme un retrait de Syrie, sans "contradiction" avec la stratégie de Trump

10 janvier 2019

Le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a confirmé jeudi que le retrait de Syrie aurait bien lieu, niant toute "contradiction" dans la stratégie du président Donald Trump au Moyen-Orient, qui déstabilise pourtant certains alliés régionaux.

Le retrait des quelque 2.000 soldats américains déployés en Syrie pour combattre le groupe jihadiste Etat islamique (EI), annoncé à la surprise générale en décembre par M. Trump, est perçu comme l'illustration des contradictions de la stratégie de son administration --voire de l'absence de stratégie selon ses détracteurs.

Après avoir évoqué un départ de Syrie, Washington a dû rétro-pédaler en fixant des conditions qui sont loin d'être réunies : une défaite définitive de l'EI mais aussi l'assurance que les combattants kurdes ayant lutté contre les jihadistes aux côtés des Américains seront protégés. La Turquie a en effet renouvelé sa menace d'une offensive contre eux.

Le départ de Syrie, où l'Iran est impliqué militairement auprès du régime de Damas, semble aussi en contradiction avec l'intention affichée de contrecarrer l'influence iranienne et de protéger Israël.

Source : AFP

Idleb, ultime bastion insurgé syrien, passe intégralement à l'heure jihadiste

10 janvier 2019

Un groupe jihadiste dominé par l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda a renforcé jeudi son emprise sur l'ultime grand bastion insurgé en Syrie, à la suite d'un accord mettant fin à plusieurs jours de combats meurtriers avec des factions rivales.

Les jihadistes de Hayat Tahrir al-Cham (HTS), qui ont récemment enchaîné les gains territoriaux en Syrie, ont conclu un accord de trêve dans la province d'Idleb avec des groupes rebelles, regroupés au sein du Front national de libération (FNL), une coalition appuyée par la Turquie.

La province d'Idleb a fait l'objet, en septembre, d'un accord entre Ankara, soutien des rebelles, et Moscou, parrain du régime syrien : la Turquie devait contenir les factions rebelles et jihadistes afin d'empêcher une offensive de Damas et de son allié russe sur cette province du nord-ouest de la Syrie en guerre.

L'accord conclu entre rebelles et jihadistes à Idleb, dont une copie a circulé dans des médias locaux, met fin aux combats entre HTS et les rebelles et renforce le contrôle des jihadistes. Cet accord signé jeudi matin par HTS et le FNL établit "le contrôle du "gouvernement du salut" sur l'ensemble" d'Idleb, a annoncé Ebaa, le site de propagande de HTS.

Ce "gouvernement de salut" autoproclamé est une administration locale instaurée par HTS, qui gérait déjà plusieurs régions, y compris dans la ville même d'Idleb. Il étend aussi son pouvoir à certaines parties des provinces voisines d'Alep et de Hama, qui échappent toujours au contrôle du régime de Bachar al-Assad.

D'après l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), l'accord de jeudi fait passer l'intégralité de la province d'Idleb sous le contrôle administratif de HTS.

Outre la cessation immédiate des hostilités, l'accord prévoit également un échange de détenus et la levée de tous les barrages.

La guerre en Syrie a éclaté en 2011 après la répression par le régime de manifestations prodémocratie. Elle s'est complexifiée au fil des ans et a fait plus de 360.000 morts. Grâce à l'intervention militaire de l'allié russe depuis 2015, les forces pro-régime contrôlent près des deux-tiers de la Syrie après en avoir chassé rebelles ou jihadistes.

Source : AFP

Dialogue entre Damas et les Kurdes, un ministre syrien optimiste

9 janvier 2019

Le vice-ministre syrien des Affaires étrangères, Fayçal Mekdad, s'est déclaré mercredi optimiste sur l'issue du dialogue politique entre Damas et les groupes kurdes, entamé grâce à une médiation russe.

Sous la menace d'une offensive de la Turquie qui les considère comme des terroristes, les groupes kurdes du nord de la Syrie ont repris contact avec le gouvernement de Bachar al Assad après la décision de Donald Trump de retirer les forces américaines du pays.

Fayçal Mekdad a rappelé les récentes déclarations des groupes kurdes affirmant clairement qu'ils appartenaient à la nation syrienne. De tels propos montrent que "les conditions" semblent favorables à une réconciliation.

Source : Reuters

Erdogan : le combat des Kurdes syriens contre l'EI est un "mensonge" ; Ankara fâchée avec les USA

8 janvier 2019

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré mardi que le combat des Kurdes de Syrie contre le groupe djihadiste Etat islamique (EI) était "un énorme mensonge", alors qu'Ankara continue à discuter avec Washington du retrait des troupes américaines de Syrie annoncé par Donald Trump.

Le conseiller à la sécurité nationale de la Maison blanche, John Bolton, a rencontré mardi son homologue turc Ibrahim Kalin, auquel il a demandé des garanties pour la protection des Unités de protection populaire (YPG), provoquant la fureur d'Ankara qui considère la milice kurde syrienne comme une organisation terroriste.

Les YPG ont été le fer de lance des Forces démocratiques syriennes (FDS) qui ont mené avec le soutien de la coalition internationale sous commandement américain la lutte contre l'EI en Syrie, dont la reconquête de Rakka. "C'est un immense mensonge", a tempêté mardi Recep Tayyip Erdogan lors d'un discours devant les élus de son parti AKP au Parlement.

Le président turc a réitéré la menace qu'il brandit depuis des mois de lancer une vaste offensive militaire contre les YPG pour les chasser de toute la zone qu'ils contrôlent dans le nord de la Syrie, le long de la frontière turque.

Les YPG et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui lutte pour l'autonomie des Kurdes de Turquie, ne forment "qu'une seule et même organisation" a-t-il poursuivi, en excluant tout compromis à ce sujet.

Recep Tayyip Erdogan n'a pas caché son impatience envers les Etats-Unis, pestant qu'en dépit d'un "accord clair avec Donald Trump, certains membres de son administration disent des choses différentes". John Bolton commet une "grave erreur" en posant comme condition la protection des YPG, a-t-il ajouté.

La Maison blanche a démenti lundi un revirement du président américain sur le retrait de quelque 2.000 soldats américains déployés en Syrie, après que celui-ci avait laissé entendre la veille que le processus pourrait prendre plus de temps que prévu.

Source : Reuters

Syrie : des contre-attaques de l'EI visant une force arabo-kurde font 32 morts

8 janvier 2019

Le groupe Etat islamique (EI) a lancé ses combattants et kamikazes contre une force arabo-kurde soutenue par Washington dans l'est de la Syrie, des contre-attaques meurtrières illustrant la capacité de nuisance des jihadistes.

Les raids éclairs menés par l'EI dimanche soir à la faveur d'une tempête de sable ont tué 23 combattants des Forces démocratiques syriennes (FDS), tandis que 9 jihadistes ont péri, a annoncé mardi l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Appuyée par les frappes aériennes de la coalition internationale dirigée par Washington, la force arabo-kurde des FDS a lancé en septembre une offensive contre l'ultime réduit de l'EI dans la province orientale de Deir Ezzor, à la frontière avec l'Irak.

En quatre mois de combats, la progression des FDS a été ralentie à plusieurs reprises par le mauvais temps pendant lequel les jihadistes ont profité pour lancer des attaques meurtrières contre des positions des FDS.

Malgré les nombreux revers essuyés ces derniers mois, les combattants kurdes et arabes ont conquis l'immense majorité du bastion, acculant les derniers membres de l'EI dans un territoire de plus en plus réduit.

Selon des experts, les jihadistes acculés sont des combattants dévoués, conscients qu'ils n'ont plus rien à perdre. Avant l'effondrement de l'EI dans ce dernier réduit, la coalition internationale évaluait à 2.000 le nombre de jihadistes présents dans le secteur, notamment des combattants étrangers et des hauts commandants.

Depuis septembre, les combats ont tué plus d'un millier de jihadistes, contre 602 combattants des FDS, selon l'OSDH. Quelque 367 civils, dont 130 enfants, ont péri dans les violences, d'après la même source.

Outre son réduit dans l'est, les jihadistes de l'EI sont déployés dans un secteur du désert syrien qui s'étend du centre du pays à la province de Deir Ezzor. C'est là où des affrontements sporadiques les opposent aux forces du régime de Bachar al-Assad.

Le président Donald Trump a ainsi annoncé le 19 décembre un retrait des quelque 2.000 militaires américains déployés en Syrie pour soutenir les FDS.

Depuis, Washington n'a toutefois eu de cesse de souligner que ce désengagement se fera lentement et qu'il prendra en compte les intérêts de ses alliés.

Mais les FDS, une alliance dominée par la principale milice kurde de Syrie, les Unités de protection du peuple (YPG), a été prise de court. Elle a alors amorcé un rapprochement avec le régime de Damas, pour faire face à une éventuelle offensive de son ennemi de toujours, la Turquie voisine.

Source : AFP

Les opposants syriens en plein désarroi après huit ans de guerre

2 janvier 2019

Près de huit ans après le début d'une guerre dévastatrice en Syrie, les opposants au régime assistent impuissants au retour en force de leur ennemi Bachar al-Assad, après avoir été lâchés par leurs soutiens internationaux.

Face à la machine de guerre du pouvoir, aidé de ses alliés indéfectibles russe, iranien et le Hezbollah libanais, les rebelles ont subi multiples revers, perdant depuis 2015 quasiment tous leurs fiefs. Ils sont aujourd'hui acculés dans la province d'Idleb (nord-ouest), où ils sont dominés par une alliance jihadiste, et dans des zones de la province voisine d'Alep.

Au pouvoir depuis près de 50 ans, le clan Assad a gouverné la Syrie d'une poigne de fer. La révolte a laissé entrevoir l'espoir d'un changement. Mais le régime, accusé durant les années de guerre d'attaques chimiques meurtrières, de tortures et d'arrestations arbitraires, a réussi à se maintenir grâce surtout à l'appui russe.

Il contrôle désormais près des deux-tiers du territoire et semble sur la bonne voie pour briser son isolement diplomatique régional, avec un retour des ambassades à Damas des Emirats arabes unis et de Bahreïn, et des contacts avec la Ligue arabe.

Plus de 360.000 morts, des millions de Syriens poussés à la fuite et des destructions colossales ; la guerre a laissé le pays, toujours morcelé, quasiment en ruines et le champ de reconstruction est titanesque.

Quant à l'opposition politique en exil, sa voix peine à se faire entendre. Plusieurs séries de négociations indirectes avec le régime sous l'égide de l'ONU n'ont jamais abouti.

Avec la politique de Donald Trump qui veut retirer ses soldats de Syrie, la Russie et l'Iran et, dans une moindre mesure, la Turquie, ont désormais la main haute sur le dossier syrien.

Pour les experts, le régime pourrait à terme reprendre les territoires contrôlés par les kurdes après une nouvelle alliance avec cette minorité. Il ne restera que la province d'Idleb et des zones à Alep.

Source : AFP

Bachar al-Assad, sur le chemin d'un retour en grâce ?

30 décembre 2018

Honni par une grande partie de la communauté internationale, Bachar al-Assad semble aujourd'hui plus que jamais proche d'un retour en force en Syrie et en grâce dans la région, près de huit ans après une guerre dévastatrice aux répercussions mondiales, selon les experts.

Cette guerre a fait depuis mars 2011 plus de 360.000 morts, des millions de réfugiés et a morcelé la Syrie. En 2012, l'ancien président américain Barack Obama affirmait que "les jours d'Assad étaient comptés" et les Occidentaux et leurs alliés arabes mettaient tout leur poids dans l'opposition au président syrien.

Mais six ans plus tard et grâce à l'intervention militaire cruciale de l'allié russe depuis 2015, ses forces aidées également par l'Iran et le Hezbollah libanais, contrôlent près des deux-tiers du pays après en avoir chassé rebelles ou jihadistes.

Et elles semblent bien parties pour reprendre le contrôle du tiers restant.

Mis à l'écart de la scène diplomatique régionale, M. Assad semble bénéficier aujourd'hui d'un retour en grâce. En décembre, les Emirats arabes unis ont rouvert leur ambassade à Damas, Bahreïn a fait état de la reprise du travail dans sa chancellerie et le Soudanais Omar el-Béchir a effectué la première visite à Damas d'un chef d'Etat arabe depuis 2011.

Les Emirats et Bahreïn sont des proches alliés de l'Arabie saoudite qui fut l'un des principaux détracteurs de M. Assad et a soutenu la rébellion pendant des années.

La Syrie de M. Assad avait été suspendue de la Ligue arabe en novembre 2011, mais un diplomate arabe à Beyrouth évoque aujourd'hui une inédite "ouverture en direction de Damas".

Une participation de la Syrie à un sommet économique de la Ligue arabe, les 19 et 20 janvier à Beyrouth, est en outre en cours de négociation, à trois mois du sommet annuel arabe.

Assad pense démarrer la reconstruction de la Syrie", où le coût des destructions est estimé par l'ONU à quelque 400 milliards de dollars.

Source : AFP

2018 l'année la moins meurtrière du conflit syrien avec près de 20.000 morts

31 décembre 2018

Près de 20.000 personnes sont mortes en 2018 en Syrie, l'année la moins meurtrière depuis le début de la guerre en 2011 et qui a vu le régime de Bachar al-Assad consolider son emprise territoriale, a indiqué lundi une ONG.

Tout au long de l'année écoulée le pouvoir de Bachar al-Assad a multiplié les victoires face aux rebelles et jihadistes, grâce au soutien militaire de l'Iran et de la Russie. Il contrôle aujourd'hui près des deux tiers de la Syrie en guerre, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

A ce jour, la guerre a fait plus de 360.000 morts, jetant sur les routes de l'exil des millions de Syriens. Et les ONG dénoncent toujours les exactions et atteintes aux droits de l'Homme perpétrées par le régime, accusé d'attaques chimiques meurtrières, mais aussi de tortures et d'arrestations arbitraires.

Pour la Syrie, l'année 2019 pourrait s'annoncer meurtrière, alors que le pouvoir d'Assad a toujours martelé sa détermination à reconquérir l'intégralité du pays.

Dans le nord-ouest, la province d'Idleb constitue l'ultime grand bastion insurgé qui échappe à son emprise.

La région est contrôlée par Hayat Tahrir al-Cham, une alliance jihadiste dominée par l'ex-branche d'Al-Qaïda, mais elle accueille aussi une multitude de groupes rebelles.

Pour le moment, ce secteur est relativement calme grâce à un accord dévoilé en septembre par la Russie et la Turquie, parrain des rebelles.

Les deux puissances ont décidé de l'instauration d'une "zone démilitarisée" pour séparer les territoires insurgés d'Idleb des régions gouvernementales attenantes.

Quant aux forces kurdes, elles contrôlent encore près de 30% de la Syrie, selon l'OSDH.

Voyant d'un mauvais œil cette autonomie de facto, le voisin turc a menacé à plusieurs reprises de lancer une offensive contre la principale milice kurde du pays, les Unités de protection du Peuple (YPG).

Des menaces prises très au sérieux, d'autant plus que le 19 décembre, le président Donald Trump a créé la surprise en annonçant le désengagement des quelque 2.000 militaires américains stationnés en Syrie pour aider les forces kurdes dans la lutte contre l'EI.

Et selon Washington, ce retrait sera "lent et extrêmement coordonné" avec la Turquie.

En réaction à ces revirements, les YPG ont invité vendredi les forces du régime à se déployer dans la région de Minbej (nord), suscitant la colère d'Ankara.

Source : AFP

Liban : en proie aux intempéries, les réfugiés syriens vivent dans des conditions misérables

10 janvier 2019

Les réfugiés syriens au Liban vivent dans une « situation précaire » et sont plus vulnérables que jamais, a alerté jeudi un haut-responsable des Nations Unies, Philippe Lazzarini, Coordonnateur spécial adjoint de l'ONU pour le Liban.

« Le Liban a le pourcentage le plus élevé de réfugiés dans le monde. Dans ce pays, une personne sur quatre qui y vit est déplacée. Plus de la moitié vivent dans l'extrême pauvreté ».

Le tiers des réfugiés est en insécurité alimentaire. « Ce sont des populations qui vivent dans des conditions misérables surtout après les récentes inondations ».

Depuis mardi, plusieurs dizaines de camps de réfugiés syriens au Liban sont touchés par de fortes chutes de neige et des pluies torrentielles. Sur place, les organismes humanitaires s'inquiètent du sort de milliers de personnes à risque.

Le rapport ajoute que 850 camps informels accueillant 70.000 réfugiés dont 39.900 enfants sont menacés par les inondations, la neige abondante et le froid extrême.

Officiellement, le Liban accueille sur son sol près 950.000 réfugiés qui ont fui le conflit en Syrie voisine.

Ces réfugiés vivent en grande majorité dans des camps informels repartis à travers le pays, notamment dans la vallée de la Bekaa frontalière de la Syrie (plus de 340.000 réfugiés). « Mais certains chiffres tablent sur 1,2 million à 1,3 million de réfugiés syriens au Liban », a précisé M. Lazzarini.

Pour le moment, les conditions précaires dans lesquelles vivent les réfugiés syriens, ne les ont pas tous poussés à vouloir rentrer dans leur pays.

Les Nations Unies estiment qu'en 2018, entre 16.000 et 17.000 réfugiés syriens du Liban seraient rentrés volontairement dans leur pays.

Source : ONU

La Turquie annonce le retour de 300.000 réfugiés en Syrie

22 décembre 2018

Près de 300.000 civils syriens ont pu rentrer dans leur pays grâce aux deux opérations militaires menées par la Turquie dans le nord de la Syrie, a déclaré le ministre turc de l'Intérieur Suleyman Soylu.

Ces deux opérations organisées par l'armée turque, "Bouclier de l'Euphrate" et "Rameau d'olivier", étaient destinées à lutter contre les miliciens kurdes et contre les combattants du groupe Etat islamique (EI).

La principale préoccupation des autorités turques est de limiter l'influence des Unités de protection du peuple (YPG), formations armées kurdes, considérées par Ankara comme des émanations du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) jugé terroriste.

La Turquie abrite plus de 3,5 millions de réfugiés syriens sur son territoire et une partie de la population turque considère ces civils comme un fardeau économique et comme une menace pour l'emploi.

Le ministre de l'Intérieur a précisé que les opérations militaires, de police ainsi que des garde-côtes ont permis d'endiguer le flux de migrants syriens à destination de l'Europe occidentale. Ces mouvements migratoires ont été fortement réduits depuis un accord conclu en 2016 entre la Turquie et l'Union européenne.

Source : Reuters

L'OMS va aider à accroître la résilience des réfugiés syriens en Iraq grâce à un soutien financier américain

8 janvier 2019

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) va aider à accroître la sécurité sanitaire et la résilience des réfugiés syriens vivant sur le territoire iraquien, grâce à une contribution de 2,5 millions de dollars accordée par les Etats-Unis.

Environ 250.000 réfugiés syriens vivent actuellement dans les trois gouvernorats de la région du Kurdistan d'Iraq (KRI) : Erbil, Dahuk et Sulaymaniyah. La majorité de ces réfugiés (64%) vit au sein de communautés d'accueil.

« Il est urgent de soutenir les autorités sanitaires locales du KRI pour faire en sorte que les réfugiés syriens aient accès à des services de santé appropriés », a déclaré le Dr Adham R. Ismail, Représentant par intérim de l'OMS en Iraq.

Les déplacements internes massifs de plus de 3,3 millions d'Iraqiens en 2014 ont mis à rude épreuve les capacités des autorités sanitaires nationales et des partenaires humanitaires de continuer à répondre aux besoins des réfugiés.

Depuis 2018, l'OMS s'emploie activement à combler les lacunes en matière de médicaments essentiels, de fournitures et de matériel médicaux, à améliorer les services d'orientation des soins et à soutenir les activités de surveillance et de contrôle de la qualité de l'eau dans les camps de réfugiés et en dehors.

La contribution américaine de 2,5 millions de dollars appuiera la fourniture de services complets de soins et d'orientation de santé primaires à environ 300.000 réfugiés syriens et membres de leurs communautés d'accueil dans la région du Kurdistan d'Iraq.

Source : ONU

Le PAM aide l'Iraq à numériser son système de distribution publique d'alimentation

10 janvier 2019

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) et le gouvernement iraquien ont lancé mercredi à Bagdad une initiative visant à numériser le système national de distribution publique (PDS). La modernisation du PDS constitue l'une des priorités de la Stratégie nationale de réduction de la pauvreté de l'Iraq pour la période quinquennale 2018-2022.

La première phase de numérisation du PDS touchera près de 1,3 million de personnes à Bagdad, dans les environs de la capitale et à Dohuk dans la région du Kurdistan d'Iraq (nord du pays). « Plus grand filet de sécurité sociale iraquien », le PDS fournit une aide alimentaire à la quasi-totalité de la population du pays (39 millions d'habitants).

Avec l'appui du PAM, le gouvernement iraquien adoptera un PDS numérisé dans lequel les données des citoyens sont cryptées et stockées en toute sécurité. Une sécurité renforcée à l'aide d'empreintes digitales ou de scanners de l'iris.

Le nouveau système permettra au gouvernement d'identifier et de supprimer les doublons en matière d'enregistrements, ainsi que de procéder à une vérification biométrique au moment de la collecte des aliments par les bénéficiaires. Le nouveau PDS remplace le système actuel reposant sur le papier.

Source : ONU

En Irak, les rêves d'enfants déplacés se brisent aux portes de l'école

23 décembre 2018

L'État irakien ne scolarise pas les enfants qui n'ont pas de papiers d'identité. Mais avec le chaos lié à la mainmise de l'EI, aujourd'hui chassé, ils sont nombreux dans ce cas. Pour Belkis Wille, de Human Rights Watch (HRW), c'est choquant.

"L'Irak devrait tout faire pour réintégrer les centaines de milliers de familles qui ont vécu trois ans sous l'EI", plaide cette militante des droits de l'Homme auprès de l'AFP. "Et la clé pour cette réintégration est que leurs enfants reviennent au plus vite à l'école".

1,9 million d'Irakiens ont été déplacés par les violences et n'ont toujours pas pu rentrer chez eux, même si les forces irakiennes ont proclamé la victoire sur l'EI il y a un an. De plus, des familles envoient leurs enfants travailler.

Les problèmes de scolarisation ne sont pas propres aux déplacés. Sur l'ensemble de l'Irak, un total de trois millions d'enfants ne va pas à l'école régulièrement, notamment en raison du fait que la moitié des écoles publiques doivent être rénovées.

Par ailleurs, beaucoup abandonnent l'école après le primaire ou le secondaire notamment pour les familles défavorisées. Le manque de professeurs est aussi un problème. Les violences, qui ne sont pas complètement finies, peuvent en outre dissuader les familles d'envoyer leurs enfants à l'école.

Source : AFP

Malgré le combat des femmes, l'excision persiste au Kurdistan irakien

2 janvier 2019

Si moins d'1% des Irakiennes ont été excisées, ce chiffre atteignait 58,5% en 2014 au Kurdistan, région autonome du nord du pays qui passe pourtant généralement pour plus protectrice des droits des femmes.

Selon l'Unicef, le nombre de victimes de mutilation génitale féminine (MGF) --ablation partielle ou totale des organes génitaux externes d'une femme-- y est toutefois en baisse : l'excision concerne aujourd'hui 37,5% des Kurdes entre 15 et 49 ans.

Mais pour Kurdistan Rassoul, 35 ans, ce chiffre est encore trop important. Elle visite donc sans relâche les villages de sa région, répétant inlassablement que l'excision peut provoquer infections et traumatismes.

Face à elle, hommes de religion et exciseuses à l'ancienne assurent que la branche dominante du sunnisme au Kurdistan --inexistante ou presque dans le reste de l'Irak-- prône cette pratique. Faux, réplique Mme Rassoul, qui contredit régulièrement les imams en expliquant que l'excision n'est pas une prescription religieuse mais plutôt une tradition.

Après des années de mobilisation, les autorités kurdes irakiennes ont voté en 2011 une loi interdisant l'excision et prévoyant jusqu'à trois ans de prison et 80.000 dollars d'amende. Et pourtant, le Kurdistan reste en retard par rapport au reste de l'Irak, où aucune loi n'existe.

Les victimes d'excision, généralement pratiquée à quatre ou cinq ans en Irak, souffrent pendant de longues années : saignements, sensibilité sexuelle quasi-nulle, souffrance lors de l'accouchement et dépression sont leur quotidien. Certaines filles meurent même d'infection ou d'hémorragie après leur mutilation.

L'excision est surtout une histoire "de femmes contre des femmes", martèle Mme Rassoul. Selon un sondage mené par l'Unicef en 2014, 75% des femmes assurent que c'est leur mère qui a insisté pour qu'elles soient excisées.

Ainsi, "la loi de 2011 n'est pas appliquée car les filles ne portent pas plainte contre leur mère ou leur père", déplore Parwin Hassan, à la tête de l'unité anti-MGF des autorités kurdes. Elle assure qu'en 2019, le Kurdistan va renforcer la loi et les campagnes d'information.

Le groupe Etat islamique (EI) désormais défait en Irak, les conditions sont plus propices pour porter le coup de grâce à l'excision, assure Ivana Chapcakova, spécialiste des violences sexuelles à l'Unicef.

Mobilisées à partir de 2014 pour protéger les Irakiens de la menace jihadiste, les agences de l'ONU peuvent dorénavant, selon elle, se "concentrer sur l'excision pour en faire un vieux souvenir du passé partout en Irak".

Source : AFP

Attaque spectaculaire des rebelles contre l'armée yéménite
10 janvier 2019

Les rebelles Houthis du Yémen ont lancé jeudi une attaque spectaculaire de drone contre l'armée loyaliste dans le sud du Yémen, en pleine parade militaire, au moment où l'ONU demandait aux belligérants des progrès réels pour parvenir à la paix.

Annoncée haut et fort par les médias des insurgés, l'attaque qui fragilise le processus de paix mis en œuvre le mois dernier sous l'égide de l'ONU a fait 6 tués parmi des militaires et a blessé 12 autres personnes.

Le lieu de l'attaque est la base aérienne d'Al-Anad, dans la province de Lahj, la plus importante du Yémen.

Certains ont cru qu'il s'agissait d'un drone venu filmer la parade.

L'attaque aurait pu décapiter la tête de l'armée du président Hadi.

L'attaque est intervenue au lendemain d'un appel de l'émissaire de l'ONU pour le Yémen Martin Griffiths qui a réclamé aux belligérants "des progrès substantiels" après les accords obtenus en décembre en Suède, alors que 80% de la population dépend toujours de l'aide humanitaire internationale.

L'ONU a obtenu une percée le 13 décembre après huit jours de pourparlers en Suède entre le gouvernement Hadi et les rebelles Houthis. Aux termes de ces accords, une trêve est en vigueur depuis le 18 décembre à Hodeida, port stratégique de l'ouest du Yémen avec un engagement d'un retrait des combattants de cette zone supervisé par une mission d'observateurs de l'ONU.

Les belligérants se sont aussi entendus pour des échanges de prisonniers, qui tarde à se concrétiser, et sur des arrangements de sécurité pour desserrer le blocus imposé à la ville de Taëz, encerclée par les rebelles dans le sud-ouest du pays.

Source : AFP

Yémen : le PAM salue l'annonce par les Houthis d'une enquête sur le détournement de l'aide alimentaire

4 janvier 2019

Le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) s'est félicité vendredi de la déclaration faite par les dirigeants houthis à Sanaa selon laquelle une enquête est en cours sur la question du détournement d'une partie de l'aide humanitaire à destination du Yémen.

« La déclaration fait suite à l'appel du [PAM](#) pour des mesures urgentes pour arrêter immédiatement le détournement de l'aide alimentaire humanitaire dans le pays après que des preuves de la pratique aient été découvertes à Sanaa et dans d'autres parties du pays contrôlées par le mouvement houthi », a indiqué le porte-parole du PAM.

Environ 1.200 tonnes de nourriture ont été détournées en août et septembre derniers. Plusieurs rapports ont établi qu'une partie de cette aide était en fait mise en vente sur les étals des marchés de la capitale yéménite.

« L'organisation partenaire locale, qui est apparemment impliquée dans ces détournements, a la capacité de fournir une aide alimentaire à des millions de bénéficiaires », a poursuivi le porte-

parole du PAM. Actuellement, elle aide l'agence onusienne à fournir une aide alimentaire à 3 millions de personnes.

Par ailleurs, de nombreux « bénéficiaires extrêmement pauvres » auraient vendu une partie de leur ration alimentaire pour financer d'autres besoins (éducation, médicaments, loyer) car, pour beaucoup, la seule aide qu'ils reçoivent est celle fournie par le PAM.

Source : ONU

La fugue d'une jeune Saoudienne a suscité l'amorce d'un débat en Arabie

9 janvier 2019

De rares voix, parfois masculines, se sont élevées en Arabie saoudite pour réclamer l'abolition du système de tutelle qui soumet la femme aux hommes, après la fugue médiatisée d'une jeune Saoudienne à la recherche d'un pays d'accueil.

Rahaf Mohammed al-Qunun, 18 ans, est arrivée à Bangkok ce week-end en provenance du Koweït, affirmant vouloir fuir les abus psychologiques et physiques de sa famille et demander l'asile en Australie.

Ses appels à l'aide ont déclenché un "buzz" et provoqué des réactions de colère de nombreux Saoudiens qui restent attachés au système de tutelle.

Mais l'affaire a également suscité un rare débat en ligne avec plusieurs jeunes Saoudiens, dont des hommes, qui ont demandé la fin de la tutelle masculine sur les femmes.

Considéré comme une forme d'apartheid entre les sexes, le système signifie que les Saoudiennes sont soumises à leurs tuteurs masculins (mari, père, frère ou autre proche parent) quand il s'agit de décider d'étudier, de se marier, de voyager ou même renouveler son passeport.

Le royaume ultra-conservateur, régi par une version rigoriste de l'islam, est engagé dans un programme de réformes économiques, sociales et sociétales, initié par le jeune et controversé prince héritier Mohammed ben Salmane.

La plus spectaculaire de ces réformes, très applaudie, a consisté à lever en juin dernier l'interdiction pour les Saoudiennes de conduire, un cas unique au monde.

Les femmes ont aussi été autorisées à assister à des matches de football aux côtés des hommes et à accéder à certains emplois qui étaient réservés aux hommes.

Certains experts estiment que ces réformes ont été dictées par la chute des prix du pétrole et par la nécessité pour le royaume de diversifier son économie.

Mais les critiques estiment qu'il ne s'agit que de réformes superficielles, en l'absence de l'abolition du système de tutelle.

Certains responsables affirment que MBS cherche à démanteler le système de tutelle progressivement afin d'éviter une réaction violente des religieux conservateurs. Entretemps, des histoires invraisemblables continuent de faire surface, comme celles de détenues bloquées en prison après avoir purgé leur peine, parce qu'elles n'ont pas été réclamées par leurs tuteurs.

Source : AFP

Assassinat de Khashoggi : le procès en Arabie saoudite ne constitue pas l'enquête indépendante nécessaire (ONU)

4 janvier 2019

Le procès pénal en Arabie saoudite de personnes soupçonnées d'être impliquées dans l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi ne répond pas aux exigences de l'enquête indépendante et internationale réclamée par la cheffe des droits de l'homme de l'ONU, Michelle Bachelet, a estimé vendredi son bureau.

« Comme vous le savez, nous réclamons justice dans l'affaire Khashoggi depuis des mois. Nous réclamons une enquête, une enquête indépendante, avec une implication internationale, et cela n'a pas encore eu lieu », a-t-elle dit.

Selon des informations parues dans la presse, 11 accusés ont été jugés jeudi dans la capitale saoudienne, Riyadh.

Cinq suspects sont passibles de la peine de mort s'ils sont déclarés coupables du meurtre de M. Khashoggi.

Elle a ajouté que le HCDH n'avait aucune représentation officielle en Arabie saoudite. « Nous ne sommes pas présents en Arabie saoudite pour pouvoir évaluer ce procès, nous ne pouvons donc pas l'évaluer nous-mêmes », a-t-elle déclaré.

Source : ONU

Peine de cinq ans de prison confirmée pour l'opposant bahreïni Nabil Rajab

31 décembre 2018

La cour suprême de Bahreïn, dont les verdicts sont sans appel, a confirmé lundi une condamnation à cinq ans de prison prononcée contre l'opposant Nabil Rajab.

Cette condamnation est liée à des tweets critiquant l'intervention militaire au Yémen de l'Arabie saoudite et de ses alliés, dont Bahreïn, ainsi que des cas présumés de torture à Bahreïn.

Nabil Rajab est une des figures des manifestations de 2011 dans le petit royaume du Golfe.

De nombreuses organisations de défense des droits de l'Homme se sont fortement mobilisées pour obtenir la libération de Nabil Rajab.

Le royaume de Bahreïn, siège de la Ve Flotte des Etats-Unis, est secoué par des troubles sporadiques depuis la répression en 2011 de grandes manifestations de la majorité chiite réclamant des réformes à la dynastie sunnite au pouvoir afin d'être mieux représentée politiquement.

Depuis, des mouvements d'opposition ont été dissous et des dizaines de dissidents emprisonnés et/ou déchus de leur nationalité.

Les autorités se défendent en niant toute discrimination envers les chiites et affirment faire face à des groupes violents aidés par l'Iran, ce que Téhéran dément.

Source : AFP

Le Qatar livre 24 véhicules blindés au Mali

26 décembre 2018

Le Qatar a annoncé avoir livré 24 véhicules blindés au Mali pour aider les pays du Sahel à "lutter contre le terrorisme". Le Qatar redouble d'efforts pour montrer qu'il représente un atout pour la sécurité internationale depuis le boycott diplomatique et économique qui lui a été imposé en juin 2017 par ses voisins arabes du Golfe qui l'accusent de financer des attentats.

Les pays du Sahel africain, connus sous le nom de G5, sont le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Tchad et la Mauritanie. Ils ont créé en 2017 la Force conjointe du G5 Sahel (FCG5S) pour lutter contre la violence djihadiste.

Avec l'appui de la France, le G5 Sahel a demandé pendant des mois de placer la force sous chapitre VII de la charte de l'Onu, pour qu'elle bénéficie d'un financement durable, mais les Etats-Unis s'y sont opposés. L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont accepté de verser environ 150 millions de dollars à la FCG5S.

Source : Reuters

Iran : Khamenei admet que les sanctions pèsent sur la population

9 janvier 2019

Les sanctions "sans précédent" que les Etats-Unis imposent à l'Iran pèsent sur la population iranienne et sur l'ensemble du pays, a reconnu mercredi l'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la révolution islamique.

Le président américain Donald Trump a décidé en mai dernier de retirer les Etats-Unis de l'accord conclu juillet 2015 à Vienne entre le groupe P5+1 (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne et Allemagne) et l'Iran.

Cet accord-cadre prévoit une levée progressive des sanctions économiques adoptées par le Conseil de sécurité de l'Onu contre l'Iran en échange d'un contrôle du programme nucléaire mené par les autorités iraniennes.

Après leur retrait de cet accord, les Etats-Unis ont rétabli des sanctions contre la république islamique, notamment pour limiter ses exportations pétrolières, et menacé de sanctions les pays et entreprises qui continueraient de commercer avec Téhéran.

L'économie iranienne subit les conséquences de ces sanctions et de cette restriction des activités de certains pays partenaires, sa monnaie, le rial, ayant fortement fluctué au cours des derniers mois.

Cette instabilité monétaire a eu pour conséquence de rendre difficiles les fins de mois de certains Iraniens qui ont organisé des manifestations à l'initiative de chauffeurs-routiers, d'agriculteurs, d'ouvriers, de marchands ou d'enseignants.

Source : Reuters

L'UE impose des sanctions à un service de renseignement iranien

8 janvier 2019

L'Union européenne a décidé mardi d'inclure dans sa liste noire du terrorisme une branche du ministère iranien du Renseignement et deux de ses membres, ont annoncé mardi le ministre danois des Affaires étrangères et des responsables européens. Leurs avoirs financiers en Europe sont en conséquence gelés.

En octobre dernier, le Danemark a accusé les services secrets iraniens d'avoir préparé un attentat sur son territoire contre le représentant local d'un groupe séparatiste arabe iranien, le Mouvement de lutte arabe pour la libération d'Ahwaz (ASMLA).

Pour sa part, la France a accusé Téhéran d'avoir commandité un projet d'attentat qui visait un rassemblement organisé fin juin 2018 près de Paris par les Moudjahidines du peuple, mouvement d'opposition iranien. L'Iran rejette ces accusations et dénonce un complot visant à nuire aux relations entre Téhéran et l'UE.

Source : Reuters

Washington met l'Iran en garde contre des tirs de fusée

3 janvier 2019

Les Etats-Unis ont prévenu jeudi l'Iran que son lancement programmé de trois fusées spatiales constituerait une violation de la résolution du Conseil de sécurité des Nations unies qui a entériné l'accord sur le nucléaire iranien de 2015.

Mike Pompeo, le secrétaire d'Etat américain, a souligné que ces fusées utilisaient une technologie "virtuellement identique" aux missiles balistiques intercontinentaux.

"Les Etats-Unis n'assisteront pas sans réagir aux politiques destructrices du régime iranien qui mettent la stabilité et la sécurité internationales en danger".

"Nous conseillons à ce régime de revenir sur ces lancements provocateurs et de cesser toutes les activités liées aux missiles balistiques afin d'éviter un isolement économique et diplomatique plus profond", a ajouté le chef de la diplomatie américaine.

Téhéran nie posséder des missiles susceptibles de transporter des ogives nucléaires. Fin novembre, le vice-ministre de la Défense a déclaré que l'Iran procéderait prochainement à la mise sur orbite de trois satellites de conception nationale. En juillet 2017, l'Iran a procédé au lancement d'une fusée Simorgh (Phénix) capable de transporter un satellite.

Source : Reuters

Au-delà des sanctions, l'économie iranienne souffre de maux endémiques

25 décembre 2018

Le président iranien Hassan Rohani a dévoilé mardi le budget 2019, affirmant qu'il tenait largement compte des sanctions récemment rétablies par les Etats-Unis, mais les maux économiques du pays dépassent largement ce seul paramètre selon des experts.

Le rial iranien a perdu environ la moitié de sa valeur depuis l'annonce en mai par le président américain Donald Trump du retrait de Washington de l'accord international de 2015 limitant le programme nucléaire de Téhéran, suivie du rétablissement de sanctions économiques.

Cette situation a entraîné une hausse des prix et bloqué la plupart des investissements étrangers que le président iranien Hassan Rohani espérait attirer. Le Fonds monétaire international (FMI) prédit désormais une contraction de 3,6% de l'économie iranienne en 2019.

Mais ces maux sont bien antérieurs aux sanctions, relèvent des analystes.

Sous la présidence de Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013), les banques avaient accordé des prêts importants sans se préoccuper de la capacité des bénéficiaires à les rembourser.

A cours de fonds, les banques ont désespérément tenté d'attirer de nouveaux dépôts en offrant des taux de rémunération très élevés à 30% voire plus. Si cela leur a initialement permis de renflouer leurs réserves, ces taux exorbitants ont fragilisé encore plus leur situation financière.

M. Rohani a récemment affirmé que les banques privées "en mauvaise santé" étaient maintenues à flot par des emprunts permanents à la Banque centrale.

L'essoufflement en 2013 d'un boom de la construction a laissé ces banques avec nombre de biens immobiliers invendables sur les bras.

Mais le gouvernement ne veut pas laisser tomber le secteur bancaire, craignant une réaction négative de la population après les manifestations de 2017 provoquées notamment par l'effondrement de prêteurs douteux.

Le rétablissement des sanctions américaines n'est pas non plus la seule cause de la dévalorisation du rial.

En septembre, le gouverneur de la Banque centrale, Abdolnasser Hemmati, a pointé "une croissance effrayante de la masse monétaire".

Face au manque d'opportunités d'investissements rentables et sûres dans leur pays, les Iraniens ont souvent décidé de convertir leurs rials en dollars. Quand le spectre du retour des sanctions s'est fait plus menaçant début 2018, accentuant la dépréciation du rial, le gouvernement a réagi de manière désastreuse, estime l'économiste Mousa Ghaninehzad.

En avril, le gouvernement avait ainsi instauré un taux de change fixe par rapport au dollar et ordonné la fermeture des bureaux de change, provoquant un sentiment de panique.

Quelques mois plus tard, Téhéran a reconnu son erreur, rouvert les bureaux de change et licencié le gouverneur de la Banque centrale.

Les autorités ont aussi poursuivi des dizaines de personnes accusées d'avoir profité de la situation pour spéculer et au moins trois hommes d'affaires ont été exécutés depuis octobre.

Mais le mal était fait pour le rial. Les importations sont aujourd'hui largement plus coûteuses qu'auparavant et plus difficiles à effectuer en raison des sanctions.

Conséquence : le prix des denrées alimentaires a augmenté de près de 56% entre novembre 2017 et novembre 2018, selon la Banque centrale.

Le fort contrôle de l'Etat sur l'économie accentue le manque de dynamisme ainsi que l'étouffement du secteur privé, notent des analystes.

Selon l'économiste Ehsan Soltani, les industries contrôlées par l'Etat --comme la sidérurgie ou la pétrochimie-- bénéficient d'énormes subventions chaque année. Mais elles ne génèrent guère de bénéfices ni d'emplois.

Avec le retour des sanctions, les investissements étrangers tant espérés par le secteur privé ne se sont pas concrétisés. En attendant, le ministre iranien des Affaires étrangères a déploré que les efforts des autorités pour encourager la transparence financière se heurtent à l'opposition de certains groupes d'intérêts bien établis.

Source : AFP

Israël : 11 ans de prison en vue pour un ex-ministre accusé d'espionnage pour l'Iran

9 janvier 2019

Un ancien ministre israélien devrait aller pour plusieurs années en prison après avoir accepté, au terme d'un parcours personnel déconcertant, de plaider coupable d'espionnage au profit de l'Iran, bête noire de l'Etat hébreu.

Au terme d'un accord entre la défense et l'accusation, les chefs d'accusation d'"espionnage aggravé" et "transfert d'informations à l'ennemi" ont été retenus contre l'ancien ministre, et celui de "trahison", qui figurait dans l'acte d'accusation initial, abandonné.

L'accord sera soumis pour approbation à un tribunal qui siégera le 11 février.

Il est accusé d'avoir fourni à l'Iran entre 2012 et juin 2018, alors qu'il résidait au Nigeria, des informations sur la localisation de sites abritant des services de sécurité israéliens ainsi que des noms de responsables. L'Iran est la bête noire d'Israël qui estime que le programme nucléaire et balistique de la République islamique représente pour lui une menace existentielle.

Source : AFP

Bande de Gaza : l'Egypte ferme le point de passage de Rafah

8 janvier 2019

L'Egypte a interdit mardi aux Palestiniens de quitter la bande de Gaza via le poste-frontière de Rafah, au lendemain du retrait des fonctionnaires de l'Autorité palestinienne qui ont été remplacés par des membres du Hamas. Rafah est la seule porte de sortie de Gaza pour 95% de ses deux millions d'habitants, qui sont soumis par ailleurs à un blocus israélien.

Les douaniers de l'Autorité palestinienne avaient pris position aux points de passage entre la bande de Gaza et l'Egypte en vertu d'un accord de réconciliation conclu en 2017 avec le Hamas, dans le cadre d'une médiation égyptienne, ce qui a permis la reprise du trafic dans les deux sens.

L'administration d'Abbas a annoncé leur retrait dimanche en accusant le Mouvement de la résistance islamique de nuire à leurs activités et de retenir certains de ses fonctionnaires. Le Hamas reproche quant à lui à l'Autorité palestinienne de le soumettre à des pressions économiques pour le contraindre à céder le pouvoir à Gaza.

Selon un responsable palestinien qui entretient des contacts étroits avec l'Égypte, Le Caire a décidé de n'autoriser que les retours dans la bande de Gaza après le retrait du personnel de l'Autorité et son remplacement par des membres du Hamas.

Source : Reuters

Netanyahu intervient à la télévision pour se défendre

7 janvier 2019

En campagne pour obtenir un nouveau mandat à la tête du gouvernement israélien, le Premier ministre Benjamin Netanyahu est intervenu lundi sur plusieurs chaînes de télévisions pour se défendre des accusations de corruption qui le visent.

Il a convoqué des élections législatives anticipées pour avril.

Il briguera alors un cinquième mandat malgré les trois enquêtes pour corruption dans lesquelles la police a recommandé son inculpation. La décision du procureur est attendue dans les semaines qui viennent.

Source : Reuters

La police israélienne évacue des colons installés à Amona

3 janvier 2019

La police paramilitaire israélienne a chassé jeudi plusieurs dizaines de colons juifs qui s'étaient installés sur le site de l'avant-poste d'Amona, évacué il y a deux ans en Cisjordanie.

Au moins 23 policiers ont été blessés, a déclaré la police. Trois colons au moins ont également été blessés, selon les médias israéliens. Au moins sept personnes ont été interpellées.

L'opération a été menée au lendemain du rejet par un tribunal de district de Jérusalem d'un recours déposé par les colons pour contester leur expulsion.

Deux caravanes avaient été installées le mois dernier à Amona en signe de protestation contre une série d'attaques palestiniennes en Cisjordanie.

Source : Reuters

Paris presse Israël de revenir sur un nouveau plan de logements

27 décembre 2018

La France a demandé aux autorités israéliennes de reconsidérer leur décision d'accorder le feu vert à un plan de construction de quelque 2.200 logements dans les colonies de Cisjordanie, jugées illégales par la communauté internationale.

Source : Reuters

Le Honduras envisage d'ouvrir une ambassade à Jérusalem

2 janvier 2019

Le Honduras va débiter avec Israël des pourparlers auxquels prendront part les Etats-Unis dans le but d'ouvrir une ambassade à Jérusalem, ont annoncé conjointement les trois pays mardi, une démarche destinée à renforcer les liens politiques entre le Honduras et Israël.

Cette annonce intervient un peu plus d'un an après que le président américain Donald Trump, bouleversant la ligne observée depuis des décennies par ses prédécesseurs, a déclaré que les Etats-Unis reconnaissaient Jérusalem comme capitale d'Israël.

L'initiative de Donald Trump, qui a suscité de vives critiques de la part de la communauté internationale, avait alors été soutenue devant l'Onu par le Guatemala et le Honduras, deux pays d'Amérique centrale qui reçoivent une importante aide américaine. Dans la foulée de l'annonce de Trump, le Guatemala avait lui aussi déclaré qu'il déplacerait son ambassade à Jérusalem.

Donald Trump a menacé à plusieurs reprises de suspendre l'aide financière américaine apportée au Honduras à cause des "caravanes" de migrants qui ont quitté le pays d'Amérique centrale avec l'intention de demander l'asile aux Etats-Unis.

Source : Reuters

Turquie : les suspects de l'assassinat de l'ambassadeur russe devant la justice

8 janvier 2019

Le procès de 28 personnes soupçonnées d'implication dans l'assassinat de l'ambassadeur russe en Turquie s'est ouvert mardi, plus de deux ans après ce meurtre derrière lequel Ankara voit la main de sa bête noire, le prédicateur Fethullah Gülen.

L'ambassadeur Andreï Karlov a été tué en décembre 2016 par un policier turc, en congé ce jour-là, lors du vernissage d'une exposition dans le centre-ville de la capitale turque. Le meurtrier, Mevlüt Mert Altıntas, avait affirmé avoir agi pour venger Alep, la grande ville du nord de la Syrie alors en passe d'être entièrement reprise par le régime syrien avec l'appui de Moscou.

L'auteur de ce meurtre dont les images prises en direct ont fait le tour du monde a été abattu au cours d'une fusillade avec des policiers sur le lieu de l'assassinat. Mais la Turquie a très vite désigné comme responsable le réseau de Fethullah Gülen, qualifié de "groupe terroriste" par les autorités turques qui lui imputent le putsch manqué contre le président Erdogan en juillet 2016.

L'assassinat de l'ambassadeur Karlov a choqué la Turquie qui se remettait alors de la sanglante tentative de putsch survenue quelques mois plus tôt et était secouée par une vague d'attentats. Selon l'accusation, ce meurtre était un acte visant à créer un "environnement de chaos" et à "briser" les relations entre Ankara et Moscou en provoquant un conflit ouvert entre eux.

Le procureur d'Ankara réclame la réclusion à perpétuité pour l'ensemble des personnes accusées. L'assassinat avait eu lieu en plein réchauffement des relations entre Ankara et Moscou

entamé après une grave crise provoquée par la destruction d'un bombardier russe par l'aviation turque en novembre 2015 au-dessus de la frontière turco-syrienne.

Depuis, la Turquie et la Russie ont nettement renforcé leur coopération, notamment en Syrie où ces deux pays soutiennent pourtant des camps opposés.

M. Gülen, qui réside aux États-Unis depuis une vingtaine d'années, est l'un des suspects dans ce procès.

Un mandat d'arrêt a été émis en avril 2018 contre lui dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat d'Andreï Karlov.

Moscou n'a jamais publiquement soutenu la piste guléniste.

Source : AFP

Turquie : arrestation de 100 soldats en lien avec le réseau de Gülen

7 janvier 2019

La justice turque a ordonné le placement en détention de 100 soldats soupçonnés d'être liés au réseau du prédicateur en exil Fethullah Gülen, accusé par Ankara d'avoir organisé la tentative de putsch de juillet 2016, rapporte lundi l'agence de presse turque Anatolie.

Les autorités ont procédé à des dizaines de milliers d'arrestations dans les milieux des partisans de Gülen depuis la tentative de coup d'Etat, au cours de laquelle 250 personnes avaient été tuées. Le prédicateur, qui vit en exil aux États-Unis depuis 1999, nie toute implication dans les événements de juillet 2016.

Source : Reuters

Fin d'année sombre pour des défenseurs arabes des droits humains

31 décembre 2018

De Manama à Abou Dhabi, en passant par le Caire, des défenseurs arabes des droits humains ont connu une fin d'année sombre avec une série de condamnations à de lourdes peines de prison.

Dans le Golfe, deux opposants de premier plan ont écopé lundi des peines totalisant 15 ans de prison.

Dimanche, la justice égyptienne a transformé en prison ferme, une condamnation à deux ans avec sursis d'une militante de la cause des femmes.

Les protestations des ONG internationales des droits humains n'ont pas suffi à alléger ces peines dans des pays qui n'acceptent aucune dissidence.

La justice bahreïnienne a confirmé la condamnation à cinq ans de prison de Nabil Rajab pour des tweets dénonçant la guerre au Yémen, à laquelle participe son pays.

Jugé aussi pour avoir dénoncé des cas de torture présumés à Bahreïn, ce défenseur des droits humains a épuisé tous les recours.

Le procès a été qualifié de "parodie de justice" par Amnesty International.

Le royaume de Bahreïn, siège de la Ve Flotte américaine, est secoué par des troubles sporadiques depuis la répression en 2011 de grandes manifestations animées par la majorité chiite réclamant à la dynastie sunnite au pouvoir une meilleure représentation politique.

Depuis, des mouvements d'opposition ont été dissous et des dizaines de dissidents emprisonnés et/ou déchus de leur nationalité. Les autorités nient toute discrimination envers les chiïtes et affirment faire face à des groupes violents aidés par l'Iran, ce que dément Téhéran. Bahreïn est voisin du Qatar et de l'Iran, lesquels sont alliés à l'Iran chiite.

Dans un contexte différent, la cour suprême des EAU a confirmé en dernière instance une peine de dix ans de prison à l'encontre de l'opposant Ahmed Mansour jugé pour avoir critiqué le pouvoir et nuï à l'image du pays sur les réseaux sociaux. Ce verdict "confirme qu'il n'y a pas de place pour la liberté d'expression dans les Emirats arabes unis", a souligné Amnesty.

"La pression internationale a forcé les Émirats à libérer l'universitaire britannique Matthew Hedges, et ils devraient faire de même pour Ahmed Mansoor", a souligné pour sa part Human Rights First, ONG basée aux Etats-Unis, en référence au doctorant qui a été accusé d'espionnage avant d'être gracié.

Au Caire, la justice égyptienne a durci en appel une peine contre une militante dénonçant le harcèlement sexuel.

Amal Fathi, 34 ans, avait été arrêtée en mai après avoir posté une vidéo dans laquelle elle critiquait le manque d'action des autorités face à ce phénomène répandu en Egypte.

Elle avait été placée en détention avant d'être condamnée en septembre pour "diffusion de fausses informations" à deux ans de prison avec sursis, jugement contre lequel elle avait fait appel. Elle est en outre poursuivie, dans une autre affaire, pour "appartenance à un groupe terroriste" et "diffusion de fausses informations".

Son mari, de nationalités suisse et égyptienne, Lotfy Fathi, dirige au Caire la Commission égyptienne des droits et libertés, recensant notamment les disparitions forcées.

Les ONG égyptiennes et internationales accusent régulièrement l'Egypte d'utiliser la lutte antiterroriste pour réprimer les voix dissidentes.

Source : AFP

ASIE

Aucune avancée sur les droits humains en Corée du Nord, dit l'Onu

11 janvier 2019

La situation des droits de l'homme en Corée du Nord n'a pas évolué malgré les efforts diplomatiques et les promesses de réformes économiques des dirigeants de Pyongyang, a déploré vendredi le rapporteur spécial des Nations unies pour les droits de l'homme en Corée du Nord.

Thomas Quintana s'est rendu cette semaine en Corée du Sud dans le cadre d'investigations. "La réalité des droits de l'homme sur le terrain n'ait pas changé et continue d'être extrêmement grave".

"Dans tous les domaines liés aux droits économiques et sociaux, santé, logement, éducation, sécurité sociale, emploi, alimentation, eau et système sanitaire, la majeure partie de la population du pays est laissée pour compte".

La Corée du Nord nie enfreindre les droits de l'homme, affirmant que cette question est utilisée par la communauté internationale pour justifier son isolement. Le sujet des droits de l'homme a été notoirement absent de l'ordre du jour des sommets de l'an dernier entre le numéro un nord-coréen Kim Jong-un et les présidents sud-coréen Moon Jae-in et américain Donald Trump.

En décembre dernier, les Etats-Unis ont toutefois imposé des sanctions à l'encontre de trois hauts responsables nord-coréens pour violations des droits de l'homme, parmi lesquels un très proche conseiller de Kim Jong-un.

Thomas Quintana a noté qu'il ne disposait pas d'information spécifique sur l'impact des sanctions internationales sur le quotidien des Nord-Coréens mais le fait que ces sanctions visent l'économie dans son ensemble "soulève des interrogations".

Les Nations unies ont par ailleurs eu confirmation de l'existence de milliers de détenus dans des camps d'internement politique.

Des Nord-Coréens ayant récemment fait défection se sont plaints de la discrimination, des mauvaises conditions de travail et de la corruption endémique que connaît le pays.

Source : Reuters

La Corée du Nord condamnée à payer 501 millions de dollars pour la mort d'un Américain

24 décembre 2018

Un tribunal de Washington a condamné lundi la Corée du Nord à payer 501 millions de dollars pour sa responsabilité dans la mort de l'étudiant américain Otto Warmbier, jugeant qu'il avait été victime de torture.

"Une famille américaine, les Warmbier, a subi directement la brutalité de la Corée du Nord quand (le régime de Pyongyang) a arrêté leur fils pour l'utiliser comme un pion dans les

manigances de cet Etat totalitaire et sa confrontation avec les Etats-Unis", a estimé la juge Beryl Howell.

Otto Warmbier est décédé en juin 2017 à 22 ans, après son rapatriement dans le coma de Corée du Nord où il avait été détenu pendant 18 mois. Etudiant à l'université de Virginie, il avait été arrêté dans la capitale nord-coréenne à la fin d'un voyage organisé. Il avait été condamné à quinze ans de travaux forcés pour le vol d'une affiche de propagande lors de son séjour.

Selon la magistrate, la Corée du Nord n'a pas réagi à la plainte déposée au titre d'une loi permettant à des ressortissants américains d'entamer des poursuites pour des crimes n'étant pas considérés comme couverts par l'immunité diplomatique.

Il est très improbable que la Corée du Nord paie cette somme.

Le jugement pourrait perturber les négociations entre Washington et Pyongyang sur un accord de dénucléarisation de la péninsule coréenne, qui semblent toutefois actuellement bloquées même si M. Trump envisage de revoir en tête-à-tête le dirigeant du régime reclus début 2019.

Source : AFP

Birmanie : les deux journalistes de Reuters condamnés de nouveau en appel à sept ans de prison

11 janvier 2019

Deux reporters birmans de Reuters, qui enquêtaient sur un massacre de musulmans rohingyas par l'armée, ont été de nouveau condamnés vendredi en appel à sept ans de prison, un jugement qui devrait encore attiser les tensions entre la Birmanie et la communauté internationale.

"Cette décision montre bien que la liberté de la presse est en grand danger en Birmanie", a réagi l'avocat des reporters, tandis que leurs épouses ont quitté en larmes le tribunal.

Leur défense peut désormais se pourvoir devant la Cour suprême.

Wa Lone, 32 ans, et Kyaw Soe Oo, 28 ans ont été reconnus coupables d'avoir enfreint la loi sur les secrets d'Etat, qui date de l'ère coloniale. Ils sont accusés de s'être procurés des documents relatifs aux opérations des forces de sécurité birmanes dans l'Etat Rakhine, région du nord-ouest de la Birmanie, théâtre des exactions à l'encontre de la minorité musulmane rohingya.

Au moment de leur arrestation, en décembre 2017, ils enquêtaient sur un massacre de Rohingyas à Inn Din, un village du nord de l'Etat Rakhine.

Depuis, l'armée a reconnu qu'un massacre avait bien eu lieu en septembre 2017 et sept militaires ont été condamnés à dix ans de prison.

Les deux reporters ont toujours assuré s'être fait piéger.

Et un des policiers qui a témoigné dans ce dossier a reconnu que le rendez-vous pendant lequel les documents classifiés leur avaient été remis était un "piège" destiné à les empêcher de poursuivre leur travail.

Ce deuxième jugement pourrait encore accentuer les tensions déjà vives entre la communauté internationale et la Birmanie, où les militaires, au pouvoir pendant des décennies, continuent de

tirer de nombreuses ficelles malgré l'arrivée au pouvoir en 2016 du gouvernement civil d'Aung San Suu Kyi.

Pour Amnesty International, cette décision a comme unique but de "tenter de dissimuler les exactions commises dans l'Etat Rakhine".

Depuis 2017, plus de 700.000 Rohingyas ont fui les exactions de l'armée birmane et de milices bouddhistes et se sont réfugiés dans des camps de fortune au Bangladesh voisin.

Les enquêteurs de l'ONU souhaitent qu'une enquête pour "génocide" soit diligentée à l'encontre de plusieurs hauts-responsables militaires. Aung San Suu Kyi, déjà très critiquée pour ses silences sur le drame rohingya, avait justifiée l'emprisonnement des deux hommes non "pas parce que c'étaient des journalistes" mais "parce qu'ils avaient enfreint" la loi.

Source : AFP

Myanmar : l'ONU appelle toutes les parties à protéger tous les civils dans l'Etat de Rakhine

9 janvier 2019

Le principal responsable de l'ONU au Myanmar s'est déclaré profondément préoccupé par les combats dans l'Etat de Rakhine. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), plus 4.500 personnes y ont été déplacées récemment en raison de combats opposant les rebelles de l'armée Arakan et les forces de sécurité du Myanmar.

Le Coordonnateur a également appelé toutes les parties à redoubler d'efforts pour trouver une solution pacifique à la situation et assurer l'accès humanitaire à toutes les personnes touchées par la violence.

Plusieurs responsables politiques birmans, dont Aung San Suu Kyi, se sont entretenus lundi avec la hiérarchie militaire des attaques menées depuis un mois par des rebelles bouddhistes de l'Etat d'Arakan, que l'armée a reçu pour ordre d'"écraser", a déclaré un porte-parole du gouvernement.

L'Armée d'Arakan (AA) réclame une plus grande autonomie pour cet Etat où l'ethnie rakhine est majoritaire.

C'est également en Arakan que l'armée birmane a lancé en 2017 une campagne qui a conduit plus de 730.000 Rohingyas, minorité musulmane apatride, à fuir au Bangladesh.

Ancienne lauréate du prix Nobel de la Paix, Aung San Suu Kyi a été très critiquée à l'étranger pour ne pas avoir condamné avec suffisamment de fermeté les exactions de l'armée birmane contre les Rohingyas.

Le porte-parole du gouvernement, Zaw Htay, a accusé lundi les rebelles bouddhistes de l'AA d'avoir établi des liens avec les insurgés musulmans de l'Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan. Il a expliqué les difficultés de l'armée birmane à venir à bout des deux groupes par le fait qu'ils auraient des bases arrière au Bangladesh voisin.

Des responsables du ministère des Affaires étrangères et des gardes-frontières du Bangladesh ont rejeté ces accusations et demandé aux autorités birmanes de fournir des preuves que les groupes des rebelles ont des camps sur leur territoire.

Sources : ONU, Reuters

L'Inde poursuit ses expulsions de Rohingyas vers la Birmanie

3 janvier 2019

Le gouvernement nationaliste hindou au pouvoir en Inde considère les Rohingyas, minorité musulmane apatride présente essentiellement en Birmanie, comme des étrangers en situation illégale mettant en danger la sécurité.

Il a ordonné que les quelque 40.000 membres de la communauté qui vivent en Inde, souvent dans des conditions très précaires, soient identifiés et expulsés.

Les Rohingyas sont arrivés en Inde au fil des ans, fuyant la violence et les persécutions en Birmanie, qui ne les reconnaît en général pas comme ses ressortissants.

Un rapport des Nations unies publié en août accuse l'armée birmane d'avoir assassiné et violé des membres de la minorité rohingya en 2017 avec une "intention génocidaire" dans le cadre d'une opération qui a poussé plus de 700.000 d'entre eux à fuir au Bangladesh voisin.

La Birmanie nie ces accusations. Elle affirme que son armée a lancé une opération de contre-offensive après des attaques menées par des combattants musulmans contre des postes de sécurité en août 2017.

Source : Reuters

Inde : des milliers de manifestants contre un projet de loi défavorisant les réfugiés musulmans

7 janvier 2019

Des milliers de personnes ont manifesté lundi contre un projet d'accorder dans le nord-est de l'Inde la citoyenneté à des réfugiés appartenant à diverses communautés religieuses à l'exception notable des musulmans.

La législation controversée, si elle était adoptée, concernerait les millions de personnes ayant fui ces dernières décennies le Bangladesh, le Pakistan et l'Afghanistan, où l'islam est prédominant, pour s'installer dans ces régions septentrionales.

En application de ce texte, deviendraient Indiens les membres de plusieurs communautés religieuses, comme les hindous, les chrétiens et les sikhs, originaires de ces trois pays et ayant vécu au moins six ans en Inde, les musulmans étant explicitement exclus.

Les manifestants ont brûlé des copies de ce projet de loi au cours de défilés dans l'Assam, un Etat indien de 33 millions d'habitants qui a été par le passé le théâtre de violences entre réfugiés et autochtones, ces derniers affirmant avoir perdu des terres et des emplois au profit des nouveaux arrivants.

Pour ses détracteurs, ce texte, qui avantage notamment les hindous, est un cadeau fait aux électeurs avant les législatives attendues dans quelques mois en Inde, dont le Premier ministre Narendra Modi est un nationaliste membre de cette communauté religieuse majoritaire dans ce pays.

Source : AFP

Bangladesh : le PAM, avec le soutien du Japon, va aider des agriculteurs et des Rohingyas ayant fui le Myanmar

7 janvier 2019

Le Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies et le gouvernement du Japon ont conclu dimanche un accord prévoyant l'octroi d'un financement de 5 millions de dollars pour aider des petits exploitants agricoles du Bangladesh et des Rohingyas ayant fui le Myanmar.

La contribution du Japon permettra à 2.000 petits exploitants agricoles bangladais des districts de Patuakhali et de Cox's Bazar d'obtenir une formation, de nouveaux outils et infrastructures leur permettant de subvenir à leurs besoins.

Une partie de la contribution financera l'extension du programme de bons électroniques du PAM destiné aux Rohingyas qui ont fui le Myanmar pour trouver refuge au Bangladesh. Ce programme permet aux participants d'obtenir une série de produits alimentaires dans des points de vente spéciaux dans les camps.

Environ un quart des réfugiés à Cox's Bazar reçoivent une assistance sous forme de bons électroniques. Cette contribution du Japon permettra à 21.000 personnes de disposer de ces bons pendant 12 mois.

À Cox's Bazar, le PAM fournit chaque mois une aide alimentaire à plus de 870.000 Rohingyas. L'agence onusienne appuie également des interventions relatives à la nutrition et aux moyens de subsistance dans la communauté hôte, en aidant les personnes les plus vulnérables. Le PAM a indiqué avoir besoin de 52 millions de dollars pour continuer son aide jusqu'en juin 2019.

Source : ONU

Élections au Bangladesh : l'ONU appelle à traduire en justice les responsables de violations des droits humains

5 janvier 2019

Alors que le Bangladesh a connu des violences et des violations présumées des droits humains « avant, pendant et après » les élections du 30 décembre, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a demandé que les responsables soient traduits en justice.

« Il y a des informations crédibles faisant état de morts et de nombreux blessés rien que le jour du scrutin », a déclaré à Genève une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani.

Dans un contexte d'allégations de fraude électorale, la Première ministre sortante Sheikh Hasina a été déclarée vainqueur mais le chef de l'opposition a rejeté les résultats.

La porte-parole du HCDH a noté des informations faisant état de violentes attaques par des militants du parti au pouvoir et, dans certains cas, avec la participation d'agents de la force publique.

Mme Shamdasani a également cité des informations faisant état d'intimidations de journalistes. En outre, depuis le 10 décembre, au moins 54 sites d'informations et autres sites sur le web ont été bloqués et des restrictions temporaires sur l'Internet le jour du scrutin ont limité la liberté d'expression.

Source : ONU

Un ressortissant chinois arrêté pour espionnage en Pologne

11 janvier 2019

Un Polonais et un Chinois ont été arrêtés vendredi en Pologne par les services de sécurité intérieure pour des soupçons d'espionnage, rapporte l'agence de presse PAP.

Selon la chaîne publique polonaise TVP, le ressortissant chinois est un employé du géant chinois des télécoms Huawei.

Des bureaux de Huawei en Pologne ont fait l'objet d'une perquisition, ajoute la télévision. Les deux hommes seront détenus pendant trois mois, a déclaré le porte-parole de l'agence de sécurité cité par PAP.

Huawei est le premier équipementier télécoms au monde avec un chiffre d'affaires de 93 milliards de dollars en 2017. Plusieurs pays occidentaux redoutent que Pékin n'utilise ses infrastructures à des fins d'espionnage.

La directrice financière du groupe, Meng Wanzhou, a été arrêtée le 1^{er} décembre au Canada à la demande des Etats-Unis qui soupçonnent Huawei d'avoir enfreint les sanctions américaines contre l'Iran.

Source : Reuters

Des salariés de BASF à Taïwan soupçonnés d'espionnage

8 janvier 2019

Les autorités taïwanaises enquêtent sur 6 actuels et anciens salariés de la filiale locale de BASF soupçonnés d'avoir divulgué des informations confidentielles à une société chinoise concurrente.

Lu Sung Hao, directeur du Bureau taïwanais des enquêtes criminelles, basé à Taipei, a déclaré lundi à Reuters que 5 employés avaient été arrêtés et qu'un autre avait été libéré sous caution par un tribunal. L'accusation n'a déposé aucune plainte contre eux.

Cette nouvelle affaire intervient dans un contexte d'inquiétudes de dirigeants d'entreprises et de responsables politiques dans le monde entier qui soupçonnent la Chine de se livrer à de l'espionnage industriel.

Dans un communiqué, le Bureau indique qu'un cadre supérieur est soupçonné d'avoir dérobé des procédés de fabrication électroniques, des technologies et d'autres secrets commerciaux, de les avoir divulgués et vendus à un concurrent en Chine à un prix élevé.

Source : Reuters

Chine : l'ex-patron du contre-espionnage condamné à la prison à vie

27 décembre 2018

Considéré comme l'ancien chef du contre-espionnage chinois, Ma Jian a été condamné jeudi pour corruption à la prison à vie par un tribunal.

Le président chinois Xi Jinping a lancé depuis son arrivée au pouvoir fin 2012 une campagne contre la corruption qui a sanctionné plus de 1,5 million de cadres du régime communiste.

Arrêté en 2015, Ma Jian, ancien vice-patron du ministère de la Sécurité d'État, considéré comme l'homme qui a régné des années sur les puissants services d'espionnage et de contre-espionnage, a été reconnu coupable notamment d'avoir touché des pots-de-vin.

Source : AFP

La Chine prête à accueillir des experts de l'Onu au Xinjiang

7 janvier 2019

La Chine a déclaré lundi qu'elle était disposée à accueillir des représentants de l'Onu au Xinjiang, province de l'ouest du pays en proie à des troubles, à condition qu'ils suivent les procédures adéquates. Le pouvoir est accusé d'avoir ouvert des camps de déradicalisation dans cette province isolée où vit une importante communauté Ouïghoure, musulmane et turcophone.

La Haute Commissaire de l'Onu aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a annoncé le mois dernier que ses services cherchaient à avoir accès au Xinjiang pour vérifier des "informations inquiétantes" sur la présence de camps de rééducation.

Plusieurs pays occidentaux, dont la France, l'Allemagne et les Etats-Unis, ont appelé début novembre la Chine à fermer ses camps d'internement où, selon des opposants cités par des experts de l'Onu, plus d'un million d'Ouïghours et autres musulmans sont détenus.

La Chine affirme que les mesures prises en matière de sécurité sont nécessaires pour lutter contre l'influence des groupes "extrémistes" au Xinjiang.

Face à ces accusations, le pouvoir chinois a parallèlement lancé une intense campagne de relation publique pour défendre sa politique au Xinjiang.

Source : Reuters

La Chine propose à Elon Musk un permis de résidence permanente ; giga-usine de voitures électriques en Chine

10 janvier 2019

Le Premier ministre chinois a proposé au patron du constructeur américain d'automobiles électriques Tesla, Elon Musk, un permis de résidence permanente, quelques jours après le lancement de la construction d'une usine du groupe à Shanghai.

Si l'intéressé accepte et si la procédure va à son terme, l'Américain rejoindrait un club très fermé d'étrangers triés sur le volet ayant obtenu la "carte verte" chinoise, aux côtés de prix Nobel ou encore d'un ex-basketteur de NBA.

La barre des 10.000 détenteurs seulement avait été franchie en 2016, selon le journal officiel China Daily, pour lequel l'obtention du sésame est "l'une des plus difficiles tâches au monde". A titre de comparaison, plus d'un million de personnes sont devenues résidentes permanentes aux États-Unis sur la seule année 2017.

Elon Musk va ouvrir une gigantesque usine à Shanghai. Située en périphérie de Shanghai, c'est la première de Tesla hors des États-Unis, qui lui donnera plein accès au marché chinois, le plus grand au monde. Elle devrait avoir une capacité annuelle de production de 500.000 voitures électriques.

Tesla devient ainsi la première entreprise à bénéficier d'une nouvelle politique autorisant l'établissement par un constructeur automobile étranger d'une filiale en Chine détenue à 100%, a souligné l'agence officielle Chine nouvelle. Jusqu'à présent, la Chine leur imposait de monter des coentreprises avec un partenaire local avec partage de bénéfices et de technologies.

Mais même avec un pied implanté localement, la concurrence restera rude pour Tesla en Chine, dans un environnement morose. Le secteur du transport électrique ne devrait cependant pas cesser de croître en Chine, encouragé par le gouvernement chinois qui s'efforce de combattre une pollution de l'air chronique.

Source : AFP

La Chine déclare la guerre aux camions au diesel

5 janvier 2019

La Chine va lutter contre la pollution des camions au diesel en durcissant les normes sur le carburant et les moteurs, en développant le fret ferroviaire et en renforçant les capacités de contrôle du gouvernement.

Pékin mène depuis cinq ans une "guerre à la pollution" qui a permis d'améliorer sensiblement la situation mais les niveaux d'émission restent supérieurs aux objectifs que s'est fixé le gouvernement dans les grandes villes du nord du pays particulièrement affectées par le "smog".

Source : Reuters

Pékin promet de multiplier les contrôles antipollution

28 décembre 2018

Le ministère chinois de l'Environnement a promis vendredi de multiplier dès l'année prochaine les inspections dans le secteur public pour veiller au respect des normes antipollution. Les contrôles porteront sur une large gamme d'activités très consommatrices d'énergie telles que le raffinage de pétrole, la sidérurgie ou l'industrie chimique.

Source : Reuters

Taiwan : Tsai Ing-wen nomme un nouveau PM

11 janvier 2019

La présidente taiwanaise Tsai Ing-wen a déclaré vendredi avoir choisi l'ancien dirigeant de son Parti démocrate progressiste (PDP) favorable à l'indépendance, Su Tseng-chang, comme nouveau Premier ministre au lendemain de la démission de William Lai et de l'ensemble de son gouvernement.

William Lai, deuxième chef de gouvernement à démissionner depuis le début de la présidence de Tsai Ing-wen en 2016, a pris cette décision des suites du revers subi par le parti au pouvoir lors des élections municipales de novembre dernier.

Source : Reuters

Les marins ukrainiens en Russie pourraient être échangés selon la presse

11 janvier 2019

La Russie pourrait échanger 24 marins ukrainiens capturés en novembre dernier au large des côtes de Crimée contre des ressortissants russes détenus en Ukraine, rapporte vendredi le journal Izvestia, proche du Kremlin, citant une source diplomatique russe haut placée.

Les marins ont été capturés lors d'un incident naval entre marines russe et ukrainienne dans le détroit de Kertch le 25 novembre dernier.

La source diplomatique souligne que les marins ukrainiens devraient être jugés en Russie avant un éventuel échange.

Source : Reuters

La Russie déploie une dizaine d'avions de chasse en Crimée

22 décembre 2018

La Russie a déployé une dizaine d'avions de chasse en Crimée afin de renforcer sa présence aérienne dans la péninsule dans un contexte de tension avec l'Ukraine. Un journaliste de Reuters a vu les appareils se poser en Crimée, annexée par la Russie en 2014 après que le président ukrainien pro-russe Viktor Ianoukovitch ait été chassé par des manifestations de rue.

Les tensions entre Moscou et Kiev se sont accentuées avec le récent incident qui a opposé des navires des marines russe et ukrainienne dans le détroit de Kertch donnant accès à la mer d'Azov sur laquelle se trouve le port de Marioupol.

Trois navires ukrainiens ont été saisis par les forces russes le 25 novembre au cours d'un incident dont les deux pays se renvoient la responsabilité.

Le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a accusé l'Ukraine de préparer une "provocation" près de la Crimée.

Source : Reuters

En Ukraine, des millions d'habitants menacés par les mines

27 décembre 2018

A genoux dans l'herbe fanée, une trentaine d'hommes et femmes scrutent le sol, centimètre par centimètre. L'objectif de ce travail de fourmi : détecter des mines dont la zone de guerre dans l'est de l'Ukraine est truffée depuis plusieurs années.

L'équipe de démineurs travaille sur une colline de 74.000 m² où des "signes directs" de présence de mines antichars ont été détectés.

Composée d'Ukrainiens, l'équipe a été formée par la Fondation suisse de déminage (FSD), organisation basée à Genève qui la finance.

Armés de sondes manuelles et de détecteurs de métaux, ses membres ont pour tâche de localiser des mines, les marquer de fanions et alerter les services de secouristes de l'Etat, chargés du désamorçage.

Un travail dangereux et très lent.

Une partie des régions ukrainiennes de Donetsk et Lougansk sont contrôlées depuis 2014 par les séparatistes prorusses, dont la guerre avec les forces de Kiev a fait plus de 10.000 morts.

Selon Kiev et l'Occident, la Russie soutient militairement les séparatistes, ce que Moscou nie malgré de nombreux témoignages recueillis par des médias.

Les accords de paix de Minsk conclus en février 2015 ont permis de réduire considérablement les affrontements, mais des flambées de violence régulières et des explosions de mines plantées par les belligérants continuent d'alourdir le bilan des victimes.

"Environ 7.000 km² sont contaminés par des mines (...) dans l'est de l'Ukraine, ce qui en fait une des régions les plus minées au monde", s'est inquiétée en décembre l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

Selon l'ONU, plus de 1.600 civils ont été tués ou blessés par ce type d'armes depuis le début du conflit alors que plus de deux millions d'Ukrainiens dont 220.000 enfants continuent d'être exposés à ce risque.

En plus de la FSD, deux autres organisations humanitaires, The HALO Trust et Danish Demining Group (DDG) s'occupent du déminage en Ukraine mais seulement dans les zones contrôlées par Kiev.

De l'autre côté de la ligne de front, les autorités séparatistes, qui effectuent elles-mêmes le déminage, ne dévoilent pas la surface des territoires contaminés, mais, tout comme celles de Kiev, avouent que ce processus prendra des années, voire des décennies.

D'autant qu'en dépit de trêves officielles, les deux camps continuent de miner de nouvelles zones sans les marquer, selon l'OSCE.

Et le déminage n'avance qu'au compte-gouttes.

Source : AFP

La création d'une Eglise d'Ukraine autonome célébrée à Istanbul

6 janvier 2019

Le patriarche Bartholomée de Constantinople a remis dimanche à Istanbul le décret officiel confirmant la création d'une Eglise ukrainienne indépendante, un revers pour l'Eglise russe qui avait dénoncé un "schisme".

L'événement, qui conclue la procédure de reconnaissance de cette Eglise par le patriarcat de Constantinople, a eu lieu pendant la messe de l'Epiphanie à l'église orthodoxe Saint-Georges d'Istanbul, en présence notamment du président ukrainien Petro Porochenko, selon un correspondant de l'AFP sur place.

Saluant un événement qui "restera dans l'histoire de notre pays", M. Porochenko a assuré que "l'Ukraine respectera le choix religieux et la liberté religieuse de chaque citoyen".

La campagne électorale pour la présidentielle du 31 mars bat son plein en Ukraine et les sondages les plus récents montrent une popularité en hausse pour M. Porochenko.

Les sociologues attribuent cette hausse à la création de l'Eglise indépendante d'Ukraine présentée par le président sortant comme l'une des grandes réalisations de son mandat.

En octobre 2018, le patriarcat de Constantinople a pris la décision historique de reconnaître une Eglise orthodoxe indépendante en Ukraine.

Cela a provoqué la colère de l'Eglise orthodoxe russe qui a dénoncé un "schisme" et rompu ses liens avec Constantinople. Basé à Istanbul, le patriarche de Constantinople est considéré comme "le premier parmi ses égaux" et exerce une primauté historique et spirituelle sur les autres patriarches du monde orthodoxe.

Un concile réuni à Kiev a acté en décembre dernier la création de cette nouvelle Eglise orthodoxe, mettant fin à 332 ans de tutelle religieuse russe sur l'Ukraine, et élu à sa tête le métropolite Iepifani, âgé de 39 ans.

Ces tensions religieuses marquent un nouvel épisode du divorce politique, culturel et social entre Kiev et Moscou depuis l'annexion de la péninsule ukrainienne de Crimée en 2014 et l'éclatement d'un conflit armé entre l'armée ukrainienne et des séparatistes prorusses qui a fait plus de 10.000 morts.

Source : AFP

Course aux armements sophistiqués en Russie

30 décembre 2018

Les missiles sol-air russes de courte à moyenne portée S-350 Vityaz seront déployés dans le courant 2019. Le ministère de la Défense ajoute que des missiles Pantsir-S et S-400 ont été acheminés en Crimée, annexée en 2014, ainsi que dans la zone arctique de Russie, dans l'enclave de Kaliningrad et dans la région extrême-orientale de Khabarovsk.

Par ailleurs, Vladimir Poutine a supervisé fin décembre le test réussi du nouveau système de missile hypersonique russe Avangard, capable de transporter des ogives nucléaires et conventionnelles, a annoncé le Kremlin selon l'agence de presse RIA.

Le maître du Kremlin a annoncé en mars une série de nouveautés dans le domaine de l'armement, parmi lesquelles l'Avangard, à l'occasion d'un discours au ton particulièrement belliqueux. Il a affirmé qu'elles pourraient frapper presque n'importe quel point du globe et échapper à un bouclier antimissile construit par les États-Unis.

Donald Trump a menacé fin octobre de dénoncer le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) conclu en 1987 en accusant Moscou d'en violer les termes avec son nouveau missile de croisière Novator 9M729.

Source : Reuters

Mammouths en Sibérie : la ruée vers "l'ivoire des glaces"

4 janvier 2019

Le mammouth est au cœur d'une véritable ruée en Sibérie pour l'ivoire de ses défenses. Dans cette région russe grande comme cinq fois la France et bordée par l'océan Arctique, le permafrost agit comme un gigantesque congélateur conservant les animaux préhistoriques, en particulier les mammouths.

La demande pour les défenses de mammouths a explosé l'année dernière après la décision des autorités chinoises d'interdire l'importation et la vente d'ivoire d'éléphants. Les sculptures en ivoire étant très populaires en Chine, les acheteurs se sont tournés vers la Sibérie.

En 2017, sur les 72 tonnes de défenses de mammouths exportées par la Russie, 80% sont partis en Chine. Le marché est si important que des Chinois viennent même directement en Iakoutie se fournir.

Selon les autorités, 500.000 tonnes de défenses de mammouths, surnommées "l'ivoire des glaces", reposent en Iakoutie. Les chasseurs et les pêcheurs locaux ont longtemps ramassés ces os le long des cours d'eaux ou près des côtes.

Dans une région de trois millions de kilomètres carrés avec peu de routes, la recherche des mammouths est une affaire compliquée qui se prépare des mois à l'avance. L'équipement nécessaire doit être expédié à des centaines de kilomètres.

Les chercheurs utilisent de puissants jets d'eau pour creuser des tunnels sur les berges des rivières ou le long des reliefs, créant des galeries recouvertes de glace. Un ivoire de mammouth de bonne qualité se négocie près de 900 euros le kilogramme, soit une source de revenus conséquente en Iakoutie, où les emplois sont rares et l'agriculture impossible à cause du climat.

"Il y a une ruée vers les mammouths en ce moment", affirme à l'AFP un chasseur d'ivoire, qui travaille légalement depuis plus de dix ans mais souhaite garder l'anonymat. Depuis cinq ans, le Parlement russe cherche sans y parvenir à voter une loi encadrant pleinement ce commerce.

L'année dernière, des chercheurs d'ivoire ont manifesté à Iakoutsk, la capitale de la région, contre la confiscation de leurs trouvailles par les autorités. Parmi les slogans affichés : "Poutine, rends l'ivoire au peuple !" Selon le député régional Vladimir Prokopiev, tant qu'une loi n'aura pas été promulguée à Moscou, la situation sera dans l'impasse.

Selon lui, 90% des chercheurs trouvent de l'ivoire simplement en le ramassant au sol. Les recherches à l'aide de jets d'eau étant nocives pour le permafrost, elles devraient être interdites, soutient-il. Certains habitants de Iakoutie soulignent de leur côté que la vente de défenses de mammouths permet de limiter la chasse aux éléphants.

Source : AFP

Afghanistan : l'eau commence à manquer à Kaboul

11 janvier 2019

Comme le manque de précipitations ces derniers hivers en Afghanistan n'a pas permis de recharger les nappes phréatiques, partout dans Kaboul des foreuses perforent à tout-va le sous-sol pour puiser de plus en plus profondément. Et les récentes chutes de neige n'y changent rien.

La compagnie étatique de distribution d'eau et d'assainissement (AUWSSC) n'alimente que 68.000 habitations dans la capitale, soit environ 20% de sa population. L'eau provient de bassins situés en périphérie de la ville.

Ceux qui puisent de l'eau profonde font face à un problème de taille : "70% de l'eau souterraine de la capitale n'est pas potable", selon l'Agence nationale de la protection de l'environnement (NEPA).

L'absence de système d'épuration et des fuites de fosses septiques polluent les eaux de la sous-surface, causant diarrhées et maladies à ceux qui ne la font pas bouillir avant de la consommer. Aussi des projets pour augmenter les connexions au réseau municipal sont-ils en cours, ainsi qu'une campagne pour exhorter la population à ne plus gaspiller l'eau.

De fait, les besoins en eau ne cessent d'augmenter. Peuplée de 2 millions d'habitants à la fin des années 80, Kaboul abriterait aujourd'hui plus de 5 millions d'âmes avec l'arrivée de nombreux Afghans fuyant les combats et la misère, et les projections anticipent 8 millions d'habitants d'ici 2050.

La consommation d'eau s'est aussi accrue avec des usages nouveaux : plus de douches, plus de lavage de voitures...

Alors que de probables sécheresses à répétition sont à attendre du réchauffement climatique, des solutions de rechargement artificiel des nappes phréatiques sont à l'étude.

Source : AFP

Eradication de la polio, priorité de l'OMS en Afghanistan et au Pakistan

9 janvier 2019

A l'issue d'une visite de quatre jours en Afghanistan et au Pakistan, le chef de de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a souligné l'engagement de l'agence onusienne à éradiquer la poliomyélite.

L'Afghanistan et le Pakistan sont les deux seuls pays dans lesquels des cas de poliovirus sauvage ont été signalés l'année dernière.

Il y a encore 30 ans, le poliovirus sauvage paralysait plus de 350.000 enfants dans plus de 125 pays chaque année.

En 2018, moins de 30 cas ont été signalés dans deux pays seulement - l'Afghanistan et le Pakistan.

L'éradication de la poliomyélite nécessite une couverture vaccinale élevée partout dans le monde.

Malheureusement, les enfants ne bénéficient toujours pas de la vaccination pour diverses raisons, notamment le manque d'infrastructures, l'accès difficile aux zones isolées, les mouvements de population, les conflits, l'insécurité et les résistances à la vaccination.

L'échec de l'éradication de la polio en Afghanistan et au Pakistan pourrait entraîner une résurgence de la maladie dans le monde, pouvant atteindre jusqu'à 200.000 nouveaux cas chaque année au cours des 10 prochaines années.

Le Pakistan est confronté à une pénurie grave d'agents de santé, notamment d'infirmières et de sages-femmes. Le pays a besoin de plus de 720.000 infirmiers pour atteindre la couverture sanitaire universelle d'ici 2030.

Source : ONU

Plus de 30 morts dans une série d'attaques contre les forces afghanes

10 janvier 2019

Une série d'attaques menées jeudi par les insurgés taliban ont fait 32 morts parmi les forces de sécurité afghanes et des milices pro-gouvernementales, a-t-on appris auprès des autorités.

Des barrages de sécurité et des postes avancés ont été attaqués dans quatre provinces du pays : Kunduz, Baghlan et Takhar, dans le nord, et Badghis, dans l'ouest.

Source : Reuters

Pour l'Iran, les taliban doivent jouer un rôle en Afghanistan

9 janvier 2019

Il est impossible de concevoir l'avenir de l'Afghanistan sans que les taliban y jouent un rôle, a estimé mercredi le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif.

Il a ajouté que Téhéran, pour des raisons de sécurité, avait des contacts avec les taliban qui contrôlent des régions afghanes frontalières de l'Iran.

De nouveaux pourparlers prévus cette semaine au Qatar entre des représentants des taliban et des responsables américains ont été annulés. Les taliban avaient réaffirmé leur volonté de ne pas rencontrer les émissaires du gouvernement "fantoche" de Kaboul.

Source : Reuters

Annulation des pourparlers entre taliban et Américains au Qatar

8 janvier 2019

Les pourparlers prévus au Qatar entre des représentants des taliban afghans et des responsables américains ont été annulés en raison d'un désaccord sur le calendrier des discussions.

Islamistes afghans et représentants des Etats-Unis devaient entamer mercredi deux jours de pourparlers de paix au Qatar, où le groupe islamiste dispose d'une représentation politique.

Les taliban avaient toutefois affirmé leur volonté de ne pas rencontrer les émissaires du gouvernement "fantoche" de Kaboul.

Les taliban ont repoussé toutes les approches des pays de la région qui ont cherché à les convaincre d'accepter que le gouvernement afghan participe aux négociations.

Les pourparlers au Qatar devaient porter sur un retrait des forces américaines, un échange de prisonniers et la levée de l'interdiction de déplacement imposée aux chefs des taliban.

Les insurgés afghans avaient annoncé ce week-end qu'ils ne se rendraient pas aux pourparlers en raison de l'insistance de l'Arabie Saoudite à y intégrer des représentants de Kaboul.

Source : Reuters

Les voisins de l'Afghanistan redoutent un afflux de réfugiés

1^{er} janvier 2019

Pris au dépourvu par le projet de retrait des troupes américaines, les pays voisins de l'Afghanistan se préparent à l'afflux de réfugiés qui pourrait se produire dans la foulée, disent des diplomates de la région. Devant le risque d'un retrait précipité, ces pays ont commencé à adapter leur politique de surveillance des frontières et entendent, pour certains, les durcir.

Un porte-parole de la Maison blanche a déclaré que la présidence n'avait pour l'heure donné au Pentagone aucun ordre de départ, mais personne n'a démenti le projet de retrait qui porterait sur le départ de près de la moitié des 14.000 militaires américains déployés sur le sol afghan.

Parmi les puissances régionales, qu'il s'agisse de l'Iran, du Pakistan ou de la Russie, pourtant peu suspectes de sympathies à l'égard de Washington, l'hypothèse d'un retrait américain n'est pas accueillie dans l'enthousiasme.

"Si l'annonce d'un éventuel retrait américain pourrait provoquer un regain d'optimisme prudent dans la région, ils ne souhaitent pas que le retrait soit brusque", souligne Graeme Smith, consultant pour l'International Crisis Group.

"Tout le monde s'accorde sur le fait qu'un retrait précipité risque de provoquer une nouvelle guerre civile qui pourrait déstabiliser la région. Les voisins n'aiment pas les surprises et les signaux incertains provenant de Washington sont des facteurs d'anxiété", poursuit-il.

Le Pakistan, qui travaille déjà à l'érection d'une clôture tout au long de ses 1.400 kilomètres de frontière avec l'Afghanistan et qui s'apprête à y déployer une force paramilitaire de 50.000 hommes, se prépare à l'afflux de réfugiés que pourrait provoquer le retrait américain.

Selon l'Organisation internationale pour les migrations, près de 1,4 million d'Afghans vivent déjà au Pakistan et peut-être 1,2 million en Iran.

Si des milliers d'Afghans sans-papiers ont déjà quitté l'Iran, les diplomates iraniens en poste à Kaboul redoutent une inversion des flux si le projet de retrait américain était mené à bien.

La Turquie, pays qui n'est pas limitrophe de l'Afghanistan, est, elle aussi une terre d'exil pour de nombreux afghans qui vont y travailler comme bergers, employés agricoles ou dans le secteur de la construction, et un point de passage vers l'Europe.

"Nous n'avons pas fermé notre porte, mais le nombre de migrants illégaux augmente chaque jour", a souligné Mehmet Ozgur Sak, un diplomate en poste à l'ambassade de Turquie à Kaboul. La police turque dit avoir intercepté 90.000 Afghans en 2018, le double du niveau atteint en 2017.

Source : Reuters

Sept ans de prison pour corruption au Pakistan pour Nawaz Sharif

24 décembre 2018

L'ancien Premier ministre Nawaz Sharif a été condamné à sept ans de prison pour corruption. La cour anti-corruption a estimé qu'il avait été incapable d'expliquer l'origine des fonds lui ayant permis d'acheter une aciérie en Arabie saoudite. La même cour l'a condamné en juillet à dix ans de prison pour des charges liées à l'acquisition d'appartements de luxe à Londres.

Source : Reuters

La chasse aux sorcières fait régner la terreur sur les Hautes-Terres de Papouasie

4 janvier 2019

La terreur balaie certaines régions des Hautes-Terres de Papouasie-Nouvelle-Guinée, théâtre de cruelles chasses aux sorcières accusées par des tribus apeurées d'incarner les forces du mal. Une femme âgée se tord de douleur, supplie, alors qu'elle est brutalement frappée et violée sur le sol d'une cahute.

Puis elle est traînée dehors, nue, ensanglantée et mourante. Une horde de villageois la frappe et la brûle jusqu'à ce qu'elle ne bouge plus.

Tout le monde ou presque participe. Personne ne prend la peine de se masquer le visage. Personne n'intervient pour arrêter le lynchage.

La foule pense qu'elle a raison de faire ce qu'elle fait, que c'est la seule façon d'arrêter une sorcière qui n'est pas humaine, qui a tué l'un des leurs grâce à ses pouvoirs surnaturels et a dévoré son cœur.

Cette scène a été filmée par un téléphone portable, et la vidéo a été obtenue par l'AFP.

Comme des dizaines d'autres enregistrements rassemblés par la Police royale de Papouasie-Nouvelle-Guinée, elle montre la réalité brutale des chasses aux sorcières encore d'actualité dans ce pays d'Océanie.

Dans cette région reculée des Hautes-Terres, il y a eu ces dernières années au moins 20 meurtres en lien avec des accusations de sorcellerie, ainsi que des dizaines d'autres attaques violentes. La croyance en la sorcellerie existe de longue date.

Mais d'après des chercheurs, les lynchages généralisés sont une chose nouvelle dans cette province, de même que la violence extrême et la nature sexuelle des attaques. Chaque accès de violence semble commencer avec un décès que les habitants peinent à expliquer.

Les attaques cardiaques, le diabète, le sida sont plus fréquents mais ne sont toujours pas bien compris. Les gens imputent plus facilement un décès à la sorcellerie qu'au cholestérol. Une chasse aux sorcières a même eu lieu récemment après un accident provoqué par un conducteur en état d'ivresse, dans lequel huit personnes avaient péri.

La peur des sorcières est d'autant plus prégnante que les gens croient qu'elles n'agissent pas seules et qu'elles font partie d'assemblées. L'émergence de "devins" qui parcourent la campagne pour déceler la présence de sorcières, moyennant rétribution, est également un facteur d'explication de la recrudescence des meurtres.

Les assassinats ordonnés par certaines tribus en guise de représailles aussi. Les chasses aux sorcières ont des caractéristiques totalement distinctes selon les régions de ce pays qui compte plus de 800 langues vivantes pour huit millions d'habitants.

A Enga, les victimes sont quasiment toutes des femmes. Sur l'île de Bougainvilliers, il s'agit presque toujours d'hommes. A Port-Moresby, la capitale, où la violence liée à la sorcellerie est aussi en augmentation, hommes comme femmes sont ciblés.

Source : AFP

Au Cambodge, les réfugiés climatiques, esclaves modernes des fabriques de briques

2 janvier 2019

Après des semaines de sécheresse, Chenda, criblée de dettes, a été contrainte d'abandonner sa rizière au Cambodge pour travailler avec ses quatre enfants dans une fabrique de briques, comme des milliers de réfugiés climatiques de ce pays d'Asie du Sud-Est.

"Beaucoup d'industries dans le monde emploient des réfugiés climatiques. Mais ce qui est unique dans les usines de briques au Cambodge c'est que la très grande majorité des ouvriers sont emprisonnés dans la servitude pour dettes", relève Naly Pilorge, directrice de l'association des droits de l'homme Licadho.

C'est le cas de Chenda, le propriétaire de l'usine de briques ayant racheté son emprunt. Elle travaille avec sa fille Bopha, 14 ans. Cinquante-six heures par semaine, Bopha charge des pavés d'argile sur des chariots.

"Je ne vais pas à l'école. J'essaye d'aider à rembourser les 4.000 dollars qu'on doit même si cela prendra des années", raconte-t-elle à l'AFP, avant de rejoindre sa mère près de la cahute en tôle où la famille est logée dans l'enceinte même de la fabrique. Le Cambodge est l'un des pays les plus vulnérables au changement climatique.

Et, comme Chenda, plusieurs dizaines de milliers d'agriculteurs cambodgiens ont abandonné les rizières à la suite de vagues de sécheresse et d'inondations, incapables de rembourser l'argent qu'ils avaient emprunté auprès d'une banque ou d'un organisme de microfinance pour cultiver leur lopin de terre.

Ils ont trouvé un travail dans une des centaines de manufactures de briques qui fleurissent dans le royaume pour répondre au boom de la construction dans les grandes villes du pays. Ces fabriques font travailler "une main-d'œuvre d'adultes et d'enfants", relevaient en octobre des chercheurs de l'Université de Londres, dénonçant "une forme d'esclavage moderne".

Au vu de ce qu'ils gagnent, les ouvriers sont souvent incapables de rembourser et leur dette grossit au fur et à mesure des années. Dette qu'ils laissent à leurs enfants.

Maladies respiratoires ou de la peau, maux de tête, saignements de nez : les ouvriers travaillent sans gant ni masque et les problèmes de santé sont légion près des fours qui crachent une épaisse fumée noire.

"Certains patrons sont violents. Ils sont assez riches pour corrompre la police et les autorités locales. Et, malgré les abus, aucun n'a jamais été poursuivi", relève Sok Kin, président du syndicat de travailleurs BWTUC.

Quant aux ouvriers, "aucun n'est syndiqué, ils ignorent leurs droits et ont peur de perdre leur emploi", ajoute-t-il. Au Cambodge, la durée hebdomadaire de travail est fixée à 48 heures et le travail des enfants de moins de 15 ans est interdit par la loi.

Mais, dans la fabrique de Thmey, les ouvriers effectuent au minimum 60 heures par semaine. Et, sur la trentaine d'enfants, un seul va à l'école, les autres travaillant dès l'âge de sept-huit ans pour aider leur famille.

Le gouvernement a indiqué à plusieurs reprises qu'il allait enquêter et punirait les propriétaires des fours si des cas de travail d'enfants étaient avérés. "Mais le problème perdure depuis des années et rien n'est fait", soupire Naly Pilorge. Contacté, le ministère du Travail n'a pas répondu aux sollicitations de l'AFP.

Source : AFP

Thaïlande : le roi Maha Vajiralongkorn couronné en mai

1^{er} janvier 2019

Le nouveau roi de Thaïlande Maha Vajiralongkorn sera couronné début mai lors d'une cérémonie très élaborée de trois jours, deux ans et demi après le décès de son père le vénéré roi Bhumibol.

Rama X, âgé aujourd'hui de 66 ans, n'a pas attendu d'être couronné pour remodeler les institutions monarchiques thaïlandaises, prenant de court les observateurs qui le percevaient davantage comme un monarque peu investi.

Il a notamment quadruplé le nombre de policiers d'élite chargés de sa surveillance, mais aussi pris en main plusieurs organismes supervisant les affaires de la royauté et sa sécurité, jusqu'ici sous contrôle gouvernemental ou militaire.

Il s'est aussi confié la nomination de l'ensemble des membres du comité supervisant le Crown Property Bureau (CPB), bras financier de la monarchie. Biens immobiliers de premier ordre, investissements majeurs dans des banques et des sociétés, cet organisme gère plusieurs dizaines de milliards de dollars d'actifs appartenant à la famille royale, une des plus riches au monde.

L'année 2019 sera politiquement très chargée pour la Thaïlande puisqu'elle devrait aussi être celle de la tenue d'élections générales fin février, cinq ans après le coup d'Etat qui a renversé l'ancien Premier ministre Yingluck Shinawatra et porté une junte militaire au pouvoir.

Discuter librement de la famille royale est impossible en Thaïlande car la loi sur la lèse-majesté, une des plus strictes au monde, peut être appliquée à toute critique, même minime. Et chaque délit est passible de trois à quinze ans de prison.

Mais les frasques supposées et divorces à répétition du nouveau roi suscitent, depuis des années, des interrogations dans un royaume profondément marqué par son père considéré comme un demi-dieu par nombre de ses sujets, un statut savamment entretenu par l'armée et l'élite conservatrice.

Source : AFP

Ghosn, frappé par deux nouvelles inculpations, reste en prison

11 janvier 2019

L'avenir judiciaire de Carlos Ghosn s'est encore assombri vendredi : le bâtisseur de l'alliance Renault-Nissan a fait l'objet de deux nouvelles inculpations par la justice japonaise, ce qui prolonge sa détention au Japon.

Ses avocats ont déposé une demande de libération sous caution, mais cette requête a peu de chances d'aboutir. En cas de refus, il restera en prison au moins jusqu'au 10 mars.

Le bureau du procureur a justifié les poursuites engagées par le faisceau de données accumulées.

Le dirigeant est poursuivi pour abus de confiance, une accusation pour laquelle Nissan réclame "des sanctions fermes", invoquant le préjudice subi. M. Ghosn et son bras droit Greg Kelly,

relâché sous caution le 25 décembre, ont aussi été inculpés vendredi pour avoir minoré les revenus du premier dans des rapports boursiers de Nissan entre 2015 et 2018.

Tout comme le constructeur japonais, impliqué en tant qu'entité morale ayant remis les documents incriminés.

Ces trois protagonistes avaient déjà été mis en examen, le 10 décembre, pour avoir déclaré des rétributions amoindries sur les cinq années précédentes.

Selon le parquet, l'abus de confiance dont est accusé M. Ghosn est caractérisé par sa tentative de faire couvrir par Nissan "des pertes sur des investissements personnels" au moment de la crise financière d'octobre 2008.

Pour résoudre ce problème financier, il aurait obtenu qu'un milliardaire saoudien, Khaled Juffali, se porte garant et lui aurait ultérieurement versé de l'argent issu de la "réserve du PDG". C'était pour services réellement rendus envers Nissan, argue M. Ghosn.

Malgré ces revers judiciaires, Renault a choisi de maintenir à sa tête le Franco-Libano-Brésilien, contrairement à ses partenaires japonais Nissan et Mitsubishi Motors qui se sont empressés de le révoquer de la présidence du conseil d'administration.

Mais la pression monte sur la direction du groupe français alors que les révélations de presse sur les supposés agissements de M. Ghosn continuent de pleuvoir, au sujet de sa résidence fiscale aux Pays-Bas, où la holding qui coiffe l'alliance est basée, ou encore sur des donations à des hommes d'affaires au Liban, à Oman et ailleurs, depuis les caisses de Nissan.

De son côté, le gouvernement français a de nouveau souligné l'importance de l'alliance avec Nissan. "Ce qui importe aujourd'hui, c'est d'en préserver la stabilité. L'État, qui est actionnaire de référence de Renault, s'y emploiera, en coopération totale avec nos partenaires japonais", a insisté le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, cité par le Télégramme.

Source : AFP

Le Japon va reprendre la chasse commerciale des baleines

26 décembre 2018

Le Japon a annoncé son retrait de la Commission baleinière internationale (CBI) dans le but de reprendre la chasse commerciale dès juillet prochain, défiant ouvertement les défenseurs des cétacés 30 ans après y avoir mis fin, du moins sur le papier.

En réalité, l'archipel n'a jamais complètement cessé cette pratique : il utilise en effet une faille du moratoire mis en place en 1986, qui autorise la chasse aux cétacés pour des recherches scientifiques.

Mais cette fois, il renoue publiquement avec la chasse à des fins commerciales, rejoignant l'Islande et la Norvège.

Les critiques n'ont pas tardé, le gouvernement australien se disant "extrêmement déçu" et exhortant le Japon à revoir sa position.

Le Japon s'abstiendra cependant d'aller chasser "dans les eaux de l'Antarctique ou dans l'hémisphère sud", a indiqué le porte-parole du gouvernement.

La chasse sera "limitée aux eaux territoriales et à la zone économique exclusive", "afin de ne pas épuiser les ressources", a-t-il précisé sans donner de chiffres.

Le Japon ouvre ainsi un nouveau front entre les détracteurs et défenseurs de la pêche aux cétacés, que les Japonais, notamment la frange nationaliste, considèrent comme une importante tradition nippone multiséculaire.

Les organisations écologistes ont aussitôt condamné la nouvelle.

Selon Sam Annesley, responsable de la branche japonaise de Greenpeace, "La décision du Japon est en décalage total avec la communauté internationale, et fait fi de la nécessité de protéger nos océans et ces créatures majestueuses".

L'ONG Sea Shepherd, habituée à traquer les baleiniers japonais, voit paradoxalement dans cette décision "une bonne nouvelle pour les baleines". Le Japon, dit-elle, ne chassera plus dans le sanctuaire existant dans l'Océan austral sous couvert scientifique et son retrait de la CBI pourrait permettre à la Commission de voter en faveur d'un nouveau sanctuaire dans l'Atlantique sud.

"Nous sommes ravis de voir la chasse prendre fin dans le sanctuaire baleinier antarctique", indique son fondateur, Paul Watson.

Le Japon est le plus gros contributeur financier de la Commission baleinière, qui va donc devoir remplacer les fonds manquants.

La saison dernière, les pêcheurs nippons ont tué près de 600 baleines au titre des expéditions scientifiques, à la fois dans l'Antarctique et le Pacifique. En dépit de ce motif officiel, la chair de cet animal finit souvent sur les étals des poissonniers, même si la plupart des Japonais disent aujourd'hui ne pas en manger, ou très rarement.

Source : AFP

Le Premier ministre japonais veut un traité de paix avec la Russie

4 janvier 2019

Le Premier ministre japonais Shinzo Abe a annoncé son intention de faire avancer le projet de traité de paix avec la Russie lors d'un sommet qui se tiendra en Russie. Le projet de traité de paix, qui doit mettre officiellement fin à la Seconde Guerre mondiale, est bloqué depuis des décennies à cause d'un différend territorial concernant les îles Kouriles du Sud.

A l'occasion de son 25e sommet avec le président russe Vladimir Poutine, Shinzo Abe mettra sur la table la question de ces îles dites Territoires du Nord au Japon, dont se sont emparées les troupes soviétiques dans les derniers jours de la guerre.

Vladimir Poutine pourrait être enclin à conclure à un accord.

Cela dans l'espoir qu'une amélioration des relations diplomatiques puisse faire pièce à la puissance chinoise et attirer en Russie davantage d'investissements japonais, affirment certains experts. D'autres s'interrogent sur la volonté du président russe de conclure un accord, en partie parce que la population russe est majoritairement opposée à la restitution des îles au Japon.

Source : Reuters

Corée du Sud : Moon appelle Tokyo à davantage d'humilité face à l'Histoire

10 janvier 2019

Le Japon devrait adopter une attitude "plus humble" vis-à-vis de l'Histoire, a déclaré le président sud-coréen Moon Jae-in, alors que les relations entre les deux alliés de Washington demeurent plombées par les contentieux historiques et territoriaux. Ces différends sont essentiellement un héritage de la brutale occupation de la péninsule coréenne par le Japon, entre 1910 et 1945.

Actuellement, les disputes se focalisent essentiellement sur la question des "femmes de réconfort" -ces Coréennes qui furent contraintes de travailler pendant la Seconde Guerre mondiale dans les bordels de l'armée impériale japonaise- et celle de la main d'œuvre coréenne qui fut soumise au travail forcé dans l'archipel.

Mais les contentieux portent aussi sur des îles disputées actuellement contrôlées par Séoul. La semaine dernière, un tribunal sud-coréen a autorisé la saisie de biens appartenant à Nippon Steel & Sumitomo Metal, en réponse au fait que la société japonaise, condamnée, n'ait pas versé des compensations à d'anciens ouvriers soumis aux travaux forcés.

Mercredi, le Japon a jugé cette décision "extrêmement regrettable" et convoqué l'ambassadeur. D'après les données sud-coréennes, environ 780.000 Coréens ont été victimes de travail forcé durant l'occupation japonaise de 1910 à 1945, des chiffres qui ne comprennent pas les femmes enrôlées de force dans les bordels de l'armée.

Le Japon considère que la question des dédommagements liés à la guerre a été réglée par le traité de 1965.

Pour Tokyo, les décisions judiciaires sud-coréennes condamnant les entreprises japonaises à des dédommagements sont autant de violations du droit international.

M. Moon a déclaré jeudi que nombre de ses compatriotes considéraient que le traité de 1965 n'avait pas réglé tous les contentieux pour les victimes. "Nous devons respecter la décision du tribunal", a-t-il dit aux journalistes.

Source : Reuters

A Singapour, un projet écotouristique essuie les foudres écologistes

9 janvier 2019

Pour attirer encore plus de visiteurs, Singapour s'est lancée dans la construction d'une vaste zone écotouristique. Mais le projet essuie les foudres des écologistes en raison de dégâts irréversibles sur les écosystèmes et d'un bilan déjà négatif pour la faune locale.

On l'ignore souvent, mais la cité-Etat asiatique n'est pas seulement une place financière hérissée de gratte-ciel. Avec un climat tropical humide, une partie de son territoire est couverte d'une forêt abritant une faune riche, dont des singes et des pangolins.

C'est dans l'un des secteurs les plus verts que se trouvent notamment le zoo de Singapour et deux attractions - un safari nocturne et un safari fluvial - depuis longtemps prisées des touristes étrangers comme des habitants.

Mais la jungle à proximité est en train d'être défrichée pour laisser la place à un parc ornithologique ainsi qu'à un parc dédié à la forêt pluviale avec un complexe hôtelier de 400 chambres, le tout formant un "pôle de tourisme vert", censé attirer plusieurs millions de visiteurs par an.

Ce projet est loin de convaincre les organisations écologistes, qui entrevoient déjà des atteintes irrémédiables à la biodiversité et l'environnement. Elles l'estiment trop imposant pour la zone et destructeur pour les habitats naturels.

Cette controverse illustre les inquiétudes que génèrent dans un Etat en manque d'espace le développement urbain trop rapide et la disparition de ses derniers refuges de vie sauvage. Les travaux sont déjà bien avancés dans cette zone qui abrite des lémurs volants et des cerfs. Certaines collines défrichées sont déjà dominées par d'imposantes grues.

Mais l'inquiétude croît autour du nombre d'animaux décédés sur la route menant au zoo en raison de la déforestation. Parmi les victimes recensées par les organisations de protection de la nature, figurent des cerfs, un chat-léopard mais aussi un pangolin de Malaisie, animal classé comme étant en danger critique d'extinction.

"Nous avons travaillé avec les associations, vraiment dès le début, pour déterminer ce que nous devons faire pour protéger les animaux et les tenir à l'écart de la route", a déclaré à l'AFP Mike Barclay, patron de Mandai Park Holdings. "Est-ce que c'est parfait ? Non. Mais nous faisons tout ce que nous pouvons pour minimiser" l'impact.

L'hôtel est quant à lui développé par la chaîne hôtelière singapourienne Banyan Tree. Le projet de 126 hectares doit être achevé en 2023, soit six ans après le début des travaux. Les animaux fauchés ne sont pas la seule source de préoccupation des organisations écologistes, qui dénoncent aussi la pollution sonore et lumineuse.

Source : AFP

Tsunami indonésien : 426 morts, selon un bilan revu à la baisse

28 décembre 2018

Le tsunami qui a frappé l'Indonésie a fait 426 morts, selon un bilan revu à la baisse par les autorités en raison de doublons dans les décomptes.

Les autorités ont en revanche doublé à 40.000 le chiffre officiel des personnes déplacées et fait état de 7.202 blessés, un chiffre également en nette hausse.

Le raz-de-marée s'était produit soudainement dans le détroit de la Sonde qui sépare les îles de Sumatra et de Java, ravageant son littoral. D'après les experts, cette tragédie a été consécutive à une éruption modérée de l'Anak Krakatoa, "l'enfant" du légendaire volcan Krakatoa, qui a provoqué un effondrement sous-marin d'une partie du volcan et le déplacement de masses d'eau.

C'est le troisième cataclysme à frapper l'archipel ces six derniers mois, après une série de séismes sur l'île de Lombok en juillet et août, puis un raz-de-marée à Palu, sur l'île des Célèbes, qui a fait 2.200 morts et des milliers de disparus en septembre. L'Indonésie est située sur la ceinture de feu du Pacifique, une zone de forte activité sismique et d'éruptions volcaniques.

Source : AFP

Indonésie : la police brûle une montagne de marijuana

27 décembre 2018

La police indonésienne a réduit en cendres fin décembre une pyramide de 800 kilogrammes de marijuana, mettant en scène de façon spectaculaire la destruction de cette drogue illégale. Les autorités de la province d'Aceh, au nord-ouest, ont détruit des centaines de pains de marijuana ainsi que 19 kilogrammes de méthamphétamine saisis cette année par la police.

Cinq suspects dans des affaires de drogue, vêtus de tenues orange, ont été contraints d'assister à cet étrange spectacle.

La province d'Aceh est une région conservatrice située à la pointe de l'île de Sumatra. Une série d'infractions dont le jeu, la consommation d'alcool, l'homosexualité ou l'adultère y sont punis de coups de fouets en public.

L'Indonésie compte parmi les pays les plus répressifs en matière de drogues.

Ce mois-ci, cinq étrangers ont été arrêtés sur l'île touristique de Bali pour trafic de drogues, dont un Allemand et un Péruvien qui risquent la peine de mort.

Source : AFP

Dans l'espoir d'un miracle, les catholiques philippins défilent avec le "Nazaréen Noir"

9 janvier 2019

Une immense foule de croyants a accompagné mercredi la procession annuelle du "Nazaréen Noir" à Manille, les fidèles cherchant à toucher cette statue dotée selon eux de pouvoirs miraculeux dans l'une des plus impressionnantes manifestations de ferveur catholique au monde. Les Philippins sont dans leur très large majorité catholiques.

La police a estimé les participants à plus d'un million. Convaincus qu'elle peut guérir les maladies ou apporter la bonne fortune, bon nombre d'entre eux tentaient de se jeter sur la statue du Christ à taille humaine qui porte sur son épaule une grande croix noire.

Les fidèles s'étaient rassemblés dès l'aube pour apercevoir la statue de Jésus de Nazareth perchée sur un char sur son parcours de sept kilomètres à travers les rues étroites de la capitale de l'archipel.

Pieds nus en signe de pénitence, des hommes, des femmes et des enfants grimpaient les uns sur les autres pour toucher la statue avec des serviettes.

Elle doit son nom à sa couleur sombre, qu'elle tient, selon sa légende, à l'incendie du navire qui l'avait apportée du Mexique en 1606.

La croyance dans les vertus miraculeuses de la statue a également été renforcée, au fil des siècles, par le fait qu'elle a survécu à de nombreux autres incendies et séismes, de même qu'au bombardement de Manille en 1945.

Le chef de la police philippine Oscar Albayalde a dit avoir déployé 7.000 agents pour assurer la sécurité de cet événement. Les réseaux de téléphonie mobile ont par ailleurs été coupés pour empêcher que des bombes ne soient activées à distance.

Les autorités n'ont fait état d'aucune menace spécifique mais l'archipel est le théâtre de plusieurs insurrections qui ont déjà donné lieu à des attentats contre des civils.

Chaque année, des centaines de personnes sont blessées au cours de cette procession d'une vingtaine d'heures. Et il n'est pas rare qu'il y ait aussi des morts.

Source : AFP

AMERIQUES

Manifestation en Argentine contre les mesures d'austérité de Macri

11 janvier 2019

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté jeudi dans le centre de la capitale argentine Buenos Aires pour protester contre la hausse des prix de l'électricité et des transports publics dans le cadre des mesures d'austérité prises par le gouvernement du président Mauricio Macri.

Mauricio Macri, qui a conclu en juin dernier un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) sur une assistance de 50 milliards de dollars, s'est engagé auprès du FMI à de nouvelles réductions de dépenses et des hausses de taxes et d'impôts destinées à ramener à zéro cette année le déficit budgétaire primaire.

Le gouvernement argentin a ainsi grandement réduit les aides publiques, provoquant notamment une hausse des prix de l'électricité et du gaz.

Organisée à l'initiative de plusieurs syndicats, la manifestation a vocation à devenir hebdomadaire jusqu'à la fin février.

Source : Reuters

USA : l'hypothèse d'un état d'urgence pour sortir du "shutdown" se renforce

11 janvier 2019

L'hypothèse d'un recours à l'état d'urgence nationale par Donald Trump pour obtenir le déblocage des fonds nécessaires à la construction d'un mur avec le Mexique gagne en épaisseur aux Etats-Unis, où la paralysie partielle de l'administration est en passe de battre un record de durée.

Pour sortir d'un piège dans lequel il s'est lui-même enfermé, le président américain a fortement laissé entendre jeudi qu'il pourrait invoquer cette urgence nationale pour s'affranchir de l'aval de la Chambre des représentants, qui a basculé en janvier dans le camp démocrate, lequel rejette un projet de mur jugé obsolète, immoral et inefficace.

La construction d'un mur à la frontière entre Etats-Unis et Mexique pour bloquer l'immigration clandestine et le trafic de drogue était l'une des grandes promesses de campagne du milliardaire new-yorkais en 2016.

Ce "shutdown" deviendra samedi le plus long de l'histoire des Etats-Unis.

Il affecte à des degrés divers 800.000 fonctionnaires - soit au chômage technique soit tenus de travailler sans être payés.

Faute de compromis, un proche de Donald Trump, le sénateur républicain Lindsey Graham, a plaidé en faveur de l'urgence nationale. Une telle initiative de Donald Trump entraînera inévitablement un recours constitutionnel des démocrates, qui accuseront notamment le président de chercher à contourner les prérogatives du Congrès en matière budgétaire.

Le problème se retrouvera aux mains des tribunaux, ce qui permettra la réouverture du gouvernement pendant que les juges examineront le dossier, ce qui pourrait prendre des mois.

Déclarer l'état d'urgence ne serait pas sans risques. Certains s'en inquiètent au sein même du Parti républicain, évoquant un dangereux précédent.

"Si Trump franchit le Rubicon, qu'est-ce qui empêchera un président démocrate de déclarer l'état d'urgence' sur le changement climatique et/ou le système de santé, dès le jour de son investiture ?" s'interroge Chris Krueger, analyste du Cowen Washington Research Group, dans une note.

En raison du shutdown, au sein du FBI, où la plupart des agents restent mobilisés, l'inquiétude grandit. Les fonds qui permettent à l'agence de financer ses différentes opérations, dont certaines sensibles pour la sécurité nationale, commencent "à se tarir", a déclaré un représentant du personnel, Tom O'Connor.

Plusieurs centaines d'employés fédéraux ont manifesté jeudi à Washington, marchant en direction de la Maison blanche, pour crier leur mécontentement et demander que leur salaire leur soit versé.

Trump ne répondra plus aux questions de Mueller, dit son avocat

9 janvier 2019

Donald Trump ne répondra plus aux questions du procureur spécial Robert Mueller, qui enquête sur le comportement de la Russie lors de la présidentielle de 2016, a annoncé mercredi son avocat, Rudy Giuliani.

Donald Trump a répondu fin novembre par écrit à une série de questions posées par Robert Mueller. Il a été désigné en mai 2017 procureur spécial chargé de superviser l'enquête sur les liens mis au jour entre des individus proches du gouvernement russe et certains membres de l'équipe de campagne de Trump.

La désignation de Mueller a eu lieu après le limogeage en mars 2017 de l'ancien directeur du FBI, James Comey, qui avait alors la charge de cette enquête.

Le procureur Mueller a pu poursuivre ses investigations, que Donald Trump dénonce régulièrement comme une "chasse aux sorcières".

Source : Reuters

L'avocate russe présente à la Trump Tower inculpée dans un autre dossier

8 janvier 2019

L'avocate russe qui avait participé en juin 2016 à une rencontre à la Trump Tower à New York, et dont le nom apparaît dans l'enquête russe, a été inculpée dans le cadre d'un autre dossier qui, selon certains procureurs, démontre ses liens avec le Kremlin.

Natalia Vesselnitskaïa a été inculpée d'entrave à la justice dans une affaire où elle avait défendu des Russes accusés de blanchiment d'argent. Elle est accusée d'avoir "pris part à l'élaboration, en coopération secrète avec un procureur russe de haut rang", de documents censés disculper les prévenus russes, ont déclaré mardi des procureurs américains.

Vesselnitskaïa est une personne cruciale dans l'enquête menée par le procureur spécial Robert Mueller sur les soupçons de collusion entre la Russie et l'équipe de campagne de Donald Trump avant la présidentielle de 2016, car elle a rencontré des collaborateurs du candidat républicain à la Trump Tower avant l'élection.

Moscou dément toute ingérence dans le processus électoral américain de 2016.

Vesselnitskaïa, qui se trouverait actuellement en Russie, n'a pu être jointe pour une réaction. En 2017, elle s'était déclarée prête à témoigner devant le Congrès américain pour dissiper ce qu'elle appelle "l'hystérie collective".

L'inculpation prononcée mardi pourrait s'avérer essentielle pour étayer la thèse selon laquelle l'avocate russe était un agent du Kremlin lorsqu'elle a assisté à la rencontre avec des collaborateurs de Trump, ont déclaré certains responsables américains de la justice.

Source : Reuters

Parcs nationaux, aides sociales : les effets du "shutdown" aux Etats-Unis

7 janvier 2019

Parcs nationaux abandonnés, files d'attente dans les aéroports, aides aux plus démunis menacées : les effets de la fermeture partielle des administrations américaines sont nombreux. Les débris s'amoncellent autour des poubelles dans les parcs nationaux, faute d'employés fédéraux mis au chômage technique, même s'ils ont parfois été remplacés par des bénévoles.

Contrairement aux précédents "shutdowns", certains parcs nationaux sont restés ouverts en l'absence de Rangers en nombre suffisant pour assurer la sécurité.

L'entrée des sites, désormais gratuite, n'est pourtant pas sans risque pour les visiteurs.

Au moins sept personnes sont mortes dans des accidents depuis le 22 décembre, selon le décompte des médias américains. Pour payer ses employés dans les sites les plus visités, le Service des parcs nationaux a décidé de puiser dans le budget des billets d'entrée, habituellement sanctuarisé pour financer les infrastructures.

Le "shutdown" affecte le contrôle des bagages dans les aéroports. Les agents de l'Administration pour la sécurité des transports (TSA) ont été réquisitionnés car considérés comme du personnel essentiel. La TSA a toutefois observé une augmentation des arrêts-maladie depuis la fin décembre.

Les tribunaux chargés des dossiers d'immigration, déjà proches de l'asphyxie avec plus d'un million de dossiers en attente, sont également bloqués. La population la plus pauvre est l'une des victimes collatérales de ce "shutdown" qui affecte le ministère du Logement et de l'Urbanisme (HUD), chargé des aides aux locataires de logements sociaux.

Le HUD a demandé à 1.500 propriétaires d'utiliser leurs comptes de réserve et de ne pas expulser les locataires incapables de payer leur loyer.

Les bons alimentaires, émis par le ministère de l'Agriculture pour nourrir 38 millions de familles démunies pourraient également être limités à partir de février.

Avec près de 90% de ses effectifs en congés forcés, l'administration fiscale (IRS) va bientôt faire face au flot des feuilles d'impôts envoyées par les contribuables, qui ont jusqu'au 28 avril pour faire parvenir leur déclaration.

Source : AFP

Le sénateur Mitt Romney exprime ses doutes sur la stature de Donald Trump

3 janvier 2019

L'ancien candidat républicain à la présidentielle américaine Mitt Romney, fraîchement élu sénateur, a exprimé ses doutes concernant la stature de Donald Trump, estimant qu'il n'avait "pas endossé le costume" de président.

"La présidence Trump a effectué un piqué en décembre. (...) Sa conduite ces deux dernières années et tout particulièrement ses mesures ce mois-ci démontrent que le président n'a pas endossé le costume de sa fonction", déplore-t-il dans une tribune au Washington Post mercredi.

"Avec un pays aussi divisé, remonté et en colère, un leadership présidentiel riche de qualités de caractère est indispensable", poursuit celui qui s'apprête à entrer au Sénat après les élections de mi-mandat en novembre.

Ce n'est pas la première fois que les deux hommes croisent le fer.

Entre autres, il s'est alarmé le mois dernier de l'annonce présidentielle, contre toute attente, du retrait des soldats américains de Syrie, suivie de la démission de Jim Mattis en signe de protestation.

Source : AFP

USA : un rapport sur Parkland recommande d'armer les enseignants

3 janvier 2019

Un rapport sur la tuerie qui a coûté la vie à 17 personnes en février 2018 dans un lycée de Parkland en Floride recommande d'armer les enseignants, d'améliorer le suivi psychologique des élèves et d'encourager les policiers à se montrer plus agressifs dans la traque des auteurs de fusillade.

La tuerie de Parkland, énième crime de masse aux Etats-Unis, a déclenché un vaste mouvement lycéen et étudiant en faveur du contrôle des armes aux Etats-Unis, dont l'un des moments forts a été la "marche pour nos vies" le 24 mars à Washington.

La Floride a voté une loi baptisée "Marjory Stoneman Douglas High School Public Safety Act", du nom de l'établissement de Parkland où un jeune de 19 ans a abattu 14 élèves et 3 adultes le 14 février avec un fusil d'assaut semi-automatique.

Contestée par la NRA (National Rifle Association), le puissant lobby pro-armes aux Etats-Unis, la loi relève l'âge minimum légal pour acheter des armes à feu, impose un délai d'attente de trois jours pour toute vente de fusils et autorise certains employés d'établissements scolaires à être armés.

Le rapport préconise également de financer davantage les services de soutien psychologique en faveur des étudiants, de créer des abris dans les écoles, de verrouiller l'accès aux établissements pendant les cours ou d'encourager les policiers à traquer immédiatement un auteur de fusillade au lieu de rester en retrait.

Source : Reuters

2018, année-clé pour la régulation des armes à feu aux Etats-Unis

28 décembre 2018

Les partisans d'une plus grande régulation des armes à feu aux Etats-Unis l'assurent : l'année 2018 marque un tournant dans leur combat avec l'adoption de règles restrictives dans de nombreux Etats, à commencer par l'emblématique Floride.

Même si beaucoup reste à faire, ces militants se réjouissent aussi de l'élection en novembre de nombreux parlementaires ou gouverneurs favorables à leur cause.

"En 2018, nous avons renversé la vapeur", s'est félicitée Shannon Watts, fondatrice de l'organisation "Moms demand action", dans une tribune publiée par le Huffington Post.

Cette année, "nous avons vécu un mouvement tectonique", a renchéri l'organisation Giffords, fondée par une ancienne parlementaire rescapée d'une fusillade, en décomptant 67 nouvelles lois restrictives adoptées dans 27 Etats, républicains comme démocrates.

Certaines règles relèvent l'âge légal pour l'achat d'armes à feu, d'autres renforcent le contrôle des antécédents des acquéreurs. Ailleurs, elles permettent de confisquer les armes d'auteurs de violences conjugales ou de personnes signalées dangereuses.

Certains Etats ont bien voté des lois allant dans le sens contraire, en autorisant notamment le port d'armes dans les écoles ou les lieux de cultes (Dakota du Sud), mais "le lobby des armes a réussi à imposer moins de textes en 2018 que les années précédentes", estime le groupe Giffords.

Au niveau fédéral, en revanche, une seule mesure a été adoptée : l'administration a interdit début décembre les "bump stocks", des dispositifs qui permettent de tirer en rafale. Et l'administration n'entend pas toucher aux fusils d'assaut.

Aux Etats-Unis, le port d'armes est un droit garanti par la Constitution et 30% des adultes déclarent posséder au moins une arme à feu. Les armes à feu ont causé plus de 36.000 morts en 2018, toutes causes confondues. Et la tuerie dans un lycée de Parkland en Floride, qui a fait 17 morts le 14 février, a fait l'effet d'un électrochoc.

Un million et demi d'Américains sont alors descendus dans les rues pour demander un encadrement renforcé du port d'armes et le plaidoyer d'adolescents traumatisés a ému tout le pays.

Face à ces pressions, même la Floride a entamé de timides réformes.

Le puissant lobby pro-armes, la National Rifle Association (NRA), déverse depuis des années des millions de dollars lors des campagnes électorales pour assurer la victoire de ses candidats qui, une fois au Congrès, torpillent toute tentative de régulation.

Mais, autre fait notable pour cette année, les organisations militant pour un renforcement des règles ont dépensé davantage que la NRA.

Le puissant lobby n'a dépensé que dix millions de dollars pour les élections de mi-mandat contre 27 millions en 2014, selon son site internet.

A l'inverse, l'ancien maire de New York et milliardaire Michael Bloomberg a ouvert les cordons de sa bourse via son organisation "Everytown for gun safety".

Et cet investissement a payé : 83% des 66 candidats qu'il a soutenus ont gagné.

Les démocrates, qui ont repris le contrôle de la Chambre des représentants, ont promis d'introduire dans les 100 premiers jours un projet de loi pour renforcer la vérification des antécédents des acheteurs.

Source : AFP

Trump confie l'environnement à un ex-lobbyiste du charbon

9 janvier 2019

L'Agence américaine de l'environnement (EPA) sera dirigée par Andrew Wheeler, un ancien lobbyiste qui a notamment défendu les intérêts de l'industrie du charbon.

La présidence entend amplifier le détricotage des lois de protection de l'environnement coupables à ses yeux d'entraver l'exploitation des ressources fossiles américaines.

Source : Reuters

Trump stoppe l'aide fédérale contre les incendies en Californie

9 janvier 2019

Donald Trump a annoncé mercredi avoir ordonné la suspension de fonds d'aide d'urgence destinés à la lutte contre les feux de forêt et à la gestion des parcs en Californie, où des incendies d'une ampleur exceptionnelle ont fait 86 morts en novembre dernier.

Donald Trump a fait savoir qu'il avait demandé à la FEMA, l'agence fédérale gérant les situations d'urgence, de ne plus intervenir financièrement en Californie tant que cet Etat "n'aura pas une gestion efficace".

"Des milliards de dollars sont alloués à l'Etat de Californie pour des incendies de forêt qui ne se seraient jamais produits avec une gestion efficace", écrit Donald Trump sur son compte Twitter. Le président américain juge "honteux" le fonctionnement de l'Etat californien dirigé par les démocrates.

L'incendie géant baptisé Camp Fire, qui s'est déclaré le 8 novembre dans une région rurale à une centaine de kilomètres au nord de la capitale Sacramento, est le plus meurtrier de l'histoire de la Californie.

Quelque 62.000 hectares ont été dévastés par les flammes qui ont entièrement détruit la localité de Paradise et fait 86 morts.

Les déclarations de sinistre déposées auprès des compagnies d'assurance atteignaient neuf milliards de dollars en décembre et ce chiffre devrait encore augmenter.

La Californie est confrontée depuis plusieurs années aux effets d'une sécheresse récurrente, probablement liée au réchauffement climatique. L'Etat compte 28 parcs nationaux dont le financement et l'entretien dépendent de l'administration fédérale.

Source : Reuters

USA : Trump regrette de ne pas pouvoir profiter de taux "zéro"

8 janvier 2019

Le président américain, Donald Trump, a de nouveau critiqué mardi la politique monétaire menée par la Réserve fédérale en disant regretter que cette dernière n'ait pas maintenu les taux d'intérêt quasi-nuls pratiqués après la crise financière de 2007-2009.

"Les chiffres économiques semblent VRAIMENT bons. Imaginez si j'avais des taux d'intérêt à long terme à ZÉRO, comme l'administration précédente, au lieu des taux relevés très rapidement et normalisés que nous avons aujourd'hui. Ça aurait été TELLEMENT FACILE ! Malgré tout, les marchés sont en hausse énorme depuis l'Election de 2016 !", a-t-il écrit.

Le président américain a multiplié les critiques à l'encontre de la Fed ces derniers mois, lui reprochant de relever trop rapidement les taux d'intérêt et lui imputant la volatilité des marchés financiers. Vendredi, le président de la banque centrale, Jerome Powell, a déclaré qu'il ne démissionnerait pas si Trump le lui demandait, réaffirmant ainsi l'indépendance de l'institution.

Source : Reuters

Maduro prête serment pour un second mandat à la tête d'un Venezuela isolé

10 janvier 2019

Le président Nicolas Maduro prête serment ce jeudi pour un second mandat à la tête d'un pays diplomatiquement isolé et à l'économie défailante. Les conditions de sa réélection, en mai dernier, au terme d'un scrutin boycotté par l'opposition, ont conduit la quasi-totalité des 14 pays réunis au sein du Groupe régional de Lima à demander à Maduro de renoncer à sa charge.

Le nouveau président du Parlement vénézuélien, où l'opposition est majoritaire, a pour sa part affirmé que Maduro était un "usurpateur". Le Washington Post, citant une source anonyme, rapporte de son côté que le ministre vénézuélien de la Défense a demandé à Maduro de démissionner, menaçant de quitter le gouvernement si le président n'obtempérait pas.

S'il a remporté la présidentielle l'an dernier, c'est avant tout du fait du boycott des principaux partis de l'opposition. Car la situation économique du pays producteur de pétrole est alarmante avec une inflation qui approche des deux millions de pour cent.

Depuis 2015, selon les Nations unies, quelque trois millions de personnes ont émigré pour fuir leurs conditions de vie. Si peu de pays envisagent de fermer leur ambassade à Caracas ou de rompre avec le gouvernement Maduro, des sources diplomatiques notent que la grande majorité d'entre eux ne se feront pas représenter à l'investiture.

L'opposition a appelé à des manifestations ce jeudi. Les autorités ont répliqué en déployant un important dispositif de sécurité. Les grandes manifestations politiques de 2017 se sont estompées, laissant la place à des protestations quasi-quotidiennes contre la vie chère, les pénuries d'aliments et de médicaments ou la mauvaise qualité de l'eau.

Ce nouveau mandat coïncide également avec l'entrée dans ses fonctions au Brésil du président d'extrême droite Jair Bolsonaro, qui devrait prendre la tête d'une coalition régionale, soutenue par les Etats-Unis, pour s'opposer à un régime qu'il qualifie de "dictatorial".

Les analystes s'attendent notamment à une augmentation de la pression internationale sur Nicolas Maduro. Le Pérou a annoncé que le président vénézuélien et plusieurs membres de son gouvernement étaient désormais interdits d'entrée sur son territoire, tandis que Washington a annoncé de nouvelles sanctions financières contre des personnalités et des entreprises.

L'exode le plus massif de l'histoire récente de l'Amérique latine ne devrait pas s'arrêter : l'ONU estime que 2,3 millions de Vénézuéliens ont déjà fui leur pays depuis 2015 et prévoit que ce chiffre grimpe à 5,3 millions en 2019.

Face à l'écroulement de la production de pétrole du Venezuela, qui dispose pourtant des plus grandes réserves du monde de cet hydrocarbure, Nicolas Maduro a invité ses alliés à investir, non seulement dans le brut, mais aussi dans l'or, le diamant et le coltan.

Sources : Reuters, AFP

Deux ONG dénoncent la torture contre des soldats au Venezuela

9 janvier 2019

Des dizaines de militaires vénézuéliens accusés de conspirer contre le gouvernement du président Nicolas Maduro ont été arrêtés et torturés ces dernières années, écrivent deux organisations de défense des droits de l'homme dans un rapport publié mercredi.

Certains de leurs proches ont également été victimes d'abus, ajoutent l'ONG américaine Human Rights Watch et sa consœur vénézuélienne Foro Penal.

Cinq Etats latino-américains et le Canada ont annoncé en septembre avoir demandé à la Cour pénale internationale (CPI) d'enquêter sur des accusations de crimes contre l'humanité.

Les deux ONG détaillent 32 dossiers dans lequel des soldats accusés de complot et interpellés par les agents des Services de renseignement nationaux bolivariens (Sebin) et de la Direction générale du contre-espionnage militaire (DGCIM) ont été frappés, asphyxiés et électrocutés.

Faute d'obtenir des informations en nombre suffisant, ils s'en sont dans certains cas pris à des proches des militaires, ajoutent les organisations.

Plus de 170 soldats ont été arrêtés dans les premiers mois de 2018 pour trahison, rébellion ou désertion.

Source : Reuters

Venezuela : un juge de la Cour suprême fuit le pays, critique Maduro

7 janvier 2019

L'ancien juge de la Cour suprême vénézuélienne Christian Zerpa a déclaré dimanche depuis Miami avoir fui aux Etats-Unis pour protester contre le second mandat de Nicolas Maduro à la présidence du Venezuela.

Nicolas Maduro a été réélu en mai dernier à l'issue d'une élection présidentielle que les grands partis de l'opposition ont boycottée et que de nombreux pays, à l'image des Etats-Unis, considèrent comme truquée.

La plus haute juridiction du pays a déclaré qu'elle avait ouvert en novembre dernier une enquête contre Zerpa sur des accusations d'inconduite sexuelle et qu'elle avait estimé que Zerpa devait être congédié.

Zerpa a été pendant des années un allié précieux de Maduro à la Cour suprême, donnant en 2016 une justification légale à la décision du gouvernement Maduro de retirer au Congrès la majorité de ses prérogatives après que l'opposition y a acquis la majorité.

Source : Reuters

Pompeo veut faire "front commun" avec le Brésil face au Venezuela

2 janvier 2019

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a parlé mercredi avec le nouveau ministre brésilien des Affaires étrangères Ernesto Araujo de la situation au Venezuela et a souligné la nécessité de présenter un front commun face aux régimes autoritaires en Amérique latine.

S'adressant aux journalistes à l'issue de cet entretien au lendemain de l'investiture du président brésilien Jair Bolsonaro, Mike Pompeo a cité le Venezuela, Cuba et le Nicaragua parmi les pays qui ne respectent pas selon lui les valeurs démocratiques.

Source : Reuters

Poussés par la faim et la peur, des migrants rêvent d'un avenir aux Etats-Unis

10 janvier 2019

Ovidio Lopez Tum a quitté le Guatemala avec sa fille pour fuir les tentatives d'extorsion. Comme plusieurs milliers d'autres migrants en quête d'une vie meilleure, il a traversé le Mexique pour trouver refuge aux Etats-Unis.

Avec une vingtaine d'autres migrants, il est hébergé depuis début janvier à la basilique San Albino de Mesilla, au Nouveau-Mexique, après leur passage dans un centre de rétention du CBP.

Il dit avoir été bien traité, alors que le CBP est au centre d'une polémique après la mort de deux enfants migrants. L'arrivée massive de demandeurs d'asile à la frontière sud est qualifiée par le président Donald Trump de "crise humanitaire et sécuritaire".

Il a engagé un bras de fer au Congrès pour obtenir plus de 5 milliards de dollars pour construire une barrière anti-immigration.

Ovidio a peur pour la sécurité de sa femme et ses autres enfants restés à Chicaman, espérant qu'ils pourront le rejoindre dans l'Alabama où il a de la famille.

Gerbin Asmar Hernandez, 26 ans, a quitté le Honduras avec sa fille Annarut, 10 ans, pour fuir la pauvreté et la violence.

"Il n'y a pas d'autre solution, il faut partir", dit-il pour justifier sa décision.

Source : AFP

Sur la route des Etats-Unis, les enfants des sauf-conduits illusoires

2 janvier 2019

La mort aux Etats-Unis d'une fillette et d'un petit garçon originaires du Guatemala révèle que les passeurs font souvent croire aux émigrants illégaux qu'ils auront de meilleures chances d'avoir accès au "rêve américain" s'ils sont accompagnés d'enfants, selon les témoignages recueillis par l'AFP.

La mort des deux enfants a suscité une vive émotion, aux Etats-Unis et dans le monde.

C'est sans nul doute la misère qui jette parfois sur les routes des familles entières. Emmener les enfants, c'est également pour beaucoup de parents les soustraire au recrutement par des gangs de criminels.

Les expropriations de terres ancestrales pour faire place à de grands projets d'infrastructures ou les désastres provoqués par le changement climatique sont encore autant de causes de départs, selon les experts consultés par l'AFP.

Il n'en reste pas moins que des rumeurs circulent dans les communautés déshéritées sur le fait que la présence d'un enfant peut faciliter l'intégration au nord du Rio Grande, explique à l'AFP Roxana Palma, une responsable de la Maison du Migrant au Guatemala.

Très souvent, les passeurs, surnommés les "coyotes", ne disent pas la vérité sur les procédures d'immigration aux Etats-Unis et font seulement miroiter la perspective d'une vie meilleure, déplore-t-elle.

"Nous voyons aussi comment les réseaux de trafiquants de migrants et les coyotes recrutent, font payer et trompent les gens", souligne Danilo Rivera, le coordinateur de l'Institut centro-américain d'études sociales et pour le développement (Incedes).

Selon lui, ces réseaux utilisent même des radios locales dans les régions mayas de l'ouest du Guatemala pour faire croire qu'ils peuvent obtenir des visas et des voyages pour les Etats-Unis de manière "sûre et rapide". Les autorités guatémaltèques "ne font pas grand-chose" pour contrecarrer cette propagande mensongère, regrette Danilo Rivera.

Source : AFP

Le Brésil se retire du pacte de l'Onu sur les migrations

9 janvier 2019

Le Brésil s'est retiré du Pacte mondial de l'Onu sur les migrations, validé en juillet dernier par l'ensemble des pays membres de l'Onu sauf les Etats-Unis, a déclaré mardi un diplomate brésilien.

Le Pacte mondial des Nations unies sur les migrations a été adopté en juillet dernier par les 193 membres de l'Onu, à l'exception des Etats-Unis, mais seulement 164 pays l'ont officiellement signé lors de la réunion organisée en décembre à Marrakech.

Il recense 23 objectifs de coopération en matière de migrations et précise que chaque Etat est libre de décider qui il souhaite accueillir, ce qui n'a pas empêché de nombreux responsables de droite et d'extrême droite, y compris en France, de le présenter comme un encouragement à l'immigration massive.

Un nombre croissant de pays, principalement d'anciens pays communistes d'Europe de l'Est mais aussi l'Australie, Israël et le Chili, se sont retirés du pacte, qui est pourtant un texte non contraignant.

Source : Reuters

Brésil : le financement des ONG strictement encadré, dit Bolsonaro

7 janvier 2019

Le nouveau président d'extrême droite du Brésil, Jair Bolsonaro, a déclaré lundi que le financement des ONG actives dans le pays serait sévèrement encadré, illustration de la surveillance accrue qu'entend exercer le gouvernement sur ces organisations.

Un peu plus tôt, le secrétaire du gouvernement Carlos dos Santos Cruz, général en retraite de l'armée de terre, avait déclaré dans une interview au portail d'information G1 que l'objectif serait de vérifier si les ONG remplissent leur rôle, consistant à compléter ce que fait le gouvernement.

Un décret provisoire promulgué la semaine dernière confère au gouvernement des pouvoirs plus larges et restrictifs sur les ONG.

"L'intention du gouvernement est d'optimiser l'utilisation des fonds publics et de faire en sorte que les gens aidés par les ONG en tirent plus de bénéfices", a dit Cruz.

Source : Reuters

Brésil : malaise dans l'armée après les propos de Bolsonaro sur une base US

5 janvier 2019

En se déclarant ouvert à l'idée d'accueillir une base militaire des Etats-Unis au Brésil, le nouveau président Jair Bolsonaro a suscité un malaise dans les rangs des forces armées de son pays, a déclaré samedi à l'agence Reuters un haut gradé.

S'exprimant sous couvert d'anonymat, cet officier a souligné que l'armée brésilienne n'était pas favorable au projet que Bolsonaro a esquissé jeudi soir dans une interview télévisée.

Il a ajouté que ses déclarations avaient pris de court les officiers brésiliens.

Dans l'esprit du nouveau président, il s'agit de contrer l'influence russe au Venezuela.

Le sujet serait abordé lors de la visite que le nouveau président brésilien doit effectuer en mars prochain à Washington, où il sera reçu par Donald Trump.

Source : Reuters

Brésil : des soldats se déploient dans le Nord-est pour faire face aux violences

5 janvier 2019

Les troupes fédérales envoyées dans le Nord-est du Brésil pour endiguer une flambée de violence provoquée par des gangs criminels se sont déployées samedi, ont indiqué les autorités. Quelque 300 soldats doivent patrouiller pour mettre fin aux actes de vandalisme, a déclaré Guilherme Teophilo, secrétaire national de la Sécurité Publique.

L'ordre d'intervention a été signé par le nouveau ministre de la Justice et de la Sécurité Publique, l'ancien juge anticorruption Sergio Moro, après la multiplication "des attaques d'autobus, de bâtiments publics" attribuées à des "groupes criminels".

Cette crise est un premier test pour le président d'extrême-droite Jair Bolsonaro, entré en fonction mardi et élu en 2018 avec un programme de durcissement de la politique de sécurité et de renforcement du système judiciaire.

Selon les médias brésiliens, qui citent des sources du renseignement, les attaques seraient l'œuvre de groupes criminels qui entendent protester contre un durcissement des conditions de détention les empêchant de contrôler divers trafics depuis les prisons.

Le Brésil compte la troisième population carcérale au monde, avec 726.712 prisonniers enregistrés en juin 2016, soit deux fois plus que la capacité officielle des prisons, selon les derniers chiffres du ministère de la Justice.

Des émeutes meurtrières mettent régulièrement en lumière la situation déplorable du système pénitentiaire du plus grand pays d'Amérique latine, où les prisonniers s'entassent dans des établissements souvent vétustes et surpeuplés.

Bolsonaro souhaite mettre fin à la hausse de la criminalité au Brésil en garantissant l'impunité aux soldats et policiers faisant usage de la violence dans certaines circonstances, et en assouplissant les lois sur le port d'armes pour permettre aux "bons" citoyens de se faire justice eux-mêmes.

Source : AFP

Les militaires au centre de la sécurité à Rio : un bilan mitigé

28 décembre 2018

La présence de l'armée au cœur du dispositif de sécurité de l'État de Rio de Janeiro arrive à son terme au 31 décembre, avec une baisse de certains indicateurs de la violence, mais une augmentation sensible des morts lors d'opérations policières.

Cette mesure exceptionnelle et particulièrement drastique, baptisée "Intervention fédérale", a été prise par le président Michel Temer, pour qui les autorités locales n'étaient pas en mesure de faire face à la flambée de la violence.

Elle prend fin comme prévu à la fin de l'année, mais le nouveau gouverneur de l'État, Wilson Witzel a déjà indiqué qu'il comptait employer la méthode forte contre les narcotrafiquants. Il envisage notamment de les abattre à l'aide de snipers. Il envisagerait également d'utiliser des drones fabriqués en Israël, qui pourraient tirer à distance sur les trafiquants.

Le nouveau président du Brésil, Jair Bolsonaro (extrême droite) veut libéraliser le port d'armes dans un pays où ont lieu près de 64.000 homicides par an. Depuis le début de l'année, 1.444 personnes ont été tuées par des policiers, un record depuis que cette statistique est établie par l'ISP, soit depuis 1999, et ce sans même inclure les chiffres de décembre.

La plupart des victimes de la violence à Rio habitent des favelas. Ces quartiers pauvres à forte densité rassemblent près d'un quart de la population, la plupart du temps dans des conditions insalubres et sous le joug de narcotrafiquants ou de milices paramilitaires.

Par ailleurs, la plateforme numérique Fogo Cruzado, qui recense les fusillades à Rio, en a compté 8.237 depuis l'entrée en vigueur du décret jusqu'au 15 décembre, soit 59% de plus que sur la même période en 2017.

Le 30 novembre, le parquet brésilien a ouvert une enquête sur des faits présumés de torture attribués à des militaires.

Un rapport officiel a également recensé plus de 500 dénonciations de violations des droits de l'Homme, y compris plusieurs accusations de viol.

Source : AFP

Brésil : le gouvernement Bolsonaro en place, salué par la Bourse

3 janvier 2019

Les ministres du gouvernement de Jair Bolsonaro ont pris mercredi leurs fonctions, en ordre de bataille pour "remettre le Brésil debout" et avec la bénédiction de la Bourse de Sao Paulo qui a terminé la séance sur un record historique.

Le gouvernement a été resserré dans un souci d'efficacité mais est composé de personnalités en majorité inexpérimentées, ce qui n'a pas altéré l'optimisme des marchés qui attendent des mesures ultra-libérales.

Les ministres, parmi lesquels sept militaires à la retraite et seulement deux femmes, ont été intronisés au cours de cérémonies protocolaires, au lendemain de l'investiture en grande pompe du président Bolsonaro.

Jair Bolsonaro, 63 ans, veut radicalement rompre avec l'ordre établi et le gouvernement devrait rapidement se mettre au travail pour faire prendre à la première puissance latino-américaine un virage qui s'annonce brutal tant sur le plan économique que sociétal ou diplomatique avec un réaligement total sur les Etats-Unis.

Poids lourd du gouvernement, Paul Guedes, le ministre ultra-libéral de l'Economie auquel revient un portefeuille très élargi, a déclaré pendant son investiture que "la réforme des retraites était le premier et le plus grand défi" du gouvernement.

Star du gouvernement, le ministre de la Justice, l'ex-juge anticorruption Sergio Moro, figure emblématique de l'enquête contre la corruption "Lavage express" effectuée de Curitiba (sud), s'est dit confiant de pouvoir lutter plus efficacement contre ce fléau.

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a déclaré : "les Etats-Unis sont prêts à travailler à vos côtés" sur le plan économique "mais aussi de la sécurité". Il a également évoqué une "opportunité de travailler ensemble contre les régimes autoritaires", allusion à Cuba et au Venezuela, et fait une référence voilée à la nécessité de freiner l'expansionnisme chinois.

La politique étrangère de Jair Bolsonaro sera très "trumpienne" : rejet du multilatéralisme, des régimes étrangers de gauche, rapprochement avec Israël, critique de la Chine ou climato-scepticisme.

Dès mardi, le président a pris une mesure très polémique : la question de la démarcation des terres indigènes - qu'il a jugées "surdimensionnées" - est dorénavant du ressort du ministère de l'Agriculture, dirigé par une représentante du puissant lobby de l'agronégoce, Tereza Cristina da Costa.

Autre sujet de controverse, une ordonnance publiée mercredi stipule que le gouvernement pourra "superviser, coordonner, surveiller" les ONG, ce qui a suscité l'inquiétude de nombre d'entre elles, qui craignent d'être muselées.

Un strict code de conduite a aussi été édicté pour éviter les risques de népotisme, la corruption ayant totalement décrédibilisé les précédents gouvernements brésiliens, de gauche et de centre droit.

Source : AFP

Brésil : les défis du gouvernement Bolsonaro

2 janvier 2019

Les défis pour le gouvernement de Jair Bolsonaro sont immenses : redressement économique, épineuse réforme des retraites, privatisations, stature du Brésil dans le monde ou lutte contre la criminalité et la corruption qui gangrènent le Brésil.

- Economie -

Le Brésil est un grand pays exportateur, mais il sort d'une récession historique qui a effacé les bénéfices tirés de la période de prospérité qu'il a connue il y a dix ans.

Jair Bolsonaro a nommé l'ultra-libéral Paulo Guedes ministre de l'Economie pour mettre en œuvre une série de réformes destinées à réduire la dette publique (76% du PIB en octobre), notamment par des privatisations, une refonte fiscale et une politique visant à encourager les investissements étrangers.

Un des dossiers les plus délicats sera la réforme du régime des retraites qui requiert une révision constitutionnelle.

Son Parti social libéral (PSL) n'a pas de majorité dans les deux chambres du Congrès. Pour faire voter les réformes, il devra nouer des alliances avec différents groupes conservateurs.

- Diplomatie -

En rupture avec la tradition de multilatéralisme du Brésil, la politique étrangère devrait être largement inspirée par celle du président américain Donald Trump.

Le président élu a déjà annoncé le retrait de son pays du Pacte mondial pour les migrations et menace de faire de même avec l'Accord de Paris sur le climat.

Il devrait également décider prochainement d'un transfert à Jérusalem de l'ambassade du Brésil en Israël.

Il est par ailleurs hostile à ce que la Chine investisse davantage au Brésil et a assuré que son gouvernement ferait tout son possible "dans le cadre de la démocratie" pour agir contre les gouvernements socialistes cubain et vénézuélien.

- Enjeux intérieurs -

Jair Bolsonaro a promis de lutter contre la criminalité endémique qui ronge le Brésil et de mettre fin à la corruption qui gangrène la classe politique.

Il veut en particulier assouplir la réglementation sur le port d'armes, suscitant la crainte d'une recrudescence de la violence dans un pays où près de 64.000 homicides ont été recensés en 2017. Les policiers, responsables d'environ 5.000 morts par an, devraient également jouir d'une plus grande impunité.

Il a en outre nommé ministre de la Justice Sergio Moro, le juge ayant instruit à partir de 2014 le dossier "Lavage-express", la plus grande enquête anticorruption de l'histoire du Brésil, qui a permis de mettre des dizaines de dirigeants de tous bords sous les verrous, dont l'ex-président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2012).

Mais la corruption politique au Brésil est profondément enracinée et tout soupçon sur l'entourage de Jair Bolsonaro ou sur son parti pourrait ternir son image.

La protection de l'environnement et notamment de l'Amazonie, poumon vert de la planète, représente un autre défi.

Le président élu a déjà fait savoir qu'il ferait passer les intérêts miniers et agricoles en premier.

Source : AFP

Le président du Guatemala se débarrasse d'une mission anticorruption de l'ONU trop curieuse

9 janvier 2019

Le président du Guatemala Jimmy Morales a fini par se débarrasser cette semaine de la mission anticorruption de l'ONU, qui a commencé à plier bagage mardi, accusée de s'intéresser de trop près aux comptes de sa campagne électorale.

En dépit des critiques internationales, la ministre guatémaltèque des Affaires étrangères Sandra Jovel a annoncé lundi que son pays mettait fin de manière unilatérale à la mission de la Commission internationale contre la corruption et l'impunité au Guatemala (CICIG), accusée d'avoir outrepassé son mandat au détriment de la "souveraineté" nationale.

M. Guterres a protesté contre la décision du Guatemala, faisant valoir que la mission onusienne a été mise en place par un traité international datant de 2007.

Les milieux d'affaires guatémaltèques et les partis de droite ont apporté leur soutien au président Morales.

De leur côté, les organisations de défense des droits de l'homme, des populations indigènes et de l'Université ont demandé au gouvernement de revenir sur sa décision.

Le G13, qui groupe des pays et organisations qui coopèrent avec le Guatemala, a lui aussi exprimé son inquiétude devant la mesure qui frappe la mission de l'ONU.

Le bras de fer entre le président Morales et la mission onusienne se poursuit depuis un an et demi, après que la CICIG et le bureau du procureur eurent demandé à l'été 2017 la levée de l'immunité présidentielle pour enquêter sur les soupçons de financement électoral illicite pendant la campagne de 2015.

Les tensions entre le chef de l'Etat et la mission onusienne avaient en fait commencé dès 2016, lorsque le frère et le fils de Jimmy Morales avaient été accusés de fraude fiscale et de blanchiment d'argent.

Source : AFP

Le Nicaragua aborde l'année de tous les dangers entre répression et crise économique

5 janvier 2019

Le Nicaragua du président Daniel Ortega, toujours plus isolé sur la scène internationale, aborde une année pleine d'incertitudes, en proie à la crise économique et à la répression tous azimuts du régime contre la presse, les défenseurs des droits de l'homme et les opposants.

Dès le 11 janvier, le Conseil permanent de l'Organisation des États américains (OEA) évaluera si la "Charte démocratique interaméricaine" doit être appliquée, ce qui pourrait entraîner la suspension du Nicaragua de l'organisation. Une telle décision provoquerait "l'isolement complet du gouvernement", relève le politologue José Antonio Peraza.

Elle impliquerait également le gel de "tous les emprunts et débours de la Banque interaméricaine de développement (BID) et autres organismes multilatéraux" qui financent

environ 30% du budget du pays, l'un des plus pauvres du continent américain, souligne l'analyste.

Le pays pourrait également se retrouver privé des bénéfices de certains traités de libre échange qui lient les États-Unis et l'Amérique Centrale.

Le Nicaragua est secoué par une crise politique d'ampleur depuis le 18 avril, lorsque des manifestations ont éclaté contre un projet de réforme de la sécurité sociale, abandonné depuis.

La dureté de la répression a rapidement renforcé l'opposition contre le gouvernement, les manifestants réclamant la démission du président Daniel Ortega, 73 ans, au pouvoir depuis 2007, et de son épouse et vice-présidente Rosario Murillo.

Les violences politiques ont fait depuis lors plus de 320 morts. Au moins un demi-millier d'opposants ont été jetés en prison, tandis que plus de 50.000 Nicaraguayens ont pris le chemin de l'exil.

En décembre, le président américain Donald Trump a ratifié la loi Nica Act, limitant l'accès du Nicaragua aux crédits internationaux.

Ces sanctions interviennent alors que le président nicaraguayen ne peut plus compter sur le soutien du géant pétrolier vénézuélien, lui-même en grande difficulté.

Ayant criminalisé son opposition, le pouvoir nicaraguayen a retiré leur personnalité juridique à neuf ONG, tandis que cinq médias indépendants ont été mis à sac et fermés. Deux journalistes ont été emprisonnés et une dizaine d'autres, menacés de mort ou d'arrestation, ont choisi l'exil.

Les opérations policières et les perquisitions chez les opposants se poursuivent dans plusieurs villes du pays, selon des témoignages recueillis par l'AFP.

Pour l'ex-député d'opposition, Eliseo Núñez, "Daniel Ortega continuera à réprimer le peuple jusqu'à ce qu'il se soumette ou jusqu'à ce que la cocotte-minute explose".

Source : AFP

Pérou : des centaines de manifestants demandent la démission du procureur général

4 janvier 2019

Des centaines de personnes ont manifesté au Pérou pour demander la démission du procureur général qui avait tenté de destituer une équipe d'enquêteurs travaillant sur l'affaire de corruption autour du groupe brésilien de BTP Odebrecht impliquant de hautes personnalités politiques.

M. Chavarry avait destitué les procureurs José Domingo Perez et Rafael Vela, chargés notamment des dossiers de corruption présumée concernant quatre anciens présidents péruviens et la cheffe de l'opposition Keiko Fujimori.

Mais il les a réintégrés mercredi, sous la pression de l'opinion publique et du président Martin Vizcarra.

Keiko Fujimori, actuellement en détention préventive, est accusée d'avoir reçu des versements illégaux d'Odebrecht lors de sa campagne électorale de 2011.

Source : AFP

Cuba fête 60 ans de révolution et dénonce l'hostilité de Washington

2 janvier 2019

Raul Castro, premier secrétaire du Parti communiste cubain (PCC), a dénoncé mardi le retour des Etats-Unis à une politique hostile envers l'île socialiste, à l'occasion du 60e anniversaire de sa révolution.

"A nouveau, le gouvernement des Etats-Unis semble prendre le chemin de la confrontation avec Cuba et présenter notre pays pacifique et solidaire comme une menace pour la région", a déclaré l'ex-président (2008-2018) lors d'un discours prononcé face au cimetière de Santiago de Cuba (sud-est), où repose son frère Fidel, décédé fin 2016.

Washington et La Havane avaient entamé en décembre 2015 un rapprochement historique, mais l'arrivée à la Maison Blanche de Donald Trump, début 2017, a sonné le glas de cette réconciliation.

Tout en maintenant l'embargo économique imposé depuis 1962, M. Trump accuse Cuba de faire partie, avec le Venezuela et le Nicaragua, d'une "troïka de la tyrannie". La révolution cubaine est aujourd'hui fragilisée par la crise économique et l'isolement politique, la région ayant largement viré à droite.

Hasard du calendrier, l'anniversaire coïncidait avec l'investiture au Brésil du président d'extrême droite Jair Bolsonaro, qui a dit vouloir lutter contre les gouvernements du "dictateur cubain" Miguel Diaz-Canel et du "dictateur vénézuélien" Nicolas Maduro.

Ce dernier a été un des rares dirigeants étrangers à saluer La Havane en ce jour historique, en louant "60 ans d'indépendance, de courage et de dignité". Les présidents bolivien Evo Morales et nicaraguayen Daniel Ortega ont aussi envoyé leurs félicitations.

A Cuba, "l'héritage historique de la révolution cubaine semble très usé, tant d'un point de vue politique qu'économique", estime Jorge Duany, directeur de l'Institut de recherches cubaines de l'Université internationale de Floride.

Porteuse de grandes avancées sociales dans la santé et l'éducation, la révolution castriste avait séduit la population cubaine, au sortir de la dictature.

Mais elle a vite été critiquée par la communauté internationale sur les droits de l'homme et les prisonniers politiques (une centaine selon les organisations dissidentes).

Economiquement, elle est à bout de souffle : la croissance stagne autour de 1%, insuffisante pour couvrir les besoins de la population, soumise aux pénuries alimentaires.

Et La Havane ne peut guère compter sur un coup de pouce de ses alliés alors que le Venezuela, en crise, peine à l'approvisionner en pétrole.

Soutiens politiques, la Russie et la Chine ne sont pas disposés à subventionner ce pays comme l'a fait l'Union soviétique pendant 30 ans.

"Un défi, c'est l'économie, qui est asphyxiée", a reconnu Raul Castro, accusant une fois de plus l'embargo américain, qui a coûté l'an dernier "4,321 milliards de dollars" à Cuba.

Il a appelé à réduire les dépenses inutiles, à diversifier les exportations mais aussi à "encourager les investissements étrangers".

Justement, les autorités cubaines soumettront à référendum, le 24 février, une nouvelle Constitution qui reconnaît la propriété privée, le marché et l'investissement étranger.

Source : AFP

Des grillons derrière les "attaques acoustiques" contre les diplomates américains à Cuba ?

8 janvier 2019

Les "attaques acoustiques" dont des diplomates américains ont été victimes, selon Washington, sont "une manipulation" a affirmé lundi le ministre des Affaires étrangères cubain après une étude concluant à un son produit par des grillons.

Les autorités américaines affirment qu'au moins 24 personnes au sein de leur ambassade à La Havane ont souffert entre fin 2016 et août 2017 de migraines, nausées et légères lésions cérébrales, qu'elles pensent avoir été causées par des appareils acoustiques perfectionnés.

Les Etats-Unis ont retiré en réponse plus de la moitié de leur personnel diplomatique à Cuba, suspendu leurs activités consulaires à La Havane, et ordonné l'expulsion de 15 diplomates cubains du territoire américain, provoquant une crise diplomatique entre les deux pays.

Deux biologistes se sont penchés sur un enregistrement d'un bourdonnement censé faire partie de ces attaques acoustiques et ont conclu que le bruit en question correspondait au chant d'accouplement du grillon à queue courte de De Geer, présent dans les Caraïbes.

Source : AFP

EUROPE

Serbie : sans l'ébranler encore, la rue défie le président Vucic

11 janvier 2019

Jamais Aleksandar Vucic n'avait été ainsi défié : chaque samedi, des milliers d'opposants défilent à Belgrade "contre la dictature", unis par leur détestation de l'homme fort de Serbie, sans dessiner encore d'alternative politique.

Samedi, pour la sixième semaine consécutive, ils hueront un président jugé autocratique, réclameront Etat de droit et pluralisme médiatique, un point sur lequel l'Union européenne, que la Serbie veut rejoindre, a émis des critiques.

La colère est née de l'agression fin novembre d'un responsable de gauche, Borko Stefanovic. L'opposition incrimine des nervis du pouvoir, ce que réfute Aleksandar Vucic, élu au premier tour en avril 2017 après avoir été Premier ministre, et dont le parti progressiste (SNS) est hégémonique à l'assemblée comme localement.

Au-delà de la colère, la seule demande concrète concerne le départ des dirigeants de la chaîne publique nationale, la RTS. Fer de lance de la contestation, le comédien Branislav Trifunovic, 40 ans, demande "au moins 5 minutes d'antenne par jour" pour "briser le blocus médiatique".

Le premier défilé "en a pris beaucoup par surprise, y compris parmi les responsables" d'opposition, reconnaît auprès de l'AFP l'ex-maire centriste de Belgrade, Dragan Djilas. Mais il n'inquiète guère Aleksandar Vucic, faucon ultranationaliste converti en conservateur libéral pro-européen : il prévient que même "cinq millions" de manifestants ne l'ébranleront pas.

Selon les médias locaux, le président pourrait profiter de la venue de Vladimir Poutine jeudi pour répliquer par une démonstration de force de ses partisans. Il a aussi laissé entendre qu'il pourrait convoquer des élections législatives anticipées dont il serait favori.

Source : AFP

Bosnie : "fête nationale" des Serbes, un "mensonge" pour les Bosniaques

9 janvier 2019

Les Serbes de Bosnie ont célébré mercredi leur "fête nationale", marquant la naissance de leur "république" peu avant le conflit des années 1990, événement vécu comme une provocation par les Bosniaques musulmans qui crient au "mensonge".

Hostiles à l'idée d'indépendance de la Bosnie, voulue par les Bosniaques et les Croates, des dirigeants politiques des Serbes de Bosnie avaient proclamé le 9 janvier 1992 une "république des Serbes" de Bosnie, la "Republika Srpska". Trois mois plus tard éclatait un conflit qui allait durer jusqu'en 1995, faisant quelque 100.000 morts.

La Cour constitutionnelle de Bosnie a jugé en 2015 que cette fête était discriminatoire à l'égard de Bosniaques et des Croates.

Mais les dirigeants de la Republika Srpska n'ont pas cessé d'organiser les célébrations, en leur accordant même de plus en plus d'importance, irritant ainsi les Bosniaques.

Comme les années précédentes, ils ont organisé mercredi un défilé à Banja Luka (nord), la capitale de cette entité des Serbes de Bosnie.

Des milliers de personnes ont assisté au passage de policiers de l'entité, dont des forces spéciales et antiterroristes, suivis par des véhicules blindés.

Des anciens combattants serbes ont également défilé, ainsi que des pompiers, des clubs de sports ou encore des membres locaux des "Loups de la nuit", un club de motards pro-Poutine. Parmi les fondateurs de la Republika Srpska figurait notamment Radovan Karadzic, condamné par la justice internationale pour crimes de guerre.

Dans un message, le président de la Serbie, Aleksandar Vucic, a assuré que la Republika Srpska pourrait "toujours compter sur le soutien généreux" de son pays.

Des Bosniaques ont de leur côté visité le mémorial du massacre de Srebrenica.

Source : AFP

"Gilets jaunes" : Philippe essaie de rassurer l'Allemagne et l'Europe

10 janvier 2019

Répondre à la crise des "gilets jaunes" mais poursuivre les réformes : en visite en Allemagne, le Premier ministre a tenté jeudi de calmer les inquiétudes des partenaires étrangers à l'égard d'un possible "immobilisme" politique à Paris.

Le gouvernement a "la volonté résolue de poursuivre les réformes car l'immobilité serait probablement le plus grand risque", a assuré jeudi soir Edouard Philippe lors d'un dîner réunissant des chefs d'entreprise à la chambre de commerce et d'industrie de Cologne.

Malgré les images "choquantes" et d'une "grande violence" venues de France qui ont fait le tour du monde, le chef du gouvernement a décrit une France "sur la bonne voie" d'un point de vue économique, citant notamment une croissance "plutôt bonne".

Le mouvement des "gilets jaunes", a déjà contraint l'exécutif à dépenser plus de 10 milliards d'euros et gonfler le déficit 2019 au-delà de la barre européenne des 3%, pour calmer la fronde. Il suscite aussi de grands doutes en France et à l'étranger sur la capacité du président Macron à sortir de l'ornière et poursuivre sa ligne de "transformation".

Réformes des retraites, négociations sur l'assurance-chômage, grand débat national post-"gilets jaunes", élections européennes... : Emmanuel Macron et son Premier ministre vont devoir franchir de nombreuses haies en 2019, dans un contexte déjà explosif.

"Ce qui m'inquiète, c'est comment on revient à la normale. Tout est explosif, tout devient une mini-bombe", s'inquiète un député français de la majorité.

Des inquiétudes partagées en Allemagne.

Le président Macron entame la semaine prochaine une tournée des régions pour faire vivre le "grand débat national" qui doit faire remonter les doléances après le mouvement des "gilets jaunes". Le Premier ministre doit en préciser les derniers contours lundi, après d'ultimes réunions avec les partenaires sociaux et des élus locaux vendredi et lundi matin.

Source : AFP

Di Maio appelle les "Gilets jaunes" à "ne rien lâcher"

7 janvier 2019

"Gilet gialli, non mollate!" : le vice-président du Conseil italien Luigi Di Maio appelle, dans une lettre publiée lundi, les "Gilets jaunes" qui protestent depuis huit samedi consécutifs en France pour plus de pouvoir d'achat et de démocratie participative à "ne rien lâcher".

Nathalie Loiseau, la ministre des Affaires européennes, lui a sèchement répondu via Twitter, où elle a écrit : "La France se garde de donner des leçons à l'Italie. Que MM. Salvini et Di Maio apprennent à balayer devant leur propre porte."

Sur le blog du Mouvement cinq étoiles (M5S) qu'il dirige, Luigi Di Maio s'adresse directement aux contestataires français.

"Le Mouvement cinq étoiles est prêt à vous apporter le soutien dont vous avez besoin".

A cinq mois des élections européennes, Luigi Di Maio estime qu'une "nouvelle Europe est en train de naître, celle des Gilets jaunes, celle des mouvements, celle de la démocratie directe. C'est une dure bataille que nous pouvons mener ensemble".

Source : Reuters

Salvini prône un axe Rome-Varsovie pour un "printemps" européen

9 janvier 2019

Le ministre italien de l'Intérieur Matteo Salvini, chef de file de la Ligue (extrême droite), a souhaité mercredi que l'Italie et la Pologne travaillent ensemble à l'avènement d'un "nouveau printemps" en Europe, à l'occasion des élections européennes du mois de mai.

"La Pologne et l'Italie vont participer à un nouveau printemps de l'Europe, à la renaissance des valeurs européennes", a-t-il déclaré lors d'une visite à Varsovie. Salvini, qui tente de fédérer un bloc eurosceptique pour les européennes, a rencontré son homologue polonais Joachim Brudzinski pour discuter de politiques migratoires et de la sécurité aux frontières de l'UE.

Le vice-président du Conseil italien doit également rencontrer dans la journée Jaroslaw Kaczynski, chef de file du parti ultraconservateur Droit et Justice (PiS), pour parler d'une alliance des eurosceptiques au sein du futur Parlement européen.

Salvini estime que les élections du mois de mai sont cruciales pour la constitution d'un bloc qu'il qualifie de "réformiste" et dont il souhaite qu'il transforme les institutions européennes de l'intérieur. Le PiS souhaite lui aussi que les instances européennes interviennent moins dans les affaires nationales de chaque Etat membre.

Source : Reuters

Orban combattra Macron, champion "des forces pro-immigration" en Europe

10 janvier 2019

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban s'est engagé jeudi à combattre le président français Emmanuel Macron, qu'il a présenté comme le champion des "forces pro-immigration" en Europe.

Viktor Orban a dit espérer que les partis anti-immigration remporteront la majorité lors des élections au Parlement européen en mai prochain, afin de modifier la politique actuelle de l'exécutif de l'UE.

Il a par ailleurs dénoncé la politique de la chancelière Angela Merkel et l'attitude des médias allemands, qui "ne cessent de faire pression" pour que l'Europe accueille de plus en plus de migrants, méprisant ainsi le choix du peuple hongrois.

Viktor Orban a également salué l'initiative de la Pologne et de l'Italie en vue de former une alliance pour les prochaines élections européennes, afin de défendre les valeurs européennes face aux menées "immigrationnistes" des mondialistes.

Viktor Orban a marqué son agacement de voir le Parti populaire européen (PPE) au Parlement de Strasbourg, auquel appartient sa formation Fidesz, se chercher des alliés à gauche, parmi les partis pro-immigration, au lieu de compter sur les mouvements présentés aujourd'hui comme "populistes".

Source : Reuters

Démantèlement d'un réseau de matches de tennis truqués en Espagne

10 janvier 2019

La Garde civile espagnole a interpellé 15 personnes impliquées dans un réseau de matches de tennis truqués dirigé par une organisation criminelle arménienne, a annoncé jeudi Europol, l'agence européenne de lutte contre la criminalité internationale et le terrorisme. Les enquêteurs ont découvert que l'organisation criminelle avait empoché plusieurs millions d'euros.

La police espagnole a procédé à onze perquisitions au cours desquelles elle a saisi 167.000 euros en liquide, un fusil à pompe, une cinquantaine d'équipements électroniques, des cartes de crédit, cinq véhicules de luxe et des documents.

Quarante-deux comptes bancaires ont été gelés tandis que 68 autres personnes font l'objet d'investigations de la part des enquêteurs. Parmi les 83 personnes concernées par cette affaire, 28 sont des joueurs de tennis professionnels engagés dans le circuit de jeunes. Un des joueurs dont l'identité n'a pas été dévoilée a participé à l'US Open en 2018.

Source : Reuters

Dix ans après la crise, la très lente récupération des villes fantômes d'Espagne

30 décembre 2018

Des squelettes de béton hantent encore l'Espagne dix ans après l'éclatement de la bulle immobilière. Malgré la reprise économique, ces milliers d'immeubles construits avant la crise restent vides, des "villes fantômes". Mais certaines ressuscitent lentement.

Des herbes folles ont envahi les centaines d'ossatures d'immeubles, sans fenêtre ni porte, qui se dressent tels des spectres derrière la petite commune de Buniel, près de Burgos, à 250 km au nord de Madrid.

Des sacs de ciment abandonnés gisent au pied des maisons inachevées en brique rouge, un chantier en suspens : bienvenue à la "Ciudad Jardin Soto Real", qui était censée devenir une zone résidentielle pimpante pour un millier de familles. Mais son promoteur a déposé le bilan lors de la crise de 2008, abandonnant les travaux à l'instar de nombreux constructeurs.

Avant cette crise, "il y avait eu une production exagérée, énorme" de logements en périphérie des centres urbains pour compenser une forte augmentation des prix, quand de plus en plus d'Espagnols investissaient dans l'immobilier et que les prêts hypothécaires étaient plus faciles à obtenir, explique à l'AFP l'analyste José Luis Ruiz Bartolomé.

La corruption a encore alimenté la fièvre bâtisseuse, des élus locaux autorisant la construction sur des terrains où elle était jusque-là interdite.

Rien qu'en 2006, 900.000 nouveaux chantiers ont été ouverts en Espagne, selon le portail immobilier Idealista. En 2017, dix fois moins.

"Nous devons accepter que nous garderons des villes fantômes" en Espagne, estime aujourd'hui Fernando Encinar, chef des études chez Idealista, car on a construit "dans des zones où personne ne veut vivre".

Certains quartiers pourtant se ravivent.

Valdeluz, par exemple, accueille désormais 4.000 habitants. Ce réveil progressif a été possible grâce à la revente à petit prix des appartements rachetés par les banques aux constructeurs en faillite.

Surtout, depuis la reprise de la croissance en 2014, la ville située "au bout d'un axe économique très important" entre Madrid et Guadalajara a bénéficié du rayonnement de la capitale, pointe M. Ruiz Bartolomé, l'analyste.

Pour José Miguel Cocera, maire de Yebes-Valdeluz, la clef a été d'investir dans les services afin d'attirer des habitants.

Pour dynamiser la ville, "ce qu'il manque (...) ce sont de grandes entreprises", estime le maire, qui veut développer en 2019 une zone industrielle spécialisée dans la technologie.

Source : AFP

Le "droit à l'oubli" se limite à l'UE, selon l'avocat général de la Cour de justice

10 janvier 2019

Le "droit à l'oubli" des internautes européens n'a pas de portée mondiale pour les moteurs comme Google, a plaidé jeudi l'avocat général de la Cour de justice de l'UE, dans une affaire emblématique du conflit entre protection de la vie privée et liberté d'expression.

Ces conclusions favorables à Google, dans le cadre d'un litige entre le géant américain et le régulateur français de la protection des données, ne sont qu'un avis. Les juges européens seront libres de le suivre ou non dans l'arrêt qu'ils rendront à une date non encore précisée.

Leur décision aura des implications cruciales pour le tout jeune "droit à l'oubli", consacré en 2014 par la justice européenne. Tout Européen peut depuis obtenir, sous conditions, la suppression de liens qui s'affichent dans la liste des résultats d'un moteur de recherche, après une requête portant sur son nom.

Mais en 2016, en France, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) avait infligé une amende de 100.000 euros à Google, lui reprochant de limiter ce "droit à l'oubli" aux seules versions européennes du moteur de recherche.

Selon le régulateur français, les suppressions de liens devraient en effet s'appliquer sur toutes les versions du moteur de recherche dans le monde pour être efficaces.

Le groupe américain juge de son côté qu'il respecte le "droit à l'oubli", non seulement dans le pays des demandeurs européens mais sur tout le territoire de l'UE.

Aller au-delà présenterait des risques pour la liberté d'expression, estime-t-il, avec le soutien de plusieurs organisations de défense des droits.

Cela risquerait de permettre à certains pays autoritaires dans le monde d'utiliser ce précédent pour restreindre l'accès à certaines informations, font-ils valoir.

Google a donc contesté sa condamnation devant le Conseil d'Etat français, et ce dernier a sollicité l'avis de la CJUE.

L'avocat général de la Cour est allé jeudi dans le sens du géant américain.

L'UE a encore son statut pionnier dans la régulation des acteurs du numérique avec l'entrée en vigueur en 2018 du "Règlement général sur la protection des données".

Cette législation instaure des droits renforcés pour les internautes et des sanctions inédites en cas d'abus de la part des entreprises.

Source : AFP

En froid avec Bruxelles, la Roumanie prend la barre de l'UE

1^{er} janvier 2019

La Roumanie a pris mardi la tête d'une Union européenne secouée par le Brexit et la montée des eurosceptiques, faisant craindre une présidence agitée alors que la majorité de gauche au pouvoir dans ce pays a multiplié les diatribes contre Bruxelles.

Finalisation du Brexit d'ici mars, élections européennes en mai avec des forces souverainistes en embuscade, difficultés à boucler le budget communautaire... rarement une présidence tournante aura été confrontée à autant de défis.

La Roumanie, qui va chapeauter l'UE pour la première fois depuis son adhésion en 2007, succédant à l'Autriche, a longtemps été classé parmi les pays les plus europhiles parmi les Vingt-Huit.

Mais elle a vu ses relations avec Bruxelles se détériorer fortement ces derniers mois, sur fond de réformes controversées du système judiciaire initiées par le Parti social-démocrate (PSD) au pouvoir.

Emboîtant le pas au dirigeant hongrois Viktor Orbán, le patron du PSD Liviu Dragnea, considéré comme l'homme fort du pays, a multiplié les attaques contre la Commission, qualifiant celle-ci d'"inique" après qu'elle a demandé l'abandon de ces réformes, accusées de saper la lutte contre la corruption.

Dans un entretien paru il y a quelques jours dans le quotidien allemand Die Welt, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a répliqué en estimant que "le gouvernement de Bucarest n'a pas encore pleinement compris ce que signifie présider les pays de l'UE".

Les soubresauts de la politique roumaine et la volonté de la majorité de mener coûte que coûte sa réforme judiciaire risquent de peser sur la présidence de l'UE.

Bucarest veut faire passer rapidement un décret d'amnistie qui pourrait bénéficier aux responsables politiques ayant des démêlés avec la justice.

Un tel projet marquerait le franchissement d'une ligne rouge, prévient-on de source européenne. La Roumanie, qui "pâtit déjà d'un handicap en termes de crédibilité", devrait alors dépenser son énergie à se défendre vis-à-vis de ses partenaires au lieu de s'occuper des dossiers européens, avertit la même source.

Source : AFP

La Grèce est entrée dans une "nouvelle ère", se félicite Merkel à Athènes

10 janvier 2019

La Grèce est entrée dans une "nouvelle ère", mais doit poursuivre sur la voie des réformes, a estimé jeudi Angela Merkel, en visite à Athènes six mois après la fin du troisième plan de sauvetage financier.

"Je suis particulièrement heureuse de constater que la situation a beaucoup changé et que le chômage a diminué (...) Bien sûr, ce n'est pas la fin (...) des réformes, mais le début d'une nouvelle situation".

Moyennant des mesures d'austérité draconiennes, que la plupart des Grecs imputent à l'Allemagne, Athènes a reçu 288 milliards d'euros depuis avril 2010 dans le cadre des trois plans d'aide, dont le dernier s'est achevé en août.

Quelques centaines de personnes se sont rassemblées pour protester contre la visite de la chancelière et les forces de l'ordre ont fait usage de gaz lacrymogène pour les disperser, selon un journaliste de Reuters sur place.

Source : Reuters

Grèce : une organisation d'extrême gauche revendique un attentat contre un groupe de médias

9 janvier 2019

Un groupe d'extrême gauche a revendiqué mercredi un attentat à la bombe perpétré le mois dernier à Athènes contre un des principaux groupes de médias grecs.

L'explosion de l'engin artisanal, qui visait un bâtiment abritant le siège de la radiotélévision privée Skaï, dans la banlieue balnéaire d'Athènes, n'avait pas fait de victime.

Dans sa revendication, le Groupe des combattants populaires (OLA, extrême gauche) a dénoncé les liens corrompus prévalant selon lui entre les médias et la classe politique. L'OLA avait déjà revendiqué au moins cinq attentats similaires depuis son apparition en 2013.

Les attentats visant des radiotélévisions, banques, établissements publics ou représentations diplomatiques sont récurrents en Grèce depuis des années, imputés à des groupes anarchistes ou d'extrême gauche.

Source : AFP

Allemagne : vives condamnations après l'agression d'un élu d'extrême droite

8 janvier 2019

Tous les responsables politiques allemands, à commencer par la chancelière Angela Merkel, ont condamné mardi le passage à tabac d'un député d'extrême droite, nouvelle illustration d'un climat politique plus polarisé que jamais en Allemagne.

L'agression dont a été victime Frank Magnitz, député national et chef de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD) à Brême, s'est produite lundi en fin d'après-midi dans le centre de cette ville-Etat régional, selon la police.

L'Alternative pour l'Allemagne se pose en victime de l'ostracisme dont elle s'estime la cible de la part des autres formations politiques. Dans sa ligne de mire notamment : les partis de gauche, coresponsables à ses yeux du passage à tabac en raison de leur refus de condamner avec suffisamment de force les mouvements radicaux et violents de l'extrême gauche.

En septembre 2017, l'AfD est devenue le premier parti d'opposition à la chambre des députés, face au gouvernement de la chancelière Angela Merkel constitué des conservateurs et des sociaux-démocrates.

Il est crédité de 15% des intentions de vote, au même niveau que les sociaux-démocrates, mais arrive derrière les démocrates-chrétiens de Mme Merkel (30%) et les Verts (17%). L'AfD a fait d'Angela Merkel sa cible privilégiée, l'accusant d'avoir fait bondir la criminalité en laissant plus d'un million de demandeurs d'asile entrer en Allemagne en 2015 et 2016.

Ce mouvement anti migrants a bouleversé la vie politique jusqu'ici policée du pays, transformant régulièrement les débats parlementaires en affrontements.

Ces tensions se répercutent aussi dans la rue, où, en marge de manifestations, des échauffourées entre partisans de l'extrême droite et opposants d'extrême gauche ont régulièrement lieu.

Jeudi dernier, un bureau de l'AfD dans la région de Saxe, un de ses bastions, a été endommagé par l'activation d'un explosif caché dans une poubelle. Les enquêteurs soupçonnent un attentat politique. La police a recensé au moins huit attaques contre des bureaux de ce mouvement d'extrême droite depuis la mi-décembre, selon la chaîne publique de télévision ARD.

Source : AFP

Un jeune Allemand de 20 ans auteur d'une massive cyberattaque "par agacement"

8 janvier 2019

Le jeune auteur présumé d'une massive cyberattaque en Allemagne a agi en réaction à des propos de responsables politiques et de personnalités qui l'ont agacé, ont déclaré mardi les autorités.

Ce piratage de grande envergure, révélé vendredi, a choqué le pays.

Selon les premiers éléments de l'enquête, il semble qu'il soit l'œuvre d'un Allemand de 20 ans, encore scolarisé, vivant chez ses parents, qui a réussi depuis sa chambre à pirater et diffuser sur des comptes twitter des données confidentielles d'un millier de responsables politiques, dont la chancelière Angela Merkel, de journalistes et de personnalités publiques.

Aucune information très sensible n'a toutefois fuité.

L'affaire s'est avérée embarrassante pour le gouvernement, accusé d'incurie dans la lutte contre la cybercriminalité.

D'autant que les autorités étaient au courant depuis décembre qu'un piratage était en cours mais n'en ont pas immédiatement averti les responsables politiques et personnalités concernées.

Ces dernières années, le Bundestag et des partis politiques ont aussi été pris pour cible par des cyberattaques émanant, selon Berlin, de services de renseignement étrangers.

Des hackers russes ont notamment été soupçonnés d'orchestrer ces opérations. L'Allemagne s'inquiète régulièrement de possibles tentatives, de la Russie notamment, de tenter d'influencer le climat politique national via des cyberattaques ou des actions de désinformation.

Source : AFP

Plus de 2.260 migrants sont morts en tentant de traverser la Méditerranée en 2018

3 janvier 2019

Des arrivées en baisse, mais plus de 2.260 morts : la Méditerranée est restée l'an dernier la voie maritime la plus meurtrière pour les migrants, selon le HCR qui a appelé les pays européens à "sortir de l'impasse".

Un total de 2.262 migrants sont "morts ou portés disparus" en tentant de traverser la Méditerranée en 2018, contre 3.139 l'année précédente, selon les chiffres publiés par le Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés (HCR) sur son site internet.

Du côté des arrivées, 114.941 personnes ont traversé la mer pour gagner les côtes des pays méditerranéens en 2018, soit une baisse par rapport à l'année précédente, selon le HCR.

A cela il faut ajouter quelque 6.800 personnes enregistrées dans les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla en territoire africain, mais qui n'ont pas traversé la mer.

Ces chiffres marquent une chute drastique par rapport au "pic" de 1 million d'arrivées en 2015, au cœur de la crise des réfugiés. Mais pour les décès, la baisse est moins marquée : il y avait alors eu près de 3.800 morts.

L'année 2018 a été marquée par une crise diplomatique entre pays européens autour de l'accueil des réfugiés, notamment après que le gouvernement italien, au fort discours anti-migrants, a fermé les ports aux bateaux humanitaires cet été.

Alors que la voie principale de migration passait jusque-là par la Libye et l'Italie, l'Espagne est ainsi redevenue l'an dernier la première porte d'entrée en Europe. Cette tendance pourrait se poursuivre puisque les garde-côtes espagnols ont indiqué mercredi avoir porté secours à 401 migrants au cours des deux premiers jours de 2019.

De son côté, l'Italie a enregistré 23.371 arrivées, en chute libre par rapport à 2017, et la Grèce 32.497.

En 2018, le premier pays d'origine des migrants était la Guinée, suivi du Maroc et du Mali. La Syrie n'était que le quatrième pays d'origine des arrivants, suivie de l'Afghanistan et de l'Irak.

Autre conséquence, plusieurs navires humanitaires ont été contraints d'errer en Méditerranée depuis l'été, faute de savoir où accoster. Chaque situation s'était débloquée avec un accord trouvé dans l'urgence entre pays européens pour la répartition des réfugiés.

Les navires humanitaires, qui dénoncent des entraves, sont de moins en moins nombreux à œuvrer : début décembre, Médecins sans frontières et SOS Méditerranée ont dû mettre un terme aux opérations de l'Aquarius. MSF avait alors pointé la responsabilité des gouvernements européens dans les décès, "en soutenant les garde-côtes libyens pour intercepter les personnes".

Source : AFP

Grande Bretagne : arrestation de deux passeurs de migrants en Manche ; renforcement des patrouilles britanniques

3 janvier 2019

Les autorités britanniques ont annoncé mercredi soir avoir arrêté deux hommes suspectés de faire passer des migrants en Grande-Bretagne depuis la France à travers la Manche.

Un ressortissant iranien âgé de 33 ans et un citoyen britannique de 24 ans ont été arrêtés à Manchester, a déclaré l'Agence nationale contre le crime (NCA) britannique.

Le nombre de migrants qui ont tenté de traverser la Manche à partir de la France a été en augmentation en 2018 par rapport à 2017, a déclaré en début de semaine le ministre britannique de l'Intérieur, Sajid Javid.

Il a ajouté que la marine britannique rappelait deux patrouilleurs en mission pour qu'ils rejoignent les trois autres navires chargés de faire face à l'afflux d'embarcations précaires en provenance de France, qu'il a qualifié d'"incident majeur".

Source : Reuters

Manche : le ministre britannique de l'Intérieur critique les demandeurs d'asile

2 janvier 2019

Le ministre britannique de l'Intérieur Sajid Javid a mis en doute le statut de demandeur d'asile des migrants qui risquent leur vie en tentant de traverser la Manche à bord de fragiles embarcations.

"Si vous êtes un véritable demandeur d'asile, pourquoi n'avez-vous pas demandé l'asile dans le premier pays sûr où vous êtes arrivé ?", s'est-il interrogé, alors que ce genre de traversées se multiplient.

Selon M. Javid, 539 migrants ont tenté de traverser la Manche à bord de petites embarcations en 2018, dont 80% dans les trois derniers mois. Ils étaient selon lui 230 pour le seul mois de décembre.

Le ministre s'est en particulier étonné que les migrants ne déposent pas leurs demandes d'asile en France : "La France n'est pas un pays dont quiconque défendrait qu'il ne soit pas sûr."

M. Javid a évoqué des traversées "incroyablement dangereuses" et s'est efforcé de décourager les candidats au voyage.

"Si vous arrivez au Royaume-Uni, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour que vous ne réussissiez pas, parce que nous devons briser cette filière. Briser cette filière veut dire sauver plus de vies".

Ces propos lui ont attiré les critiques d'une responsable de l'organisation d'aide aux réfugiés Refugee Action, Lisa Doyle, qui a déploré des commentaires "profondément préoccupants". Oxfam a abondé dans le même sens.

"Tous ceux qui arrivent dans ce pays pour se protéger de la guerre ou de la persécution devraient voir leur demande d'asile prise en considération. La rejeter parce que nous n'aimons pas la manière dont ils arrivent serait illégal et constitue une insulte à l'équité et au sens moral", a réagi Jon Date, responsable des relations avec le gouvernement de l'ONG.

M. Javid a annoncé lundi un renforcement des patrouilles de la police aux frontières britannique sur la Manche, notamment grâce au redéploiement de deux navires basés en Méditerranée.

Un "plan d'action renforcé" avec la France a été décidé la veille, prévoyant plus de patrouilles, une lutte accrue contre les trafiquants et des efforts de sensibilisation auprès des migrants.

Source : AFP

Grande-Bretagne : des ministres évoquent un report du Brexit

11 janvier 2019

Le gouvernement britannique a démenti vendredi l'hypothèse d'un report de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne au-delà de la date prévue du 29 mars, évoquée par le London Evening Standard.

Selon plusieurs ministres cités vendredi par le quotidien, cette hypothèse semble de plus en plus probable en raison de la masse de textes législatifs à adopter avant cette échéance.

Une porte-parole de Theresa May a démenti.

La Chambre des communes doit voter mardi prochain sur le projet d'accord conclu entre le gouvernement de Theresa May et les autorités de l'Union mais le rejet du texte est désormais considéré comme l'hypothèse la plus probable.

Source : Reuters

Brexit : des députés britanniques inquiets pour leur sécurité

8 janvier 2019

Plus de 50 députés britanniques ont écrit à la cheffe de Scotland Yard, inquiets pour leur sécurité après des incidents survenus aux abords du Parlement sur fond de tensions liées au Brexit.

Ils pointent du doigt des individus "liés à l'extrême droite" se "livrant de plus en plus à des actes d'intimidation, potentiellement criminels, envers des députés, des journalistes, des militants".

Le Royaume-Uni a voté en juin 2016 pour quitter l'Union européenne, à l'issue d'une campagne qui a laissé le pays profondément divisé.

Une semaine avant le référendum sur le Brexit, la députée travailliste et pro-européenne Jo Cox avait été assassinée par un sympathisant néo-nazi, un drame qui a marqué l'opinion.

La sortie du Royaume-Uni de l'UE est prévue le 29 mars et les députés britanniques doivent voter la semaine prochaine sur l'accord négocié par la Première ministre Theresa May avec Bruxelles.

Source : AFP

Des policiers anglais et écossais en renfort en Irlande du Nord en cas de troubles

3 janvier 2019

Un millier de policiers anglais et écossais vont suivre un entraînement spécifique afin de pouvoir être déployés en Irlande du Nord dans l'éventualité où un Brexit sans accord susciterait des troubles, rapporte tard jeudi soir le Guardian sur son site internet.

Cette option est jugée nécessaire pour faire face à la possibilité de troubles à l'ordre public qui trouveraient leur origine dans les mécanismes susceptibles d'être mis en place à la frontière en cas de divorce sans accord, écrit le journal.

La frontière irlandaise deviendra en effet l'unique frontière physique entre le Royaume-Uni et l'UE. Le rétablissement de contrôles fragiliserait l'accord de paix d'avril 1998 qui a mis fin à trente années de troubles en Irlande du Nord.

Le Brexit est fixé au 29 mars prochain.

Source : Reuters

Les aéroports londoniens vont se doter d'équipements contre les drones

3 janvier 2019

Les aéroports londoniens de Gatwick et de Heathrow ont passé commande d'équipements de défense de type militaire pour faire face au risque posé par les drones, rapporte jeudi le quotidien The Times.

Le mois dernier, juste avant Noël, des intrusions de drone ont perturbé trois jours durant le trafic aérien à Gatwick, le deuxième aéroport de Grande-Bretagne. Des dizaines de milliers de passagers ont été affectés. Ces incidents ont mis en lumière la vulnérabilité des aéroports à ce risque d'un nouveau type.

Source : Reuters

Dublin : la crise immobilière pénalise de nombreux habitants

23 décembre 2018

Aris partage avec deux autres personnes un appartement de 30m² à Dublin pour un loyer de 850 euros. Et son cas n'est pas rare dans la capitale irlandaise, où les prix de l'immobilier atteignent des sommets et provoquent la colère de la population.

A Dublin, le prix moyen des loyers oscille entre 1.600 et 2.000 euros.

Les causes de cette hausse des prix des logements, qui dure depuis la crise immobilière de 2008, sont multiples. L'arrêt des constructions à l'époque y est pour beaucoup, avec en corollaire un nombre insuffisant de logements sociaux et un manque de grandes surfaces disponibles.

Mais d'autres facteurs s'ajoutent, comme une démographie galopante en raison d'un taux de natalité élevé et d'une immigration en hausse, ou encore la cupidité de nombre de propriétaires, encouragée par le fait que Dublin, pôle technologique, attire de nombreux cadres supérieurs, ce qui tire les loyers vers le haut.

Sans oublier l'effet Airbnb : la plateforme favorise les locations de courte durée pour laquelle elle fait l'intermédiaire entre particuliers, en misant sur l'attrait de Dublin comme destination pour un week-end, au détriment des locations sur le long terme.

Résultat : depuis plusieurs mois, des manifestations quasi quotidiennes ont lieu pour protester contre cette situation et réclamer des logements à prix abordable, alors que des locataires sont appauvris par la hausse des loyers et que des familles se retrouvent à la rue.

En août, les images d'une jeune mère qui passait la nuit avec six de ses enfants dans un commissariat de police, couchés sur des chaises métalliques de salle d'attente avaient choqué le pays.

Un mois plus tard, des policiers en cagoules et des vigiles ont expulsé des manifestants d'une immense maison inhabitée du centre de Dublin, avec un usage de la force dénoncé par beaucoup comme excessif.

En parallèle des grandes marches, des militants pour le droit à un logement abordable ont également occupé des locaux d'Airbnb, dont le QG européen est à Dublin.

En novembre, des militants ont aussi envahi les bureaux de l'organisme public chargé de régler les conflits dans la location.

Le gouvernement du Premier Ministre Leo Varadkar prévoit de fixer des limites de location à Airbnb, ainsi que de lourdes pénalités de 30.000 euros pour les propriétaires qui enfreindraient les plafonds fixés pour les augmentations de loyer.

Et il essaie de pallier le manque en construisant des habitations.

Source : AFP

RELATIONS INTERNATIONALES

Enquête russe : Moscou demande des explications à Washington

11 janvier 2019

Moscou a demandé des explications aux Etats-Unis concernant les faits reprochés à une avocate russe impliquée dans l'enquête sur les ingérences russes dans la campagne présidentielle de 2016.

Natalia Vesselnitskaïa a été inculpée mardi d'entrave à la justice dans une affaire sans rapport avec cette enquête, qui pourrait toutefois démontrer ses liens avec le Kremlin.

Maria Zakharova, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a déploré que l'inculpation de citoyens russes sur la base de vagues soupçons devienne une habitude aux Etats-Unis.

Natalia Vesselnitskaïa est soupçonnée d'avoir "pris part à l'élaboration, en coopération secrète avec un procureur russe de haut rang", de documents censés disculper les prévenus qu'elle défendait.

L'inculpation de l'avocate, qui a assisté en juin 2016 à une réunion avec des collaborateurs de Donald Trump à la Trump Tower de New York, pourrait s'avérer essentielle pour étayer la thèse selon laquelle il s'agissait d'un agent du Kremlin, dit-on de sources judiciaires.

Source : Reuters

Moscou disposé à discuter avec Washington du traité FNI

9 janvier 2019

La Russie est disposée à mener des discussions diplomatiques et militaires avec les Etats-Unis concernant le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (FNI) conclu en 1987, a déclaré mercredi le ministre adjoint des Affaires étrangères.

Le président américain Donald Trump a annoncé en octobre dernier que les Etats-Unis allaient se retirer du traité FNI, accusant Moscou de ne pas le respecter. Le Kremlin a rejeté ces accusations.

Source : Reuters

Iran et Russie prévoient des manœuvres navales en mer Caspienne

6 janvier 2019

L'Iran et la Russie ont programmé des manœuvres navales conjointes en mer Caspienne, à en croire le commandant de la marine iranienne, cité dimanche par l'agence iranienne Mers.

Ces exercices "tactiques, de sauvetage et de lutte contre la piraterie" auront lieu "dans un proche avenir", déclare le contre-amiral Hossein Khanzadi à l'agence de presse.

L'Iran et la Russie, deux pays militairement engagés en Syrie aux côtés du régime du président Bachar al Assad, ont déjà effectué plusieurs fois des manœuvres navales conjointes en Caspienne, en 2015 et 2017 notamment.

Moscou a réaffirmé l'an dernier son soutien à Téhéran après la décision américaine de ne plus respecter l'accord sur le programme nucléaire iranien et d'imposer de nouvelles sanctions à la République islamique.

Source : Reuters

Des navires iraniens envoyés dans l'Atlantique au mois de mars

4 janvier 2019

La marine iranienne enverra des navires de guerre dans l'Atlantique à partir du mois de mars, a annoncé vendredi un de ses responsables.

La marine iranienne a étendu son rayon d'action ces dernières années en déployant des navires dans l'océan Indien et dans le golfe d'Aden pour protéger sa flotte des pirates somaliens.

Le mois dernier, un haut responsable de l'armée iranienne a déclaré que la marine iranienne pouvait naviguer dans l'Atlantique, à proximité des eaux américaines, dans la mesure où les porte-avions américains étaient autorisés à se déplacer dans les eaux internationales proches de l'Iran.

L'Iran considère la présence des porte-avions américains dans le Golfe comme un problème pour sa sécurité.

Rappelons que le Venezuela, situé côté Atlantique, est un allié de l'Iran.

La tension est vive entre Washington et Téhéran depuis que Donald Trump a retiré les Etats-Unis de l'accord de 2015 qui encadrait le nucléaire iranien en échange de la levée de certaines sanctions.

L'Iran a averti que s'il ne pouvait pas vendre son pétrole en raison des pressions américaines, aucun autre pays de la région ne serait autorisé à le faire. Téhéran a menacé de bloquer le détroit d'Ormuz par lequel transite un tiers du pétrole transporté par mer dans le monde.

Source : Reuters

France et Japon déterminés à approfondir leur relation militaire

11 janvier 2019

La France, qui ambitionne de valoriser sa présence dans la zone Indo-Pacifique, courtise le Japon avec l'objectif de donner une nouvelle impulsion au partenariat militaire amorcé en 2013. Les ministres français et japonais de la Défense et des Affaires étrangères se retrouvent ce vendredi à Brest, siège de la seconde base navale française, pour la 5^e édition du "2+2".

Cet échange diplomatico-militaire instauré en 2014, sans équivalent en Asie, répond à l'ambition de Tokyo d'affirmer son rôle sur la scène internationale, singulièrement dans les opérations de maintien de la paix, la lutte contre le terrorisme et la piraterie, et de s'assurer des appuis face à un contexte géopolitique tendu par les visées expansionnistes chinoises.

Pour Paris, il s'agit de marquer des points dans l'Indo-Pacifique où sa zone économique exclusive, la deuxième au monde, couvre près de 9 millions de km², et de favoriser une gestion multilatérale des tensions régionales : prolifération nucléaire, développement des cellules djihadistes en Asie du Sud-Est, violation du droit maritime en mer de Chine méridionale...

"Emmanuel Macron a plaidé en 2018 pour un axe Paris-New Delhi-Canberra, le Japon fait partie de cette approche indo-pacifique à la française qui doit encore se concrétiser", relève Céline Pajon, chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri).

Mais "on constate que le Japon reste très centré sur son allié américain, ce d'autant plus que Donald Trump met la pression sur Tokyo pour réduire son déficit commercial", explique-t-elle. Pour le Premier ministre Shinzo Abe, "acheter de l'armement aux Etats-Unis, c'est une manière de combler ce déficit, de montrer sa bonne volonté."

"On est dans une tendance haussière pour la coopération", fait-on toutefois valoir côté français. Si elle ne se traduit pas encore en espèces sonnantes et trébuchantes, elle s'illustre militairement par des exercices conjoints plus ambitieux, d'autant que le Royaume-Uni se montre plus actif dans la zone depuis l'annonce du Brexit.

Le porte-avions Charles de Gaulle et son groupe aéronaval, qui vont se redéployer cette année, procédera ainsi à des exercices avec la marine japonaise au large de Djibouti au printemps, et "peut-être dans l'est de l'océan Indien", précise-t-on au ministère français des Armées.

Le Japon, engagé dans la Task force internationale de lutte contre la piraterie au large de la Somalie, dispose depuis 2011 à Djibouti d'une base appelée à s'étendre cette année. La frégate Vendémiaire, qui avait mené en février 2018 des exercices avec la force d'autodéfense maritime au large du Japon, est attendue en avril à Sasebo.

Elle participera en outre avec les armées américaine et japonaise à des missions de surveillance dans le cadre de la lutte contre les trafics maritimes opérés par la Corée du Nord pour contourner les sanctions de l'Onu.

La France, qui refuse de prendre parti sur les questions de souveraineté opposant Tokyo à Pékin, se veut également en pointe dans la sécurisation maritime et le respect de la liberté de navigation, notamment en mer de Chine méridionale où ses bâtiments patrouillent régulièrement.

Source : Reuters

Accord russo-britannique sur le retour de diplomates

28 décembre 2018

Moscou et Londres ont conclu un accord sur le retour en janvier dans leurs ambassades respectives de diplomates. Londres avait expulsé 23 diplomates russes en mars en accusant Moscou d'être responsable de l'attaque au gaz neuro-toxique Novitchok qui avait visé plus tôt l'agent double Sergueï Skripal et sa fille. Moscou avait répliqué en expulsant 23 diplomates.

Source : Reuters

DROITS DE L'HOMME, PAUVRETE, PLANETE GLOBALE

Il faut plus de mesures pour mettre fin à l'exploitation des êtres humains dans les conflits armés (ONU)

7 janvier 2019

Le nombre de victimes de la traite des êtres humains est en augmentation, tandis que les groupes armés et les terroristes trafiquent des femmes et des enfants pour générer des fonds et recruter, indique le dernier Rapport mondial sur la traite des personnes.

Pratiquement tous les pays sont touchés.

« Enfants soldats, travail forcé, esclavage sexuel - la traite d'êtres humains a pris une dimension horrible, car les groupes armés et les terroristes l'utilisent pour semer la peur et convaincre les victimes de recruter de nouveaux combattants », a déclaré le Directeur exécutif de l'ONUDD, Yury Fedotov.

Selon le rapport, les pays détectent et signalent davantage de victimes et condamnent davantage de trafiquants. Le document a également constaté une nette augmentation du nombre d'enfants victimes de la traite, qui représentent désormais 30% du nombre total de victimes repérées, le nombre de filles étant nettement supérieur à celui des garçons.

Source : ONU

Le monde a failli à son devoir de protection envers les enfants pris dans des conflits en 2018 (UNICEF)

28 décembre 2018

Des millions d'enfants vivant dans des pays touchés par des conflits armés voient leur avenir menacé alors que les belligérants continuent de bafouer leurs droits et que les dirigeants du monde échouent à leur demander des comptes, a déclaré l'UNICEF vendredi.

« Les enfants qui vivent dans des zones touchées par des conflits à travers le monde ont continué à subir des violences d'une ampleur inouïe au cours des 12 derniers mois et le monde les a une fois de plus abandonnés », déplore Manuel Fontaine, Directeur des programmes d'urgence du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

« Depuis trop longtemps, les parties aux conflits commettent des atrocités dans une impunité presque totale, et la situation est loin de s'améliorer. Bien plus d'efforts peuvent et doivent être déployés pour protéger les enfants et leur venir en aide. »

En temps de guerre, les enfants sont directement pris pour cible, sont utilisés en tant que boucliers humains, sont tués, mutilés ou recrutés pour les combats. De la Syrie au Yémen, de la République démocratique du Congo au Nigéria, en passant par le Soudan du Sud et le Myanmar, les viols, les mariages forcés et les enlèvements sont devenus des armes de guerre.

L'agence onusienne travaille avec ses partenaires dans tous ces pays afin de fournir des services de santé, de nutrition, d'éducation et de protection aux enfants les plus vulnérables. En octobre, par exemple, l'UNICEF a participé à la libération de 833 enfants recrutés par des forces armées dans le nord-est du Nigéria et travaille actuellement avec ces enfants afin de les aider.

En Afghanistan, la violence continue de faire partie du quotidien. Près de 5.000 enfants ont été tués ou mutilés au cours des trois premiers trimestres de l'année 2018, le même nombre de victimes que pour toute l'année 2017. Dans ce pays, les enfants représentent 87% des victimes civiles des restes explosifs de guerre.

Au Cameroun, le conflit s'est aggravé dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest, et les écoles, les élèves et leurs enseignants sont régulièrement pris pour cible. En novembre, plus de 80 personnes, dont de nombreux enfants, ont été enlevées dans une école située à Nkwen, dans le nord-ouest du pays, avant d'être relâchées quelques jours plus tard.

En République centrafricaine, une recrudescence dramatique des combats a frappé la majeure partie du pays et deux enfants sur trois ont besoin d'une aide humanitaire.

En République démocratique du Congo, les violences interethniques et les affrontements entre les forces de sécurité et les groupes armés ou les milices ont eu des répercussions dévastatrices sur les enfants.

Les violences et l'instabilité ont gravement sapé les efforts déployés pour enrayer l'épidémie du virus Ebola qui sévit actuellement dans l'est du pays. Par ailleurs, 4,2 millions d'enfants sont à risque de souffrir de malnutrition aiguë sévère, selon les estimations.

Dans le bassin du lac Tchad, le conflit en cours, les déplacements et les attaques ciblant les écoles, les enseignants et d'autres infrastructures éducatives menacent l'éducation de 3,5 millions d'enfants.

Dans le nord-est du Nigéria, des groupes armés, notamment des factions de Boko Haram, continuent de s'en prendre aux filles, qui sont violées, victimes de mariages forcés avec les combattants ou utilisées en tant que « bombes humaines ».

Au Soudan du Sud, 6,1 millions de personnes souffrent d'une faim extrême à cause des conflits et de l'insécurité qui ont touché le pays tout au long de la saison annuelle de soudure. Même avec l'arrivée de la saison des pluies, plus de 43% de la population continue de vivre dans l'insécurité alimentaire.

Si la promesse d'un nouvel accord de paix offre une lueur d'espoir aux enfants, les rapports faisant état de violences extrêmes à l'encontre des femmes et des enfants continuent d'affluer.

En Somalie, plus de 1.800 enfants ont été recrutés par des parties au conflit durant les neuf premiers mois de l'année et 1.278 enfants ont été enlevés.

En Syrie, entre les mois de janvier et de septembre, l'ONU a confirmé l'assassinat de 870 enfants – c'est le nombre d'assassinats le plus élevé jamais enregistré en cette période de l'année depuis le début du conflit en 2011.

Dans l'est de l'Ukraine, le conflit qui fait rage depuis plus de quatre ans a eu des effets dévastateurs sur le système éducatif, détruisant et endommageant des centaines d'écoles et forçant 700.000 enfants à apprendre dans des environnements précaires, au milieu de la violence des combats et des dangers posés par les engins de guerre non explosés.

La situation est particulièrement grave pour les 400.000 enfants qui vivent à moins de 20 km de la « ligne de contact », qui marque la séparation entre les régions contrôlées par le gouvernement et les autres.

Et au Yémen, l'ONU a confirmé que 1.427 enfants avaient été tués ou mutilés dans des attaques. Les écoles et les hôpitaux sont fréquemment pris pour cible ou sont utilisés à des fins militaires, privant les enfants de leur droit à l'éducation et à des soins de santé.

Cette situation alimente la situation de crise déjà présente dans ce pays où un enfant meurt d'une maladie évitable toutes les 10 minutes et où la malnutrition aiguë sévère touche 400.000 enfants.

Source : ONU

En cette nouvelle année, la cheffe des affaires politiques de l'ONU parle des crises à surveiller

2 janvier 2019

Alors que le monde fait face à de multiples crises, *ONU Info* a rencontré la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques, Rosemary DiCarlo.

Plusieurs crises sont à surveiller en ce début d'année, en particulier le Yémen, la Syrie, la crise des réfugiés rohingyas, et la Colombie.

Yémen

Les images d'enfants yéménites affamés ont bouleversé le monde l'an dernier, alors que plus de huit millions de Yéménites sont au bord de la famine.

La situation humanitaire au Yémen est dramatique en raison des destructions et des pertes en vies humaines depuis 2011.

Dans ce contexte, l'ONU est heureuse de voir les deux parties en conflit - le gouvernement et les rebelles houthis - unir leurs efforts en Suède en décembre 2018 pour discuter de la fin du conflit.

Il y a maintenant des observateurs de l'ONU sur le terrain pour surveiller les éventuelles violations du cessez-le-feu dans la ville portuaire de Hodeïda, et pour aider à ouvrir des passages pour que l'aide puisse être reçue dans ce port et distribuée dans d'autres régions du pays.

Syrie

Après près de huit ans de guerre, plus de 13 millions de personnes ont besoin d'aide, dont 6,1 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays et 5,5 millions de personnes réfugiées en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Turquie.

« La Syrie nous occupe depuis longtemps et nous n'avons pas vraiment avancé sur la question d'un processus politique, mais notre intention est de continuer à soutenir ces efforts », a déclaré Mme DiCarlo.

La nouvelle année apporte de nouvelles inconnues, dont la récente annonce par les États-Unis du retrait de leurs troupes de Syrie, et ce que cela signifie pour le conflit et pour les personnes affectées.

La crise des réfugiés rohingyas

« Nous n'avons pas vu de progrès, ni de conditions propices au retour des réfugiés », a déclaré Mme DiCarlo à *ONU Info* sur la situation des réfugiés rohingyas qui ont fui le Myanmar pour le Bangladesh.

En vertu d'un accord conclu entre les deux pays, des milliers de réfugiés qui ont fui à partir d'août 2017 devaient rentrer au Myanmar en novembre 2018. Mais personne n'a voulu le faire par crainte de l'armée du Myanmar et d'autres groupes accusés de génocide.

Colombie

En 2016, les rebelles des FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) ont déposé les armes après 50 ans d'un conflit sanglant qui a tué plus de 260.000 personnes et déplacé environ sept millions de personnes.

Rosemary DiCarlo s'est rendue en Colombie au début du mois de décembre et a rencontré des anciens combattants devenus parlementaires, tailleurs, boulangers et enseignants.

L'ONU affirme que le processus de réintégration a progressé mais reste complexe.

Source : ONU

2019 a pris son envol, gare aux turbulences

1^{er} janvier 2019

Le ciel de Times Square s'est embrasé des mille couleurs des feux d'artifice marquant le passage de New York à la nouvelle année 2019, qui se dessine avec la montée des nationalismes et des populismes, l'inquiétude croissante sur le climat ou encore le défi du Brexit.

Ce 1^{er} janvier, le Brésil a un nouveau président d'extrême droite avec la prise de fonctions de Jair Bolsonaro, qui séduit 55% de ses concitoyens en dépit de ses dérapages racistes, misogynes et homophobes, en leur promettant de mater corruption, violence et crise économique.

Ce "Trump tropical", nostalgique de la dictature brésilienne (1964-1985) qui gouvernera avec plusieurs militaires et un ministre de l'Economie ultralibéral, est l'un des nouveaux visages au pouvoir dans le monde de 2019, et fait partie de cette vague populiste qui déferle un peu partout.

Justement, des élections sont attendues cette année notamment dans l'Union européenne, en Australie, en Inde, en Afghanistan, en Afrique du Sud ou encore en Argentine. Sans compter les résultats en République démocratique du Congo, qui attend sa première transition présidentielle pacifique depuis son indépendance en 1960.

Les célébrations du Nouvel An se sont accompagnées parfois de mesures de sécurité exceptionnelles en raison des risques d'attentat ou de violences urbaines.

Londres a basculé dans la nouvelle année en célébrant sa relation avec l'Europe, au moment où les Britanniques sont extrêmement divisés sur le Brexit.

Dans un message de Nouvel An, la Première ministre britannique Theresa May a appelé le Parlement à soutenir son accord sur le Brexit afin de permettre au Royaume-Uni de "franchir une nouvelle étape" et de surmonter ses divisions.

Les unes continueront également d'être dominées par l'insaisissable président américain Donald Trump. L'année 2018 a confirmé sa capacité à bousculer les équilibres sur les grands dossiers géopolitiques, qu'il s'agisse de la guerre commerciale avec la Chine, de son retrait de l'accord sur le nucléaire iranien, de sa décision de transférer à Jérusalem l'ambassade des Etats-Unis.

Le président Vladimir Poutine a invité les Russes, dans un message télévisé, à travailler ensemble pour "améliorer le bien-être et la qualité de vie, afin que tous les citoyens de Russie ressentent des changements positifs dans l'année qui commence".

Le président chinois Xi Jinping avait salué 2019 en promettant de poursuivre "le rythme des réformes" et d'ouvrir la Chine au reste du monde "encore et encore".

Le numéro un nord-coréen s'est montré moins consensuel.

La Corée du Nord pourrait envisager de changer d'attitude si les Etats-Unis maintiennent leurs sanctions liées à son dossier nucléaire, a déclaré Kim Jong Un dans son discours de Nouvel An, demandant la fin des exercices militaires conjoints américano-sud-coréens. Depuis le sommet historique Kim-Trump en juin à Singapour, les relations entre patinent.

Source : AFP

Conseil de sécurité : l'entrée en piste de grandes puissances en 2019

26 décembre 2018

A compter du 1^{er} janvier, cinq nouveaux pays entrent au Conseil de sécurité de l'ONU pour deux ans. Parmi eux, l'Allemagne, l'Indonésie, l'Afrique du Sud, trois puissances régionales. Reste à savoir si les consensus seront plus faciles avec des Etats-Unis de plus en plus imprévisibles.

En échec récurrent sur la Syrie, le Conseil de sécurité avait fait preuve d'unité en 2017 avec une triple série de sanctions contre la Corée du Nord. En 2018, la désunion a prédominé.

Fin 2018, à propos du Yémen, le Conseil a vu les Etats-Unis menacer d'un veto un texte de son plus proche allié en principe, le Royaume Uni, un évènement inouï.

En public, le ton est parfois acerbe. "Il n'y a pas de recherche de compromis", "ce n'est pas la première fois qu'on nous dit "c'est à prendre ou à laisser"", a ainsi dénoncé le Russe Vassily Nebenzia lors d'une session sur la Centrafrique.

Pour Moscou, les maux du Conseil sont à imputer "aux plumes, monopolisées par la troïka", autrement dit les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France à qui revient par tradition et intérêt nombre de résolutions à rédiger sur les conflits dans le monde.

Avec quelque 100.000 Casques bleus sur le terrain, l'ONU reste confrontée à des défis majeurs. Comment pousser à la paix avec un Conseil que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, trouve "plus divisé que jamais" ?

Le moteur franco-allemand pourrait aider à gommer l'impression d'un Conseil à deux vitesses. "Les Allemands et les Français vont travailler en étroite coopération pour montrer que l'Europe

pèse toujours en multilatéral en dépit du retrait du Royaume-Uni" de l'Union européenne, prédit Richard Gowan, expert de l'ONU.

De son côté, l'Indonésie pourrait gêner la Chine. "Les Indonésiens ont une équipe solide et pourraient organiser des débats du Conseil sur la persécution des musulmans en Birmanie", note-t-il.

Source : AFP

2019, Année internationale des langues autochtones

3 janvier 2019

Face à la crise linguistique autochtone, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé 2019 l'Année internationale des langues autochtones, afin de préserver, mettre en valeur et revitaliser les plus de 4.000 langues parlées par les peuples autochtones à travers la planète.

En effet, selon l'Instance permanente sur les questions autochtones de l'ONU, on estime qu'une langue autochtone disparaît toutes les deux semaines.

Lorsque des langues autochtones sont en péril, il en va de même pour les peuples.

Les droits linguistiques des peuples autochtones sont garantis à la fois par la "Convention N° 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) concernant les peuples indigènes et tribaux dans les pays indépendants" ainsi que par l'article 13 de la Déclaration des Nations Unies sur les peuples autochtones.

Ce dernier stipule notamment que les peuples autochtones ont le droit de de revivifier, d'utiliser, de développer et de transmettre aux générations futures leur langue, leurs traditions orales, leur système d'écriture et leur littérature.

L'Instance permanente sur les questions autochtones appelle notamment les gouvernements à inclure les langues autochtones dans l'administration publique, et aux États de soutenir la création de centres d'études de langues et de cultures autochtones dans les universités, et d'utiliser les langues autochtones dans l'enseignement et les formations.

Source : ONU

Google a déplacé près de 20 milliards d'euros aux Bermudes en 2017

3 janvier 2019

Google (groupe Alphabet) a fait transiter en 2017 19,9 milliards d'euros vers les Bermudes, un paradis fiscal, via une société écran basée aux Pays-Bas, dans le cadre d'un arrangement permettant au moteur de recherche américain de faire baisser les impôts payés à l'étranger, selon des documents soumis à la Chambre de commerce néerlandaise.

La somme qui est passée par Google Netherlands Holdings BV est de quelque quatre milliards d'euros supérieure au total de 2016. La filiale aux Pays-Bas est utilisée pour faire transiter les bénéfices vers Google Ireland Holdings, une filiale basée aux Bermudes, où les entreprises ne paient pas d'impôt sur les bénéfices.

Cette stratégie fiscale, connue sous l'expression "Double sandwich irlandais, néerlandais", est légale et permet à Google d'éviter de payer des impôts aux Etats-Unis ou en Europe sur ces bénéfices, qui représentent l'essentiel de ce que le géant technologique gagne à l'étranger.

Cependant, sous la pression de l'Union européenne et des Etats-Unis, l'Irlande a décidé en 2014 de mettre un terme à cet arrangement, ce qui mettra fin aux avantages fiscaux de Google en 2020.

Google Netherlands Holdings BV a versé 3,4 millions d'euros d'impôts aux Pays-Bas en 2017 pour un bénéfice brut de 13,6 millions, montrent encore les documents de la chambre de commerce.

Source : Reuters